Spedizione in abbonamento postale - Gruppo I

Anno 112° — Numero 269

GAZZETTA UFFICIALE

DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA ROMA - Sabato, 23 ottobre 1971

SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI E DECRETI - TELEFONO 650-139
AMMINISTRAZIONE PRESSO L'ISTITUTO POLIGRAFICO DELLO STATO - LIBRERIA DELLO STATO - PIAZZA GIUSEPPE VERDI, 10 - 00100 ROMA - CENTRALINO 8508

SOMMARIO

LEGGI E DECRETI

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

CONCORSI ED ESAMI

LEGGI E DECRETI

LEGGE 28 ottobre 1970, n. **1505.**

Ratifica ed esecuzione della convenzione sul commercio di transito dei Paesi senza litorale, adottata a New York l'8 luglio 1965.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare la convenzione sul commercio di transito dei Paesi senza litorale, adottata a New York l'8 luglio 1965.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data alla convenzione di cui all'articolo precedente a decorrere dalla sua entrata in vigore, in conformità all'articolo 20 della convenzione stessa.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 28 ottobre 1970

SARAGAT

COLOMBO — MORO — REALE — PRETI — VIGLIANESI — ZAGARI

Visto, *il Guardasigilli:* COLOMBO

CONVENTION RELATIVE AU COMMERCE DE TRANSIT DES PAYS SANS LITTORAL

Les Etats parties à la présente Convention,

Rappelant qu'en vertu de l'Article 55 de la Charte, les Nations Unies sont tenues de favoriser les conditions de progrès économique et la solution des problèmes économiques internationaux,

Prenant acte de la Résolution 1028 (XI) de l'Assemblée générale relative aux pays sans littoral et à l'expansion du commerce international qui reconnaît « ... qu'il est necessaire que les pays sans littoral jouissent de facilités de transit adéquates si l'on veut favoriser le commerce international ... », invite les gouvernements des Etats Membres « ... à reconnaître pleinement dans le domaine du commerce de transit les besoins des Etats Membres qui n'ont pas de littoral et, en conséquence, a accorder auxdits Etats des facilités adéquates à cet egard en droit international et dans la pratique, compte tenu des besoins futurs qui résulteront du développement économique des pays sans littoral »,

Rappelant l'article 2 de la Convention sur la haute mer qui dispose que, la haute mer étant ouverte à toutes les nations, aucun Etat ne peut légitimement prétendre en soumettre une partie quelconque à sa souveraineté et l'article 3 de ladite Convention qui dispose ce qui suit:

« 1. Pour jouir des libertés de la mer à l'égal des Etats riverains de la mer, les Etats dépourvus de littoral devraient accéder librement à la mer. A cet effet, les Etats situés entre la mer et un Etat dépourvu de littoral accorderont, d'une commune entente et en conformité avec les conventions internationales en vigueur:

a) a l'Etat dépourvu de littoral, sur une base de réciprocité, le libre transit à travers leur territoire;

b) aux navires arborant le pavillon de cet Etat un traitement égal à celui de leurs propres navires ou des navires de n'importe quel autre Etat, en ce qui concerne l'accès aux ports maritimes et leur utilisation.

2. Les Etats situés entre la mer et un Etat dépourvu de littoral régleront, d'un commun accord avec celui-ci, en tenant compte des droits de l'Etat riverain ou de transit et des particularités de l'Etat sans littoral, toutes questions relatives à la liberté de transit et à l'égalité de traitement dans les ports, au cas où ces Etats ne seraient pas déjà parties aux conventions internationales en vigueur ».

Réaffirmant les principes ci-après, adoptés par la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, étant entendu que ces principes sont interdépendants et que chacun d'eux doit être interprété compte tenu des autres.

Premier principe.

La reconnaissance du droit pour tout Etat sans littoral d'accéder librement à la mer constitue un principe indispensable pour l'expansion du commerce international et du développement économique.

Deuxième principe.

Dans les eaux territoriales et les eaux intérieures, les navires battant le pavillon d'un Etat sans littoral doivent avoir des droits identiques et jouir d'un traitement identique à celui dont jouissent les navires des Etats riverains autres que l'Etat territorial.

Troisième principe.

Pour jouir de la liberté des mers à égalité avec les Etats riverains, les Etats dépourvus de littoral doivent pouvoir accéder librement à la mer. A cet effet, les Etats situés entre la mer et un Etat dépourvu de littoral devront, d'une commune entente avec cet Etat et conformément aux conventions internationales en vigueur, accorder aux navires battant le pavillon de cet Etat, en ce qui concerne l'accès aux ports maritimes et l'utilisation de ces ports, un traitement égal à celui accordé à leurs propres navires ou aux navires de n'importe quel autre Etat.

Quatrième principe.

En vue de favoriser pleinement le développement économique des Etats sans littoral, tous les autres Etats doivent accorder à ces Etats, sur la base de la réciprocité, le droit au transit libre et sans restriction, de telle sorte qu'ils aient libre accès au commerce régional et international, en toute circonstance, et pour tous produits.

Les marchandises en transit ne doivent être soumises à aucun droit de douane.

Les moyens de transport en transit ne doivent pas être soumis à des taxes ou droits spéciaux supérieurs à ceux perçus pour l'utilisation des moyens de transport du pays transitaire.

Cinquième principe.

L'Etat transitaire, tout en conservant pleine souveraineté sur son territoire, aura le droit de prendre toutes les mesures indispensables pour que l'exercice du droit au transit libre et sans restriction ne porte, en aucune façon, atteinte à ses intérêts légitimes de tout ordre.

Sixième principe.

Afin d'accélérer l'évolution vers une approche universelle de la solution des problèmes spéciaux et particuliers du commerce et du développement des pays sans littoral dans les différentes régions géographiques, tous les Etats favoriseront la conclusion, dans ce domaine, d'accords régionaux et d'autres accords internationaux.

Septième principe.

Les facilités et les droits spéciaux accordés aux pays sans littoral en raison de leur situation géographique speciale ne rentrent pas dans le champ d'application de la clause de la nation la plus favorisée.

Huitième principe.

Les principes régissant le droit de libre accès à la mer des Etats sans littoral n'abrogeront, en aucune façon, les accords en vigueur entre deux ou plusieurs parties contractantes sur les problèmes en question, ni ne constitueront l'obstacle à la conclusion de tels accords à l'avenir, pourvu que ces derniers n'instituent pas un régime moins favorable, ni ne soient contraires aux dispositions précitées.

Sont convenus de ce qui suit:

Article premier
Définitions

Aux fins de la présente Convention,

a) l'expression « Etat sans littoral » désigne tout Etat contractant qui n'a pas de côte maritime;

b) l'expression « transport en transit » désigne le passage de marchandises y compris les bagages non accompagnés, à travers le territoire d'un Etat contractant, entre un Etat sans littoral et la mer, à condition que ce passage soit une fraction d'un trajet total commencé ou se terminant à l'intérieur du territoire dudit Etat sans littoral et comprenant un transport maritime qui précède ou suit directement ledit passage. Le transbordement, la mise en entrepôt, la rupture de charge ou le changement de mode de transport des marchandises, de même que le montage, le démontage ou le remontage de machines et d'articles volumineux, n'auront pas pour effet d'exclure le passage des marchandises de la définition du concept « transport en transit », à condition que toute opération de cette nature soit entreprise à seule fin de faciliter le transport. Aucune disposition du présent alinéa ne pourra être interprétée comme imposant à un Etat contractant l'obligation d'établir ou de permettre d'établir sur son territoire des installations permanentes de montage, démontage ou remontage;

c) l'expression « Etat de transit » désigne tout Etat contractant situé entre un Etat sans littoral et la mer, que cet Etat contractant ait ou non une côte maritime, et à travers le territoire duquel passent des « transports en transit »;

d) l'expression « moyens de transport » désigne:

i) tout matériel ferroviaire, tous navires maritimes et fluviaux et tous véhicules routiers;

ii) lorque la situation locale l'exige, les porteurs et les bêtes de charge;

iii) si les Etats contractants intéressés en conviennent, d'autres moyens de transport ainsi que les oléoducs et les gazoducs;

lorsqu'ils sont utilisés pour des transports en transit au sens du présent article.

Article 2
Liberté de transit

1. La liberté de transit sera assurée conformément aux dispositions de la présente Convention pour les transports en transit et les moyens de transport. Sous réserve des autres dispositions de la présente Convention, les mesures de réglementation et d'exécution prises par les Etats contractants, en ce qui concerne les transports effectués à travers leur territoire, faciliteront les transports en transit sur les voies en service mutuellement acceptables pour le transit du point de vue des Etats contractants intéressés. Pour autant que cela est compatible avec les dispositions de la présente Convention, il ne sera fait aucune discrimination tirée soit des lieux d'origine, de provenance, d'entrée, de sortie ou de destination, soit de tuote considération relative à la propriété des marchandises ou à la propriété, au lieu d'immatriculation ou au pavillon des navires, bateaux, véhicules terrestres ou autres moyens de transport ulilisés.

2. Les règles relatives à l'utilisation des moyens de transport, lorsqu'ils traversent une partie ou l'ensemble du territoire d'un autre Etat contractant, seront fixées d'un commun accord entre les Etats contractants intéressés, compte tenu des conventions internationales multilatérales auxquelles ces Etats son parties.

3. Chaque Etat contractant autorisera, conformément à ses lois, règles et règlements, le passage à travers son territoire ou l'accès à son territoire des personnes dont les déplacements son nécessaires pour les transports en transit.

4. Les Etats contractants autoriseront le passage des transports en transit à travers leurs eaux territoriales conformément aux principes du droit international coutumier ou aux dispositions des conventions internationales applicables, ainsi qu'à leur réglementation interne.

Article 3
Droits de douane et taxes spéciales de transit

Dans le territoire de l'Etat de transit, les transports en transit ne seront soumis par les autorités dudit Etat ni à des droits de douane ou tout autre droit ou taxe exigible du fait de l'importation ou de l'exportation, ni à aucune taxe spéciale en raison du transit. Toutefois, pourront être prélevées sur ces transports en transit des redevances ayant pour seul but de couvrir les dépenses de surveillance et d'administration qu'imposerait ce transit. Le taux de toutes redevances de cette nature devra correspondre d'aussi près que possible aux dépenses qu'elles ont pour objet de couvrir et, sous réserve de cette condition, lesdites rede-

vances devront être appliquées conformément à la regle de non-discrimination énoncée au paragraphe 1 de l'article 2.

Article 4

Moyens de transport et tarifs

1. Les Etats contractants s'engagent à fournir, sous réserve de leurs disponibilités, aux points d'entrée et de sortie, et en cas de besoin aux points de transbordement, des moyens de transport et du matériel de manutention adéquats pour que les transports en transit s'effectuent sans retard injustifié.

2. Les Etats contractants s'engagent à appliquer aux transports en transit utilisant des installations exploitées ou administrées par l'Etat des tarifs ou redevances qui, compte tenu des conditions des transports et des considérations de concurrence commerciale, soient équitables tant par leurs taux que par leurs conditions d'application. Ces tarifs ou redevances seront établis de façon à faciliter le plus possible les transports en transit et ils ne seront pas supérieurs aux tarifs et aux redevances appliqués par les Etats contractants aux transports à travers leur territoire de marchandises de pays ayant accès à la mer. Les dispositions du présent paragraphe s'appliquent aussi aux tarifs et redevances applicables aux transports en transit utilisant des installations exploitées ou administrées par des entreprises ou des particuliers dans le cas où les tarifs ou redevances sont fixés ou reglementés par l'Etat. Aux fins du présent paragraphe, le mot « installations » comprend les moyens de transport, les installations portuaires et les voies de communication dont l'usage est grevé de droit ou redevances.

3. Dans le cas où des services de traction monopolisée seraient établis sur les voies navigables utilisées pour le transit, l'organisation de ces services devra être telle qu'elle n'apporte pas d'entrave au mouvement des navires et des bateaux.

4. Les dispositions du présent article devront être appliquées dans les conditions de non-discrimination définies au paragraphe 1 de l'article 2.

Article 5

Méthodes et documentation en ce qui concerne les douanes, le transport, etc.

1. Les Etats contractants s'engagent à appliquer des mesures administratives et douanières permettant l'acheminement libre, non interrompu et continu des transports en transit. Au besoin, ils engageront des négociations en vue de convenir des mesures à prendre pour assurer et faciliter ce transit.

2. Les Etats contractants s'engagent à utiliser une documentation simplifiée et des méthodes expéditives en ce qui concerne les douanes, le transport et autres procédures administratives relatives aux transports en transit pour tout le trajet en transit sur leur territoire, y compris tout transbordement, mise en entrepôt, rupture de charge et changement de mode de transport qui aurait lieu au cours de ce trajet.

Article 6

Entreposage des marchandises en transit

1. Les modalités de l'entreposage des marchandises en transit aux points d'entrée, de sortie et d'arrêts intermédiaires dans les Etats de transit pourront être fixées par des accords entre les Etats intéressés. Les Etats de transit accorderont des conditions d'entreposage au moins aussi favorables qu'aux marchandises en provenance ou à destination de leur propre pays.

2. Les tarifs et les redevances seront établis conformément à l'article 4.

Article 7

Retards ou difficultés dans le transport en transit

1. Sauf cas de force majeure, les Etats contractants prendront toutes les mesures pour éviter les retards dans le passage des transports en transit ou les restrictions audit passage.

2. Au cas où il se produirait des retards ou autres difficultés dans le transport en transit, les autorités compétentes de l'Etat ou des Etats de transit et celles de l'Etat sans littoral coopéreront en vue d'y mettre promptement fin.

Article 8

Zones franches et autres facilités douanières

Pour la commodité du transport en transit, des zones franches ou autres facilités douanières pourront être aménagées dans les ports d'entrée et de sortie des Etats de transit, par des accords entre ces Etats et les Etats sans littoral.

Des facilités de ce genre pourront également être aménagées en faveur des Etats sans littoral dans d'autres Etats de transit n'ayant pas de côte ou de ports maritimes.

Article 9

Octroi de facilités plus grandes

La présente Convention ne comporte aucunement le retrait de facilités de transit plus grandes que celles prévues par ses dispositions et qui, dans des conditions compatibles avec ses principes, auraient été convenues entre Etats contractants ou accordées par l'un d'eux. De même, la Convention n'empêchera aucunement les Etats contractants d'accorder de semblables facilités à l'avenir.

Article 10

Clause de la nation la plus favorisée

1. Les Etats contractants conviennent que les facilités et droits spéciaux accordés aux termes de la présente Convention aux Etats sans littoral en raison de leur situation géographique particulière sont exclus du jeu de la clause de la nation la plus favorisée. Un Etat sans littoral qui n'est pas partie à la présente Convention ne peut revendiquer les facilités et droits spéciaux accordés aux Etats sans littoral aux termes de la présente Convention qu'en vertu d'une clause de la nation la plus favorisée figurant dans un traité conclu entre ledit Etat sans littoral et l'Etat contractant qui accorde lesdits droits spéciaux et facilités.

2. Si un Etat contractant accorde à un pays sans littoral des facilités ou droits spéciaux supérieurs à ceux prévus par la présente Convention, ces facilités ou droits spéciaux pourront être limités audit Etat, à moins que le fait de ne pas les accorder à un autre Etat sans littoral n'enfreigne la clause de la nation la plus fovorisée contenue dans un traité conclu entre cet autre Etat sans littoral et l'Etat contractant qui accorde lesdits droits spéciaux ou facilités.

Article 11

Exceptions à la Convention pour raisons de santé ou de sécurité ou pour assurer la protection de la propriété intellectuelle

1. Aucun Etat contractant n'est tenu par la présente Convention d'assurer le transit des personnes dont l'entrée sur son territoire est prohibée ou des marchandises d'une catégorie dont l'importation est interdite, soit pour des raisons de moralité, de santé ou de sécurité publiques, soit comme précaution contre les maladies des animaux ou des plantes ou contre les parasites.

2. Chacun des Etats contractants a le droit de prendre les précautions et les mesures nécessaires pour s'assurer que les personnes et les marchandises, notamment les marchandises soumises à un monopole, sont réellement en transit, et que les moyens de transport sont réellement utilisés aux fins du passage desdites marchandises, ainsi que pour protéger la sécurité des voies et moyens de communication.

3. Rien dans la présente Convention ne saurait affecter les mesures qu'un Etat contractant pourra être amené à prendre en vertu des dispositions d'une convention internationale générale de caractère mondial ou régional à laquelle il est partie, que cette convention soit déjà conclue à la date de la présente Convention ou qu'elle soit conclue ultérieurement, si ces dispositions ont trait:

a) à l'exportation, à l'importation ou au transit de catégories particulières d'articles tels que les stupéfiants ou autres drouges nuisibles ou les armes; ou

b) à la protection de la propriété industrielle, littéraire ou artistique, du nom commercial, des indications de provenance ou appellations d'origine, et à la suppression de la concurrence déloyale.

4. Rien dans la présente Convention n'empêche un Etat contractant de prendre toute mesure nécessaire pour protéger ses intérêts essentiels en matière de sécurité.

Article 12

Exceptions en cas d'événements graves

Il pourra exceptionnellement, et pour une période aussi limitée que possible, être dérogé aux dispositions de la présente Convention par des mesures générales ou particulières que chacun des Etats contractants serait obligé de prendre en cas d'événements graves mettant en danger son existence politique ou sa sûreté, étant entendu que le principe de la liberté du transit doit être observé dans toute la mesure du possible pendant ladite période.

Article 13

Application de la Convention en temps de guerre

La présente Convention ne fixe pas les droits et les devoirs des belligérants et des neutres en temps de guerre. Elle demeurera néanmoins en vigueur en temps de guerre dans la mesure compatible avec ces droits et ces devoirs.

Article 14

Obligations attachées à la Convention et droits et devoirs de Membre de l'ONU

La présente Convention n'impose à aucun des Etats contractants d'obligation qui irait à l'encontre de ses droits et devoirs en tant que Membre de l'Organisation des Nations Unies.

Article 15

Réciprocité

Les dispositions de la présente Convention seront appliquées sur la base de la réciprocité.

Article 16

Règlement des différends

1. Tout différend qui surgirait à propos de l'interprétation ou de l'application des dispositions de la présente Convention et qui ne serait pas réglé dans les neuf mois par négociation ou par un autre moyen pacifique sera soumis à l'arbitrage, à la demande de l'une ou de l'autre des parties. La Commission d'arbitrage sera composée de trois membres. Chacune des parties au différend nommera un membre de la commission, et le troisième membre, qui sera le Président, sera choisi d'un commun accord entre les parties. Si, dans un délai de trois mois, les parties ne parviennent pas à s'entendre sur la désignation du troisième membre, ce dernier sera nommé par le Président de la Cour internationale de Justice. Si l'une quelconque des parties ne procède pas à la désignation requise dans un délai de trois mois, le Président de la Cour internationale de Justice effectuera la ou les désignations nécessaires.

2. La Commission d'arbitrage statuera à la majorité simple sur les questions qui lui auront été soumises et ses décisions seront obligatoires pour les parties.

3. Les Commissions d'arbitrage ou les autres organismes internationaux chargés du règlement des différends soulevés par la présente Convention informeront les autres Etats contractants, par l'intermédiaire du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, de l'existence et de la nature des différends et des termes de leur règlement.

Article 17

Signature

La présente Convention sera ouverte jusqu'au 31 décembre 1965 à la signature de tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ou d'une institution spécialisée, ainsi que de tout Etat partie au Statut de la Cour internationale de Justice et de tout autre Etat invité par l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies à devenir Partie à la Convention.

Article 18

Ratification

La présente Convention sera soumise à ratification. Les instruments de ratification seront déposés auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

Article 19

Adhésion

La présente Convention restera ouverte à l'adhésion de tout Etat appartenant à l'une des quatre catégories mentionnées à l'article 17. Les instruments d'adhésion seront déposés après du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

Article 20

Entrée en vigueur

1. La présente Convention entrera en vigueur le trentieme jour qui suivra la date du dépôt des instruments de ratification ou d'adhésion d'au moins deux Etats sans littoral et deux Etats de transit ayant une côte maritime.

2. Pour chacun des Etats qui ratifieront la Convention ou y adhéreront après le dépôt des instruments de ratification ou d'adhésion nécessaires pour l'entrée en vigueur de la présente Convention conformément au paragraphe 1 du présent article, la Convention entrera en vigueur le trentième jour après le dépôt, par cet Etat, de son instrument de ratification ou d'adhésion.

Article 21

Revision

A la demande d'un tiers des Etats contractants et avec l'agrément de la majorité des Etats contractants, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies convoquera une conférence en vue de la revision de la Convention.

Article 22

Notification par le Secrétaire général

Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies notifiera à tous les Etats appartenant à l'une des quatre catégories mentionnées à l'article 17:

a) les signatures apposées à la présente Convention et le dépôt des instruments de ratification ou d'adhésion, conformément aux articles 17, 18 et 19;

b) la date à laquelle la présente Convention entrera en vigueur, conformément à l'article 20;

c) les demandes de revision, conformément à l'article 21.

Article 23

Textes faisant foi

L'original de la présente Convention, dont les textes anglais, chinois, espagnol, français et russe font également foi, sera déposé auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, qui en fera tenir copie certifiée conforme à tous les Etats appartenant à l'une des quatre catégories mentionnées à l'article 17.

En foi de quoi les plénipotentiaires soussignés, dûment autorisés par leurs gouvernements respectifs, ont signé la présente Convention.

Fait au Siège des Nations Unies, à New York, le huit juillet mil neuf cent soixante cinq.

Pour l'Afghanistan:

Abdul H. TABIBI

Pour l'Albanie:

Pour l'Algérie:

Pour l'Argentine:

Lucio GARCÍA DEL SOLAR, 29 décembre 1965

Pour l'Australie:

Pour l'Autriche:

Pour la Belgique:

Subject to the reservations [1] stated in my letter No. S.5036 of 30 December 1965, addressed to the Secretary-General of the United Nations.

G. SCHUURMANS, 30 décembre 1965

Pour la Bolivie:

F. ORTIZ S., 29 décembre 1965

Pour le Brésil:

José SETTE CÁMARA, 4 août 1965

Pour la Bulgarie:

Pour la Birmanie:

Pour Burundi:

Pour la République Socialiste Soviétique de Biélorussie:

With the following reservation:

The Government of the Byelorussian Soviet Socialist Republic does not consider itself bound by the provisions of article 16 of the Convention on Transit Trade of Land-locked States, under which members of the arbitration commission may be appointed by the President of the International Court of Justice, and declares that, in each individual case, the consent of the contending States is necessary for the appointment of members of the arbitration commission by the President of the International Court of Justice.

G. CHERNUSHCHENKO, 28.XII.1965

Pour le Cambodge:

Pour le Cameroun:

J. B. BELEOKEN, 10 août 1965

Pour le Canada:

Pour la République Centre-Africaine:

M. GALLIN-DOUATHE, 30 décembre 1965

Pour Ceylan:

Pour le Tchad:

Pour le Chili:

With a reservation with regard to article 16, to the effect that, in any dispute with American countries over the interpretation or implementation of this Convention, Chile shall proceed in accordance with whatever inter-American instruments, concerning the peaceful settlement of disputes, may be binding both on Chile and on the other American country.

Renán FUENTEALBA, 20 décembre 1965

Pour la Chine:

Pour la Colombie:

Pour le Congo (Brazzaville):

Pour le Congo (République Démocratique de):

Pour le Costa Rica:

Pour Cuba:

Pour Chypre:

Pour la Tchécoslovaquie:

With reservations [2] to articles 16, 17, 19, 22 and 23, the text of which is enclosed hereto.

Milan KLUSAK, 10 décembre 1965

Pour le Dahomey:

Pour le Danemark:

Pour la République Dominicaine:

Pour l'Equateur:

Pour le Salvador:

Pour l'Ethiopie:

Pour la République fédérale d'Allemagne:

With the reservations [3] set forth in my note of December 20, 1965 addressed to the Secretary-General of the United Nations, which is attached herewith.

Sigismund VON BRAUN, 20 décembre 1965

Pour la Finlande:

Pour la France:

Pour le Gabon:

Pour le Ghana:

Pour la Grèce:

Pour le Guatemala:

Pour la Guinée:

Pour Haïti:

Pour le Saint-Siège:

Alberto GIOVANNETTI, 30 décembre 1965

Pour le Honduras:

Pour la Hongrie:

Károly CSATORDAY, 30 décembre 1965

Pour l'Islande:

Pour l'Inde:

Pour l'Indonésie:

Pour l'Iran:

Pour l'Iraq:

Pour l'Irlande:

Pour Israël:

Pour l'Italie:

Piero VINCI, 31 décembre 1965

Pour la Côte-d'Ivoire:

Pour la Jamaïque:

Pour le Japon:

Pour la Jordanie:

Pour Kenya:

Pour Kuwaït:

Pour le Laos:

T. KHAMPAN

Pour le Liban:

Pour le Libéria:

Pour la Libye:

Pour le Liechtenstein:

Pour le Luxembourg:

Pierre WURTH, 28.XII.1965

Pour Madagascar:

Pour Malawi:

Pour la Malaisie:

Pour le Mali:

Pour Malte:

Pour la Mauritanie:

Pour le Mexique:

Pour Monaco:

Pour la Mongolie:

Pour le Maroc:

Pour le Népal:

Padma BAHADUR KHATRI

Pour les Pays-Bas:

J. G. DE BEUS, 30 décembre 1965

Pour la Nouvelle-Zélande:

Pour le Nicaragua:

Pour le Niger:

Pour la Nigéria:

Pour la Norvège:

Pour le Pakistan:

Pour le Panama:

Pour le Paraguay:

Miguel SOLANO LÓPEZ, 23 décembre 1965

Pour le Pérou:

Pour les Philippines:

Pour la Pologne:

Pour le Portugal:

Pour la République de Corée:

Pour la République du Vit-Nam:

Pour la Roumanie:

Pour Rwanda:

C. MUDENGE, 23 juillet 1965

Pour Saint-Marin:

Franco FIORIO, 23 juillet 1965

Pour l'Arabie Saoudite:

Pour le Sénégal:

Pour Sierra Leone:

Pour la Somalie:

Pour l'Afrique du Sud:

Pour l'Espagne:

Pour le Soudan:

With reservation [4] as far as article 2 is concerned. Reservation is attached.

Abdul MAGID BASHIR EL-AHMADI, 11 août 1965

Pour la Suède:

Pour la Suisse:

Ernesto THALMANN, 10 décembre 1965

Pour la Syrie:

Pour la Thaïlande:

Pour le Togo:

Pour la Trinité et Tobago:

Pour la Tunisie:

Pour la Turquie:

Pour l'Uganda:

Apollo K. KIRONDE, 21 décembre 1965

Pour la République Socialiste Soviétique d'Ukraine:

With the following reservation:

The Government of the Ukrainian Soviet Socialist Republic does not consider itself bound by the provisions of article 16 of the Convention on Transit Trade of Land-locked States, under which members of the arbitration commission may be appointed by the President of the International Court of Justice, and declares that, in each individual case, the consent of the contending States is necessary for the appointment of members of the arbitration commission by the President of the International Court of Justice.

S. SHEVCHENCO, 31 décembre 1965

Pour l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques:

With the following reservation:

The Government of the Union of Soviet Socialist Republics does not consider itself bound by the provisions of article 16 of the Convention on Transit Trade of Land-locked States, under which members of the arbitration commission may be appointed by the President of the International Court of Justice, and declares that, in each individual case, the consent of the contending States is necessary for the appointment of members of the arbitration commission by the President of the International Court of Justice.

N. FEDORENKO, 28 décembre 1965

Pour la République Arabe Unie:

Pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord:

Pour Tanzanie:

Pour les Etats-Unis d'Amérique:

Charles W. YOST, 30 décembre 1965

Pour la Haute-Volta:

Pour l'Uruguay:

Pour le Vénézuéla:

Pour les Samoa d'Ouest:

Pour le Yémen:

Pour la Yougoslavie:

A. JELIC

Pour la Zambie:

F. M. MULIKITA, 23 décembre 1965

[1] *Text of the reservations*:

1. With regard to the application of article 3 of the Convention, the Belgian Government considers that the exemption relates exclusively to duties or taxes on imports or exports, and not to taxes on transactions, such as the Belgian tax on transport and auxiliary services, which also apply to internal trade.

2. Belgium can apply article 4, paragraph 1, only in so far as State-owned means of transport and handling equipment are concerned.

3. The Belgian Government intends, upon depositing its instrument of ratification of the Convention, to make a reservation concerning the rights and obligations of Belgium arising from its adherence to certain international treaties relating to economic matters or trade.

[2] *Text of the reservations*:

(1) The Czechoslovak Socialist Republic does not consider itself bound by article 16 providing for a compulsory procedure of arbitration for any dispute which may arise with respect to interpretation or application of the provisions of the Convention. The Czechoslovak Socialist Republic maintains that the consensus of all Parties to the dispute is indispensable in any particular case to be submitted for arbitration.

(2) The Czechoslovak Socialist Republic considers articles 17 and 19 to be of discriminatory character since, on the basis of their provisions, a number of States has been deprived of the possibility of becoming a Party to the Convention.

The Convention relates to matters which are of interest to all States; consequently, it has to be open for participation of all States. In accordance with the principle of sovereign equality, no States have the right to exclude other States from becoming a Party to the Convention of general interest.

(3) The latter reservation applies also to articles 22 and 23 for the same reasons.

[3] *Text of the reservations*:

In respect of article 2, paragraph 1, article 5 and article 7:

The Federal Republic of Germany starts from the assumption that normal frontier controls which, in accordance with international agreements and with existing national legislation, are carried through in an adequate and nondiscriminatory manner, meet the requirements of article 2, paragraph 1, article 5 and article 7:

In respect of article 2, paragraph 2:

The Federal Republic of Germany understands this provision to imply that, as long as agreements according to article 2, paragraph 2, have not been concluded, the national regulations of the transit state will apply.

In respect of article 4, paragraph 1 and article 6, paragraph 1:

The Federal Republic of Germany is not in a position to assume obligations as provided for in article 4, paragraph 1 and in article 6, paragraph 1. Considering transport conditions in the Federal Republic of Germany, however, it may be taken for granted that sufficient means of transport as well as handling equipment and storage facilities will be available for traffic in transit. Should difficulties arise nevertheless, the Government of the Federal Republic of Germany would be prepared to seek remedies.

In respect of article 4, paragraph 2 and article 6, paragraph 2:

The Federal Republic of Germany is not in a position to assume obligations as contained in article 4, paragraph 2 and article 6, paragraph 2. The Government of the Federal Republic of Germany is, however, prepared, within the scope of its possibilities, to use its influence as regards tariffs and charges so as to facilitate traffic in transit as much as possible.

[4] *Text of the reservations*:

The Government of the Republic of the Sudan will not consider itself bound by the third sentence of article 2, paragraph 1, of the Convention in respect of

the passage across its territory of goods destined to or coming from South Africa or Portugal or goods the ownership of which could be claimed by South Africa or Portugal. The reservation is made in accordance with the spirit of Security Council resolution S/5773, in which the Security Council condemned the *apartheid* policies of the Government of the Republic of South Africa, resolution A/AC.109/124 in which the Special Committee condemned the colonial policy of Portugal and its persistent refusal to carry out the resolutions of the General Assembly, the Security Council and the Special Committee, and resolution CM/Res 6(I) of the Council of Ministers of the Organization of African Unity. The reservations will remain in force pending the ending of the prevailing situation in South Africa and the Portuguese colonies.

Nor will the Republic of Sudan, as a member of the Arab League, consider itself bound by the same provision in respect of the passage across its territory of goods destined for or coming from Israel.

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
MORO

TRADUZIONE NON UFFICIALE

N.B.: I testi facenti fede sono unicamente quelli indicati nella Convenzione, fra cui il testo francese qui sopra riportato.

CONVENZIONE SUL COMMERCIO DI TRANSITO DEI PAESI SENZA LITORALE

New York, 8 luglio 1965

Gli Stati Parti della presente Convenzione,

ricordando che in base all'articolo 55 della Carta, le Nazioni Unite sono tenute a favorire condizioni di progresso economico, nonchè la soluzione dei problemi economici internazionali,

Prendendo atto della Risoluzione 1028 (XI) dell'Assemblea Generale riguardante i Paesi privi di litorale e lo sviluppo del commercio internazionale che riconosceva « ... che è necessario che i Paesi sprovvisti di litorale godano di adeguate agevolazioni di transito se si vuole favorire il commercio internazionale ... » ed invitava i Governi degli Stati Membri « ... a dare pieno riconoscimento, nel settore del commercio di transito, alle necessità degli Stati Membri privi di litorale e, conseguentemente, ad accordare a detti Stati adeguate agevolazioni a tal fine, sia nell'ambito del diritto internazionale che in pratica, tenuto conto delle future necessità che risulteranno dallo sviluppo economico dei Paesi privi di litorale »,

Ricordando l'articolo 2 della Convenzione sull'Alto Mare che stabilisce che, essendo l'Alto Mare accessibile a tutte le Nazioni, nessuno Stato può pretendere in modo legittimo di poterne sottomettere una qualunque parte alla propria sovranità, nonchè l'articolo 3 della summenzionata Convenzione che stabilisce quanto segue:

« 1. Per godere delle libertà del mare nella stessa misura degli Stati rivieraschi, gli Stati sprovvisti di litorale dovrebbero poter accedere al mare liberamente. A tale scopo, gli Stati situati tra il mare ed uno Stato privo di litorale accorderanno, di comune accordo ed in conformità delle Convenzioni internazionali in vigore:

a) ad uno Stato privo di litorale, su basi di reciprocità, il libero transito attraverso il loro territorio;

b) alle navi battenti bandiera di tale Stato, lo stesso trattamento riservato alle proprie navi o alle navi di ogni altro Stato, per quanto riguarda l'accesso ai porti marittimi e la loro utilizzazione.

2. Gli Stati situati tra il mare ed uno Stato privo di litorale regoleranno, di comune accordo con quest'ultimo, tenendo conto dei diritti dello Stato rivierasco o di transito e delle caratteristiche dello Stato senza litorale, tutte le questioni concernenti la libertà di transito e l'eguaglianza di trattamento nei porti, nel caso in cui tali Stati non fossero già parti di Convenzioni internazionali in vigore ».

Riaffermando i principî seguenti, adottati dalla Conferenza delle Nazioni Unite, sul commercio e lo sviluppo, restando inteso che tali principî sono interdipendenti e che ciascuno di essi deve essere interpretato tenendo conto degli altri:

Principio I.

Il riconoscimento del diritto di ogni Stato senza litorale di accedere liberamente al mare, costituisce un principio indispensabile per l'espansione del commercio internazionale e dello sviluppo economico.

Principio II.

Nelle acque territoriali e nelle acque interne, le navi battenti bandiera di uno Stato senza litorale devono avere gli stessi diritti e godere dello stesso trattamento riservato alle navi degli Stati rivieraschi diversi dallo Stato territoriale.

Principio III.

Per godere della libertà dei mari su basi di uguaglianza con gli Stati rivieraschi, gli Stati sprovvisti di litorale devono poter accedere al mare liberamente.

A tale scopo, gli Stati situati tra il mare ed uno Stato privo di litorale dovranno, di comune accordo con tale Stato e in conformità delle Convenzioni internazionali in vigore, accordare alle navi battenti bandiera di detto Stato, per quanto riguarda l'accesso ai porti marittimi e l'utilizzazione di detti porti, un trattamento identico a quello riservato alle proprie navi o alle navi di qualsiasi altro Stato.

Principio IV.

Allo scopo di promuovere pienamente lo sviluppo economico degli Stati senza litorale, tutti gli altri Stati devono accordare a tali Stati su basi di reciprocità, il diritto al transito libero e senza restrizioni, in modo che essi abbiano libero accesso al commercio regionale ed internazionale, in ogni circostanza e per tutti i prodotti.

Le merci in transito non devono essere sottoposte ad alcun dazio doganale.

I mezzi di trasporto in transito non devono essere sottoposti a tasse od oneri speciali superiori a quelli riscossi per l'impiego dei mezzi di trasporto del paese di transito.

Principio V.

Lo Stato di transito, mentre conserverà la piena sovranità sul proprio territorio, avrà il diritto di adottare tutte le misure indispensabili, ad assicurare che l'esercizio del diritto al transito libero e senza restrizioni non abbia a pregiudicare in alcun modo i propri legittimi interessi, di qualsiasi genere essi siano.

Principio VI.

Allo scopo di accelerare l'evoluzione nel senso di un progresso universale in direzione della soluzione dei problemi speciali e particolari del commercio e dello sviluppo dei Paesi privi di litorale situati nelle varie zone geografiche, tutti gli Stati favoriranno la conclusione di accordi regionali, nonchè di altri accordi internazionali in tale campo.

Principio VII.

Le agevolazioni ed i diritti speciali accordati ai Paesi privi di litorale a motivo della loro particolare posizione geografica non rientrano nel campo di applicazione della clausola della Nazione più favorita.

Principio VIII.

I principî che governano il diritto di libero accesso al mare degli Stati privi di litorale non abrogheranno in alcun modo, gli accordi in vigore tra due o più parti contraenti sui problemi in questione, nè costituiranno ostacolo alla conclusione di tali accordi in avvenire, purchè questi ultimi non istituiscano un regime meno favorevole, nè siano contrari alle disposizioni precitate.

Hanno convenuto quanto segue:

Articolo 1
Definizioni

Ai fini della presente Convenzione,

a) l'espressione « Stato privo di litorale » indica ogni Stato Contraente che sia sprovvisto di costa marittima;

b) l'espressione « trasporto in transito » indica il passaggio di merci, bagagli non accompagnati compresi, attraverso il territorio di uno Stato Contraente, fra uno Stato privo di litorale ed il mare, a condizione che detto passaggio costituisca una parte di un tragitto completo iniziato o avente termine all'interno del territorio di detto Stato senza litorale e comprendente un trasporto marittimo che preceda o segua direttamente detto passaggio. Il trasbordo, l'immagazzinamento, la rottura del carico o il cambiamento del modo di trasporto delle merci, come il montaggio, lo smontaggio o il rimontaggio di macchine od articoli voluminosi, non avranno l'effetto di escludere il passaggio delle merci dalla definizione del concetto di « Trasporto in transito » a condizione che tutte le operazioni di questo genere vengano intraprese al solo scopo di facilitare il trasporto. Nessuna disposizione del presente comma potrà essere interpretata come suscettibile di imporre ad uno Stato Contraente l'obbligo di installare o di permettere di installare sul proprio territorio impianti permanenti di montaggio, smontaggio o rimontaggio;

c) l'espressione « Stato di transito » indica ogni Stato Contraente situato fra uno Stato senza litorale e il mare, sia o meno tale Stato provvisto di costa marittima, attraverso il territorio del quale passino dei « trasporti in transito »;

d) l'espressione « mezzi di trasporto » indica:

i) ogni materiale ferroviario, navi marittime e fluviali, nonchè i veicoli stradali;

ii) allorchè la situazione locale lo richiede, i facchini e gli animali da carico;

iii) previo accordo degli Stati Contraenti interessati, altri mezzi di trasporto, nonchè gli oleodotti ed i gasodotti; allorchè sono utilizzati per trasporti in transito ai sensi del presente articolo.

Articolo 2
Libertà di transito

1. La libertà di transito sarà assicurata in conformità delle disposizioni della presente Convenzione per i trasporti in transito ed i mezzi di trasporto. Fatte salve le altre disposizioni della presente Convenzione, le misure di regolamentazione e di esecuzione adottate dagli Stati Contraenti, per quanto attiene ai trasporti effettuati attraverso il loro territorio, faciliteranno i trasporti in transito sulle strade in uso e reciprocamente accettabili per il transito agli Stati Contraenti in questione.

Compatibilmente con le disposizioni della presente Convenzione non verrà fatta alcuna discriminazione basata sul luogo di origine, provenienza, entrata, uscita o destinazione, o su qualsiasi circostanza relativa alla proprietà delle merci o alla proprietà, al luogo di immatricolazione o alla bandiera delle navi, battelli, veicoli terrestri o altri mezzi di trasporto utilizzati.

2. Le norme relative all'utilizzazione dei mezzi di trasporto, allorchè questi ultimi attraversano una parte o l'intero territorio di un altro Stato Contraente, saranno fissate di comune accordo fra gli Stati Contraenti interessati, tenendo conto delle Convenzioni internazionali multilaterali delle quali tali Stati sono parti.

3. Ogni Stato Contraente autorizzerà, in conformità alle proprie leggi, norme e regolamenti, il passaggio attraverso il proprio territorio o l'accesso ad esso alle persone i cui spostamenti sono necessari per i trasporti in transito.

4. Gli Stati Contraenti autorizzeranno il passaggio dei trasporti in transito attraverso le loro acque territoriali in conformità dei principî di diritto internazionale consuetudinario o delle disposizioni contenute nelle Convenzioni internazionali che possano essere applicate, nonchè dei propri regolamenti interni.

Articolo 3
Dazi doganali e tasse speciali di transito

Nel territorio dello Stato di transito, i trasporti in transito non saranno sottoposti dalle Autorità di detto Stato nè a dazi doganali nè ad ogni altro dazio o tassa esigibile a motivo dell'importazione o dell'esportazione, nè ad alcuna tassa speciale a motivo del transito. Tuttavia, potranno essere riscossi in occasione di tali trasporti in transito, dei canoni aventi il solo scopo di coprire le spese amministrative e di sorveglianza imposte da tale transito. L'entità di tutti i canoni di tale genere dovrà corrispondere quanto più possibile alle spese da coprire e con riserva di tale condizione, i detti canoni dovranno essere applicati in conformità della norma sulla non discriminazione enunciata al paragrafo 1 dell'articolo 2.

Articolo 4

Mezzi di trasporto e tariffe

1. Gli Stati Contraenti si impegnano a fornire, subordinatamente alle loro disponibilità, nei punti di entrata ed uscita, ed ove occorra nei punti di trasbordo, mezzi di trasporto e mezzi di manutenzione adeguati, affinchè i trasporti in transito abbiano ad effettuarsi senza ritardi ingiustificati.

2. Gli Stati contraenti si impegnano ad applicare ai trasporti in transito che utilizzino impianti gestiti o amministrati dallo Stato, tariffe o canoni che, tenuto conto delle condizioni dei trasporti e di considerazioni di concorrenza commerciale, siano equi sia per quanto riguarda il loro ammontare, che per quanto attiene alle loro condizioni di applicazione. Tali tariffe o canoni saranno fissati in modo da facilitare il più possibile i trasporti in transito e non dovranno essere superiori alle tariffe e ai canoni applicati dagli Stati Contraenti ai trasporti effettuati attraverso il loro territorio di merci appartenenti a Paesi aventi accesso al mare. Le disposizioni del presente paragrafo si applicano anche alle tariffe ed ai canoni applicabili ai trasporti in transito che utilizzino impianti gestiti o amministrati da imprese o da privati nel caso in cui le tariffe o i canoni siano determinati o controllati dallo Stato. Ai fini del presente paragrafo, il termine « impianti » comprende i mezzi di trasporto, le installazioni portuali e le vie di comunicazione il cui uso sia gravato di tasse o canoni.

3. Nel caso in cui venissero creati dei servizi di trazione monopolizzati nelle vie navigabili utilizzate per il transito, l'organizzazione di tali servizi dovrà essere tale da non ostacolare il movimento di navi o battelli.

4. Le disposizioni del presente articolo dovranno essere applicate in base alle condizioni di non-discriminazione citate al paragrafo 1 dell'articolo 2.

Articolo 5

Metodi e documentazione per quanto riguarda la dogana, il trasporto, ecc.

1. Gli Stati Contraenti si impegnano ad applicare misure amministrative e doganali che permettano lo svolgimento libero, ininterrotto e continuo dei trasporti in transito. All'occorrenza, intraprenderanno dei negoziati al fine di convenire le misure da adottare onde assicurare e facilitare il transito.

2. Gli Stati Contraenti si impegnano ad utilizzare una documentazione semplificata e metodi di rapida applicazione per quanto riguarda la dogana, il trasporto e altre procedure amministrative relative ai trasporti in transito per tutto il percorso in transito sul loro territorio, ivi compreso ogni trasbordo, immagazzinamento, rottura di carico e cambiamento del modo di trasporto che abbia luogo nel corso di tale tragitto.

Articolo 6

Immagazzinamento di merci in transito

1. Le modalità di immagazzinamento delle merci in transito nei punti di ingresso, uscita e soste intermedie negli Stati di transito potranno essere fissate mediante accordi tra gli Stati interessati. Gli Stati di transito accorderanno condizioni di immagazzinamento che siano per lo meno altrettanto favorevoli di quelle accordate alle merci in provenienza dal proprio territorio o a destinazione di quest'ultimo.

2. Le tariffe ed i canoni saranno fissati in conformità dell'articolo 4.

Articolo 7

Ritardi o difficoltà nel trasporto in transito

1. Eccettuati i casi di forza maggiore, gli Stati Contraenti adotteranno tutte le misure necessarie ad evitare ritardi nel passaggio dei trasporti in transito o restrizioni a detto passaggio.

2. Nel caso in cui abbiano a prodursi ritardi o altre difficoltà nel trasporto in transito, le Autorità competenti dello Stato o degli Stati di transito, nonchè le Autorità dello Stato privo di litorale collaboreranno allo scopo di mettervi rapidamente fine.

Articolo 8

Zone franche ed altre facilitazioni doganali

Per agevolare il trasporto in transito, potranno essere disposte nei porti di ingresso ed uscita degli Stati di transito, delle zone franche o altre facilitazioni doganali mediante accordi fra tali Stati e gli Stati privi di litorale. Agevolazioni di questo tipo potranno del pari essere disposte a favore degli Stati senza litorale in altri Stati di transito sprovvisti di costa o di porti marittimi.

Articolo 9

Concessione di facilitazioni maggiori

La presente Convenzione non comporta in alcun modo l'abolizione di facilitazioni di transito maggiori di quelle previste dalle disposizioni in essa contenute e che, in condizioni compatibili con i principî da essa enunciati, fossero state convenute fra gli Stati Contraenti o accordate da uno di essi. Del pari, la Convenzione non impedirà in alcun modo agli Stati Contraenti di accordare simili facilitazioni in avvenire.

Articolo 10

Clausola della Nazione più favorita

1. Gli Stati Contraenti convengono che facilitazioni e speciali diritti accordati ai sensi della presente Convenzione agli Stati privi di litorale a motivo della loro particolare posizione geografica sono esclusi dal campo di applicazione della clausola della Nazione più favorita. Uno Stato privo di litorale che non sia parte della presente Convenzione, può rivendicare le facilitazioni ed i diritti speciali accordati agli Stati sprovvisti di litorale ai sensi della presente Convenzione, soltanto in base ad una clausola della Nazione più favorita figurante in un Trattato concluso tra il detto Stato privo di litorale e lo Stato Contraente che accorda i summenzionati diritti speciali e facilitazioni.

2. Se uno Stato Contraente accorda ad un Paese privo di litorale facilitazioni o diritti speciali maggiori di quelli previsti dalla presente Convenzione, tali facilitazioni o diritti speciali potranno essere limitati al detto Stato, a meno che il fatto di non accordarli ad un altro Stato sprovvisto di litorale non violi la clausola della Nazione più favorita contenuta in un trattato concluso tra questo altro Stato senza litorale e lo Stato Contraente che accorda i summenzionati diritti speciali o facilitazioni.

Articolo 11

Eccezioni alla Convenzione per motivi di salute pubblica o di sicurezza od allo scopo di assicurare la protezione della proprietà intellettuale.

1. Nessuno Stato Contraente è obbligato dalla presente Convenzione ad assicurare il transito di persone delle quali sia proibito l'ingresso nel proprio territorio o di merci di una categoria la cui importazione sia vietata, sia per ragioni di moralità, salute o sicurezza pubblica, sia come misura precauzionale contro le malattie di animali o piante o contro i parassiti.

2. Ogni Stato Contraente ha il diritto di prendere tutte le precauzioni e di adottare tutte le misure necessarie per accertarsi che le persone e le merci, ed in particolare le merci sottoposte a monopolio, siano realmente in transito, e che i mezzi di trasporto siano realmente utilizzati ai fini del passaggio delle summenzionate merci, nonchè per proteggere la sicurezza delle vie e dei mezzi di comunicazione.

3. Nulla nella presente Convenzione potrà pregiudicare le misure che uno Stato Contraente possa adottare in base alle disposizioni di una Convenzione internazionale generale a carattere mondiale o regionale alla quale partecipi, sia che detta Convenzione sia già stata conclusa alla data della presente Convenzione, sia che venga conclusa ulteriormente, quando tali disposizioni riguardino

a) l'esportazione, l'importazione o il transito di particolari categorie di articoli quali gli stupefacenti o altri prodotti chimici dannosi o le armi; o

b) la protezione della proprietà industriale, letteraria od artistica, del nome commerciale, delle indicazioni di provenienza o denominazioni d'origine, nonchè la soppressione della concorrenza sleale.

Nulla nella presente Convenzione impedisce ad uno Stato Contraente di adottare tutti i provvedimenti necessari a proteggere i propri interessi essenziali in materia di sicurezza.

Articolo 12

Eccezioni in caso di gravi avvenimenti

Si potrà eccezionalmente, e per un periodo il più limitato possibile, derogare alle disposizioni della presente Convenzione mediante misure generali o particolari che ciascuno degli Stati Contraenti fosse obbligato ad adottare in caso di gravi avvenimenti che mettano in pericolo la propria esistenza politica o la propria sicurezza, restando inteso che il principio della libertà di transito deve essere osservato per quanto possibile durante detto periodo.

Articolo 13

Applicazione della Convenzione in periodo bellico

La presente Convenzione non determina i diritti ed i doveri dei belligeranti e dei neutrali in tempo di guerra. Essa resterà tuttavia in vigore in tempo di guerra compatibilmente con tali diritti e doveri.

Articolo 14

Obblighi legati alla Convenzione e diritti e doveri dei Membri delle Nazioni Unite

La presente Convenzione non impone ad alcuno degli Stati Contraenti obblighi che potrebbero contrastare con i suoi diritti e doveri in quanto Membro dell'Organizzazione delle Nazioni Unite.

Articolo 15

Le disposizioni della presente Convenzione saranno applicate su basi di reciprocità.

Articolo 16

Composizione delle controversie

1. Ogni controversia che abbia a sorgere circa l'interpretazione o l'applicazione delle disposizioni della presente Convenzione e che non venga composta entro un termine di nove mesi mediante negoziati o attraverso ogni altro mezzo pacifico, sarà sottoposta ad arbitrato, a richiesta dell'una o dell'altra Parte.

La Commissione di arbitrato sarà formata di tre membri. Ciascuna delle Parti in controversia nominerà un membro della Commissione, mentre il terzo membro, che ne sarà il Presidente, sarà scelto di comune accordo tra le Parti. Se, entro un termine di tre mesi, le Parti non giungessero ad accordarsi sulla designazione del terzo membro, quest'ultimo verrà nominato dal Presidente della Corte Internazionale di Giustizia. Se una qualsiasi delle Parti non procedesse alla designazione richiesta entro un termine di tre mesi, il Presidente della Corte Internazionale di Giustizia procederà alla designazione o alle designazioni necessarie.

2. La Commissione di arbitrato deciderà a maggioranza semplice sulle questioni che le verranno sottoposte e le sue decisioni saranno vincolanti per le Parti.

3. Le Commissioni di arbitrato o gli altri Organismi internazionali incaricati della composizione delle controversie determinate dalla presente Convenzione informeranno gli altri Stati Contraenti, per il tramite del Segretario Generale delle Nazioni Unite, dell'esistenza e della natura delle controversie, nonchè dei termini della loro composizione.

Articolo 17

Firma

La presente Convenzione sarà, sino al 31 dicembre 1965, aperta alla firma di tutti gli Stati Membri dell'Organizzazione delle Nazioni Unite o di ogni Organizzazione specializzata, nonchè di ogni altro Stato che sia Parte dello Statuto della Corte Internazionale di Giustizia e di ogni altro Stato invitato dall'Assemblea Generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite e divenire Parte della Convenzione.

Articolo 18

Ratifica

La presente Convenzione sarà sottoposta a ratifica. Gli strumenti di ratifica saranno depositati presso il Segretario Generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite.

Articolo 19

Adesione

La presente Convenzione sarà aperta all'adesione di ogni Stato appartenente ad una delle quattro categorie citate all'articolo 17. Gli strumenti di adesione saranno depositati presso il Segretario Generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite.

Articolo 20

Entrata in vigore

1. La presente Convenzione entrerà in vigore trenta giorni dopo il deposito degli strumenti di ratifica o di adesione di almeno due Stati privi di litorale e di due Stati di transito provvisti di costa marittima.

2. Per ciascuno degli Stati che ratificheranno la Convenzione o che vi aderiranno dopo il deposito degli strumenti di ratifica o di adesione necessari per l'entrata in vigore della presente Convenzione in conformità del paragrafo 1 del presente articolo, la Convenzione entrerà in vigore trenta giorni dopo il deposito, effettuato da tale Stato, del proprio strumento di ratifica o di adesione.

Articolo 21

Revisione

Su domanda di un terzo degli Stati Contraenti e con l'assenso della maggioranza degli Stati Contraenti, il Segretario Generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite indirà una Conferenza al fine di effettuare una revisione della Convenzione.

Articolo 22

Notifiche da parte del Segretario Generale

Il Segretario Generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite notificherà a tutti gli Stati appartenenti ad una delle quattro categorie citate all'articolo 17:

a) le firme apposte alla presente Convenzione ed il deposito degli strumenti di ratifica o di adesione, in conformità degli articoli 17, 18 e 19;

b) la data alla quale la presente Convenzione entrerà in vigore, in conformità dell'articolo 20;

c) le domande di revisione, in conformità dell'articolo 21.

Articolo 23

Testi facenti fede

L'originale della presente Convenzione, i cui testi inglese, cinese, spagnolo, francese e russo fanno egualmente fede, sarà depositato presso il Segretario Generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite, che ne invierà copia certificata conforme a tutti gli Stati appartenenti ad una delle quattro categorie citate all'articolo 17.

In fede di che i sottoscritti Plenipotenziari, debitamente autorizzati dai rispettivi Governi, hanno firmato la presente Convenzione.

FATTO a New York presso la sede delle Nazioni Unite, l'8 luglio 1965.

Per l'Afghanistan:

Abdul H. TABIBI

Per l'Albania:

Per l'Algeria:

Per l'Argentina:

Lucio GARCÍA DEL SOLAR, 29 dicembre 1965

Per l'Australia:

Per l'Austria:

Per il Belgio:

Soggetta alle riserve [1] specificate nella mia lettera n. S.5036 del 30 dicembre 1965, indirizzata al Segretario-Generale delle Nazioni Unite.

G. SCHUURMANS, 30 dicembre 1965

Per la Bolivia:

F. ORTIZ S., 29 dicembre 1965

Per il Brasile:

José SETTE CÁMARA, 4 agosto 1965

Per la Bulgaria:

Per la Birmania:

Per il Burundi:

Per la Repubblica Socialista Sovietica di Bielorussia:

Con la seguente riserva:

Il Governo della Repubblica Socialista Sovietica di Bielorussia non si considera vincolato dalle disposizioni dell'articolo 16 della Convenzione sul commercio di transito dei Paesi privi di litorale, in base al quale i membri della Commissione di arbitrato possono essere nominati dal Presidente della Corte Internazionale di Giustizia, e dichiara che, in ogni singolo caso, il consenso degli Stati contendenti è necessario per la nomina dei membri della Commissione di arbitrato da parte del Presidente della Corte Internazionale di Giustizia.

G. CHERNUSHCHENKO, 28 dicembre 1965.

Per la Cambogia:

Per il Camerun:

J. B. BELEOKEN, 10 agosto 1965.

Per il Canada:

Per la Repubblica Centro-Africana:

M. GALLIN-DOUATHE, 30 *dicembre* 1965

Per Ceylon:

Per il Ciad:

Per il Cile:

Con una riserva relativa all'articolo 16, nel senso che, in ogni vertenza con i Paesi americani sull'interpretazione o sull'attuazione della presente Convenzione, il Cile procederà in base a qualsiasi strumento inter-americano, concernente la soluzione pacifica delle vertenze, che possa essere vincolante per il Cile e per l'altro Paese americano.

Renán FUENTEALBA, 20 dicembre 1965

Per la Cina:

Per la Colombia:

Per il Congo (Brazzaville):

Per il Congo (Repubblica Democratica del):

Per la Costarica:

Per Cuba:

Per Cipro:

Per la Cecoslovacchia:

Con riserve [2] agli articoli 16, 17, 19, 22 e 23, il cui testo viene qui allegato.

Milan KLUSAK, 10 dicembre 1965

Per il Dahomey:

Per la Danimarca:

Per la Repubblica Dominicana:

Per l'Equador:

Per El Salvador:

Per l'Etiopia:

Per la Repubblica Federale di Germania:

Con le riserve [3] esposte nella mia Nota del 20 dicembre 1965, indirizzata al Segretario Generale delle Nazioni Unite, che è qui unita:

Sigismund VON BRAUN, 20 dicembre 1965.

Per la Finlandia:

Per la Francia:

Per il Gabon:

Per il Ghana:

Per la Grecia:

Per il Guatemala:

Per la Guinea:

Per Haiti:

Per la Santa Sede:

Alberto GIOVANNETTI, 30 dicembre 1965

Per l'Honduras:

Per l'Ungheria:

Károly CSATORDAY, 30 dicembre 1965

Per l'Islanda:

Per l'India:

Per l'Indonesia:

Per l'Iran:

Per l'Iraq:

Per l'Irlanda:

Per Israele:

Per l'Italia:

Piero VINCI, 31 dicembre 1965

Per la Costa d'Avorio:

Per la Giamaica:

Per il Giappone:

Per la Giordania:

Per il Kenia:

Per il Kuwait:

Per il Laos:

T. KHAMPAN

Per il Libano:

Per la Liberia:

Per la Libia:

Per il Liechtenstein:

Per il Lussemburgo:

Pierre WURTH, 28 dicembre 1965

Per il Madagascar:

Per il Malawi:

Per la Malaysia:

Per il Mali:

Per Malta:

Per la Mauritania:

Per il Messico:

Per Monaco:

Per la Mongolia:

Per il Marocco:

Per il Nepal:

Padma BAHADUR KHATRI

Per i Paesi Bassi:

J. G. DE BEUS, 30 dicembre 1965

Per la Nuova Zelanda:

Per il Nicaragua:

Per il Niger:

Per la Nigeria:

Per la Norvegia:

Per il Pakistan:

Per il Panama:

Per il Paraguay:

Miguel SOLANO LÓPEZ, 23 dicembre 1965

Per il Perù:

Per le Filippine:

Per la Polonia:

Per il Portogallo:

Per la Repubblica di Corea:

Per la Repubblica del Vietnam:

Per la Romania:

Per il Ruanda:

C. MUDENGE, 23 luglio 1965

Per San Marino:

Franco FIORIO, 23 luglio 1965

Per l'Arabia Saudita:

Per il Senegal:

Per la Sierra Leone:

Per la Somalia:

Per la Repubblica Sudafricana:

Per la Spagna:

Per il Sudan:

Con riserva [4] riguardante l'articolo 2. La riserva è allegata.

Abdul MAGID BASHIR EL-AHMADI, 11 agosto 1965

Per la Svezia:

Per la Svizzera:

Ernesto THALMANN, 10 dicembre 1965

Per la Siria:

Per la Tailandia:

Per il Togo:

Per Trinidad e Tobago:

Per la Tunisia:

Per la Turchia:

Per l'Uganda:

Apollo K. KIRONDE, 21 dicembre 1965

Per la Repubblica Socialista Sovietica di Ucraina:

Con la seguente riserva:

Il Governo della Repubblica Socialista Sovietica di Ucraina non si considera vincolato dalle disposizioni dell'articolo 16 della Convenzione sul commercio di transito dei Paesi privi di litorale, in base al quale i membri della Commissione di arbitrato possono essere nominati dal Presidente della Corte Internazionale di Giustizia, e dichiara che, in ogni singolo caso, il consenso degli Stati contendenti è necessario per la nomina dei membri della Commissione di arbitrato da parte del Presidente della Corte Internazionale di Giustizia.

S. SHEVCHENCO, 31 dicembre 1965.

Per l'Unione delle Repubbliche Socialiste Sovietiche:

Con la riserva:

Il Governo dell'Unione delle Repubbliche Socialiste Sovietiche non si considera vincolato dalle disposizioni dell'articolo 16 della Convenzione sul commercio di transito dei Paesi privi di litorale, in base al quale i membri della Commissione di arbitrato possono essere nominati dal Presidente della Corte Internazionale di Giustizia, e dichiara che, in ogni singolo caso, il consenso degli Stati contendenti è necessario per la nomina dei membri della Commissione di arbitrato da parte del Presidente della Corte Internazionale di Giustizia.

N. FEDORENKO, 28 dicembre 1965

Per la Repubblica Araba Unita:

Per il Regno Unito di Gran Bretagna ed Irlanda del Nord:

Per la Tanzania:

Per gli Stati Uniti d'America:

Charles W. YOST, 30 dicembre 1965

Per l'Alto Volta:

Per l'Uruguay:

Per il Venezuela:

Per le Samoa occidentali:

Per lo Yemen:

Per la Yugoslavia:

A. JELIC

Per lo Zambia:

F. M. MULIKITA, 23 dicembre 1965.

[1] *Testo delle riserve*:

1. In merito all'applicazione dell'articolo 3 della Convenzione, il Governo belga ritiene che l'esenzione si riferisca esclusivamente a dazi o tasse sulle importazioni o sulle esportazioni, e non a tasse su transazioni quale la tassa belga sul trasporto e i servizi ausiliari, che viene applicata anche al commercio interno.

2. Il Belgio può applicare l'articolo 4, paragrafo 1, solo per quanto riguarda i mezzi di trasporto e i mezzi di manutenzione di proprietà dello Stato.

3. Il Governo Belga intende, nel depositare il proprio strumento di ratifica alla Convenzione, fare una riserva circa i diritti e gli obblighi del Belgio derivanti dalla propria adesione ad alcuni Trattati internazionali in merito a questioni economiche od al commercio.

[2] *Testo delle riserve*:

(1) La Repubblica Socialista Cecoslovacca non si considera vincolata dall'articolo 16 che prevede una procedura obbligatoria di arbitrato per ogni vertenza che possa sorgere in merito all'interpretazione o all'applicazione delle disposizioni della Convenzione.

La Repubblica Socialista Cecoslovacca afferma che il consenso di tutte le Parti in controversia è indispensabile in ogni singolo caso che sia sottoposto ad arbitrato.

(2) La Repubblica Socialista Cecoslovacca ritiene che gli articoli 17 e 19 abbiano carattere discriminatorio poichè, in base alle disposizioni in essi contenute, alcuni Stati sono stati privati della possibilità di divenire Parti della Convenzione.

La Convenzione riguarda problemi che sono di grande interesse per tutti gli Stati; di conseguenza, deve essere aperta alla partecipazione di tutti gli Stati. In base al principio dell'eguaglianza della sovranità, nessuno Stato ha il diritto di escludere gli altri Stati dalla possibilità di divenire Parti di una Convenzione di interesse generale.

(3) L'ultima riserva formulata si applica anche agli articoli 22 e 23 per le stesse ragioni.

[3] *Testo delle riserve*:

In merito all'articolo 2, paragrafo 1, all'articolo 5 ed all'articolo 7:

La Repubblica Federale di Germania parte dal presupposto che i normali controlli di frontiera che, in conformità degli accordi internazionali e con la legislazione nazionale vigente, sono svolti in maniera adeguata e non discriminatoria, rispondano alle esigenze dell'articolo 2, paragrafo 1, dell'articolo 5 e dell'articolo 7.

In merito all'articolo 2, paragrafo 2: la Repubblica Federale di Germania intende questa clausola nel senso che fintanto che non sono stati conclusi gli accordi in base all'articolo 2, paragrafo 2, verranno applicati i regolamenti interni dello Stato di transito.

In merito all'articolo 4, paragrafo 1, e all'articolo 6, paragrafo 1: la Repubblica Federale di Germania non è in grado di assumere gli obblighi previsti dall'articolo 4, paragrafo 1, e dall'articolo 6, paragrafo 1. Tuttavia considerando le condizioni dei trasporti della Repubblica Federale di Germania, si può esser certi che saranno disponibili per il traffico di transito sufficienti mezzi di trasporto e di manutenzione, nonchè attrezzature per l'immagazzinamento. Nel caso dovessero ciò nondimento sorgere difficoltà, il Governo della Repubblica Federale di Germania sarebbe pronto a porvi rimedio.

In merito all'articolo 4, paragrafo 2, e all'articolo 6, paragrafo 2:

La Repubblica Federale di Germania non è in grado di assumersi obblighi specificati nell'articolo 4, paragrafo 2, e nell'articolo 6, paragrafo 2. Il Governo della Repubblica Federale di Germania è tuttavia pronto, nell'ambito delle proprie possibilità, a far uso della propria influenza per quanto attiene alle tariffe e agli addebiti, allo scopo di facilitare il più possibile il traffico di transito.

[4] *Testo delle riserve*:

Il Governo della Repubblica del Sudan non si riterrà vincolato dalla terza frase dell'articolo 2, paragrafo 1, della Convenzione riguardo al passaggio attraverso il

proprio territorio di merci destinate a, o provenienti dal Sud Africa o dal Portogallo, o di merci la proprietà delle quali potrebbe essere rivendicata dal Sud Africa o dal Portogallo. La riserva è fatta in base allo spirito della Risoluzione S/5773 del Consiglio di Sicurezza, nella quale il Consiglio di Sicurezza condannava le politiche di apartheid del Governo della Repubblica del Sud-Africa, la Risoluzione A/AC. 109/124 nella quale il Comitato Speciale condannava la politica coloniale del Portogallo ed il suo persistente rifiuto di mettere in pratica le Risoluzioni dell'Assemblea Generale, del Consiglio di Sicurezza e del Comitato Speciale, e la Risoluzione CM/Res. 6 (1) del Consiglio dei Ministri dell'Organizzazione dell'Unità Africana. Le riserve resteranno in vigore sino al termine della predominante situazione in Sud Africa o nelle Colonie portoghesi.

Nè si considererà la Repubblica del Sudan, quale membro della Lega Araba, vincolata dalla stessa clausola relativamente al passaggio attraverso il proprio territorio di merci destinate a/o provenienti da Israele.

LEGGE 14 agosto 1971, n. **845.**

Contributo all'Ufficio internazionale delle epizoozie con sede in Parigi.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Il contributo annuo, previsto all'articolo 2 del regio decreto-legge 18 novembre 1926, n. 2441, convertito nella legge 3 agosto 1928, n. 1961, per l'adempimento degli impegni derivanti dall'Accordo di Parigi del 25 gennaio 1924, per la creazione di un Ufficio internazionale delle epizoozie, con sede in Parigi, è stabilito, a partire dall'anno 1970, in franchi francesi 50.201.

Art. 2.

All'Ufficio internazionale indicato all'articolo precedente è concesso un contributo straordinario di franchi francesi 234.073, in relazione agli oneri sostenuti dallo Ufficio medesimo per le accresciute spese di funzionamento e per le attrezzature della sede.

Il corrispettivo in lire italiane della somma prevista dal precedente comma verrà iscritto in apposito capitolo dello stato di previsione della spesa del Ministero della sanità.

Art. 3.

All'onere derivante dall'applicazione dell'articolo 1, valutato in lire italiane 3.800.000 annue, ed a quello derivante dalla applicazione dell'articolo 2, valutato in lire italiane 29.500.000, si provvede, per l'anno finanziario 1970, a carico del fondo speciale di cui al capitolo n. 3523 dello stato di previsione del Ministero del tesoro per l'anno finanziario medesimo. Per l'anno finanziario 1971, relativamente all'onere di cui all'articolo 1, si provvede mediante riduzione del citato capitolo numero 3523 dello stato di previsione del Ministero del tesoro per l'anno finanziario medesimo.

Il Ministro per il tesoro è autorizzato a provvedere con propri decreti alle necessarie variazioni di bilancio.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 14 agosto 1971

SARAGAT

COLOMBO — MORO — FERRARI-AGGRADI — MARIOTTI

Visto, *il Guardasigilli*: COLOMBO

DECRETO MINISTERIALE 8 settembre 1971.

Schema del secondo elenco suppletivo delle acque pubbliche scorrenti nel territorio della provincia di Reggio Emilia.

IL MINISTRO PER I LAVORI PUBBLICI

Visto l'elenco delle acque pubbliche in territorio della provincia di Reggio Emilia approvato con regio decreto 16 agosto 1912, n. 4856 ed il primo elenco suppletivo approvato con decreto luogotenenziale 24 aprile 1919, n. 2564;

Visto il regio decreto 25 agosto 1920, col quale, fra l'altro, sono stati radiati dal su citato elenco i corsi d'acqua distinti coi numeri 56 e 57;

Visto il decreto presidenziale 12 agosto 1957, n. 4129, col quale sono stati radiati dallo stesso elenco alcuni canali e cavi che appartengono al demanio patrimoniale dello Stato giusta l'apposita distinta che è parte integrante di esso decreto;

Visto lo schema del secondo elenco suppletivo delle acque pubbliche in territorio della su menzionata provincia compilato dall'ufficio del genio civile di Reggio Emilia;

Visto l'art. 1 del testo unico di leggi 11 dicembre 1933, n. 1775 e gli articoli 1 e 2 del regio decreto 14 agosto 1920, n. 1285;

Decreta:

Ai sensi e per gli effetti delle disposizioni indicate negli articoli di legge su citati, è ordinato:

a) il deposito dello schema del secondo elenco suppletivo suddetto nell'ufficio della prefettura di Reggio Emilia;

b) l'inserzione completa del presente decreto e dell'annesso schema di elenco suppletivo nel Foglio annunzi legali della provincia di Reggio Emilia;

c) il deposito di un esemplare di detto foglio nella segreteria dei comuni interessati della provincia;

d) l'affissione nell'albo pretorio dei detti comuni, per il termine di trenta giorni, di un avviso che dia notizia dell'avvenuta inserzione, sia nella *Gazzetta Ufficiale* come nel Foglio annunzi legali della provincia e dell'eseguito deposito, ed avverta gli interessati che possono esaminare lo schema di elenco depositato e produrre eventuali opposizioni nel termine di mesi sei a decorrere dalla data di inserzione nella *Gazzetta Ufficiale;*

e) l'inserzione dell'avviso di cui alla lettera *d*) in uno o più giornali della provincia.

L'ingegnere capo dell'ufficio del genio civile di Reggio Emilia è incaricato dell'esecuzione del presente decreto.

Roma, addì 8 settembre 1971

Il Ministro: LAURICELLA

Schema del secondo elenco suppletivo delle acque pubbliche della provincia di Reggio Emilia

Numero d'ordine	DENOMINAZIONE (da valle verso monte)	COMUNI toccati od attraversati	LIMITI entro i quali si ritiene pubblico il corso d'acqua	UBICAZIONE
1	2	3	4	5
1	Pozzo della ditta Acerbi Mario, Alfredo e Gabrielli Silvio	S. Ilario industriale	Per la quantità totale di acqua portata in superficie	Via Imperiale, mappale 167-*o*
2	Pozzo della ditta Adorni Ugo e F.lli	Reggio Emilia irriguo	Id.	Villa Cella, mappale 16438
3	Pozzo della ditta Alberici Giovanni	Gattatico irriguo	Id.	Praticello, mappale 628
4	Pozzo della ditta Alberici Leopoldo	Gattatico irriguo	Id.	Praticello, mappale 2510
5	Pozzo della ditta Aldrovandi Dino e Roberto	Guastalla irriguo	Id.	Tagliata, mappale 1168
6	Pozzo della ditta Aldrovandi Dino e Roberto	Guastalla irriguo	Id.	Tagliata, mappale 1174
7	Pozzo della ditta Altana prof. Giuseppe	Reggio Emilia irriguo	Id.	Villa Rivalta, località Baragalla, mappale 10226
8	Pozzo della ditta Amadei Cipriano	Reggio Emilia irriguo	Id.	Villa Rivalta, mappale 1904-*b*
9	Pozzo della ditta Amadei Cipriano e figlio	Reggio Emilia irriguo	Id.	Fogliano, mappale 11700
10	Pozzo della ditta Ambanelli Mario, Aldino e Tina	Gattatico irriguo	Id.	Praticello, via Stradella, mappale 2572
11	Pozzo della ditta Ambanelli Massimo e Luigi	Gattatico irriguo	Id.	Praticello, mappale 1232
12	Pozzo della ditta Ambrogi Amedeo	Scandiano irriguo	Id.	Bosco, mappale 4932
13	Pozzo della ditta amministrazione provinciale di Reggio Emilia	Reggio Emilia alimentare industriale	Id.	Località Canalina, mappale 10065-*b*
14	Pozzo della ditta amministrazione provinciale di Reggio Emilia	Reggio Emilia irriguo	Id.	Villa Coviolo, località Migliolungo, mappale 9481
15	Pozzo della ditta amministrazione provinciale di Reggio Emilia (Istituto agrario « Zanelli »)	Reggio Emilia irriguo	Id.	Villa Coviolo, località Migliolungo, mappale 9482
16	Pozzo della ditta amministrazione Sottocasa	Reggio Emilia irriguo	Id.	Villa Cadè, località Fenile, mappale 8180
17	Pozzo della ditta Anceschi Romeo e Reverberi Giovanni	Bibbiano irriguo	Id.	Località Favorita, mappale 435
18	Pozzo della ditta Andreoli Mario	Scandiano irriguo	Id.	Arceto, via Gazzolo, mappale 206
19	Pozzo della ditta Arcispedale di S. Maria Nuova	Reggio Emilia alimentare industriale	Id.	S. Pellegrino, mappale 6738
20	Pozzo della ditta Arcispedale di S. Maria Nuova	Reggio Emilia industriale	Id.	S. Pellegrino, località Rosta, mappale 24804
21	Pozzo della ditta Arduini Giovanni e Giuseppe	Bibbiano irriguo	Id.	Casale, località Chioccia, mappale 3252
22	Pozzo della ditta Arduini Luigi	Bibbiano irriguo	Id.	Casale, località Tabarrina, mappale 3172
23	Pozzo della ditta Arduini Primo	Bibbiano irriguo	Id.	Valla, località S. Rocco, mappale 4200
24	Pozzo della ditta Armani Ivo	Reggio Emilia irriguo	Id.	S. Bartolomeo, via Castione, mappale 10741
25	Pozzo della ditta Artioli Ildebrando (ora gli eredi)	Bibbiano irriguo	Id.	Ghiardo, mappale 1544
26	Pozzo della ditta Artoni Antonio	Brescello irriguo	Id.	Tagliata, mappale 4378

Numero d'ordine	DENOMINAZIONE (da valle verso monte)	COMUNI toccati od attraversati	LIMITI entro i quali si ritiene pubblico il corso d'acqua	UBICAZIONE
1	2	3	4	5
27	Pozzo della ditta Artoni Rinaldo e Fratelli	Gualtieri irriguo	Per la quantità totale di acqua portata in superficie	Pieve Saliceto, località Pieve, mappale 3131
28	Pozzo della ditta asilo infantile Istituto Figlie della Provvidenza ed ospizio per la vecchiaia	Rubiera irriguo	Id.	Rainusso, località Bosco, mappale 1245
29	Pozzo della ditta asilo infantile Istituto Figlie della Provvidenza ed ospizio per la vecchiaia	Rubiera irriguo	Id.	Rainusso, località Isola, mappale 1253
30	Pozzo della ditta Avanzi Aldo	Montecchio irriguo	Id.	Località Molino C., mappale 2486-*b*
31	Pozzo della ditta Avanzi Fernando	S. Ilario irriguo	Id.	Calerno, località Cantone, mappale 996/2292
32	Pozzo della ditta Avanzi Fernando	Montecchio irriguo	Id.	Quarticello, località Bassina, mappale 1707
33	Pozzo della ditta Avanzi Francesco ed Edmondo	Bibbiano irriguo	Id.	Località Podere Toschi, mappale 1037
34	Pozzo della ditta Avanzi Pietro, Orlando e Giuseppe	Bibbiano irriguo	Id.	Località Malamasato, mappale 2654
35	Pozzo della ditta Avanzi Pietro, Orlando e Giuseppe	Bibbiano irriguo	Id.	Malamasato, via Franchetti, mappale 1332
36	Pozzo della ditta Avanzini Elos	Campegine irriguo	Id.	Caprara - Dazio, mappale 1070
37	Pozzo della ditta azienda agricola « Gattalupa »	Reggio Emilia irriguo	Id.	Gavasseto, località Gattalupa, mappale 12083
38	Pozzo della ditta azienda agricola « Gattalupa »	Reggio Emilia irriguo	Id.	Gavasseto, località Gattalupa, mappale 12062
39	Pozzo della ditta Azienda cooperativa macellazione e lavorazione carni di Reggio Emilia	Reggio Emilia industriale	d.	S. Prospero, località 2 Canali, mappale 4561-*b*
40	Pozzo della ditta Azienda cooperativa macellazione e lavorazione carni di Reggio Emilia	Reggio Emilia industriale	Id.	S. Prospero, località 2 Canali, mappale 4566-*b*
41	Pozzo della ditta Azienda cooperativa macellazione e lavorazione carni di Reggio Emilia	Reggio Emilia industriale	Id.	S. Prospero, località 2 Canali, mappale 4561
42	Pozzo della ditta Azienda municipalizzata gas di Reggio Emilia	Reggio Emilia industriale	Id.	Villa Coviolo, località Migliolungo, mappale 9543-*a*
43	Pozzo della ditta Azzali Umberto	Albinea irriguo	Id.	Oca Nuova, mappale 4076/123
44	Pozzo della ditta Baccarani Giovanna in Balli	Rubiera irriguo	Id.	S. Martino Fontana, mappale 847
45	Pozzo della ditta Baccarini Sante (ora gli eredi)	Reggio Emilia irriguo	Id.	Villa Coviolo, mapp. 9621
46	Pozzo della ditta Bacchi Andreoli Gabriella in Pellizzi	Quattro Castella irriguo	Id.	Puianello, località Forche, mappale 1298
47	Pozzo della ditta Bacchi Andreoli Gabriella in Pellizzi	Quattro Castella irriguo	Id.	Puianello, località Forche, mappale 1601
48	Pozzo della ditta Bagnacani Antonio	Reggio Emilia irriguo	Id.	Villa Gavasseto, località Caraffa, mappale 14331
49	Pozzo della ditta Bagnoli Franco Mario	Montecchio irriguo	Id.	Villa Aiola, località Centro, mappale 609
50	Pozzo della ditta Balasini Arturo Antonio e Balasini Emma	Reggiolo irriguo	Id.	Villanova, località Minghetta, mappale 2605
51	Pozzo della ditta Baldi geom. Giuseppe (eredi)	Reggio Emilia irriguo	Id.	S. Pellegrino, località Due Maestà, mappale 11987
52	Pozzo della ditta Baldi geom Giuseppe (eredi)	Reggio Emilia irriguo	Id.	Villa Canali Chiesa, mappale 11640
53	Pozzo della ditta Banco S. Geminiano e S. Prospero di Reggio Emilia	Reggio Emilia industriale	Id.	Località via Roma 4, mappale 485

Numero d'ordine	DENOMINAZIONE (da valle verso monte)	COMUNI toccati od attraversati	LIMITI entro i quali si ritiene pubblico il corso d'acqua	UBICAZIONE
1	2	3	4	5
54	Pozzo della ditta Banco S. Geminiano e S. Prospero di Reggio Emilia	Reggio Emilia industriale	Per la quantità totale di acqua portata in superficie	S. Croce, viale Margherita, mappale 33342
55	Pozzo della ditta Barazzoni Remo ed Ermenegildo	Bibbiano irriguo	Id.	Ghiardo, mappale 4100
56	Pozzo della ditta Barbieri Ideo	Reggio Emilia irriguo	Id.	Villa Ospizio, mappale 6340
57	Pozzo della ditta Barchi Dante e Giulio	Reggio Emilia irriguo	Id.	Cavazzoli, località S. Giulio, mappale 19175
58	Pozzo della ditta Barchi Nello e Aldo	Reggio Emilia irriguo	Id.	S. Pellegrino, località Nebbiara, mappale 10174
59	Pozzo della ditta Barigazzi Carlo e Clementina	Reggio Emilia irriguo	Id.	S. Pellegrino, mapp. 11375
60	Pozzo della ditta Barigazzi Cesare	Scandiano irriguo	Id.	Bosco, mappale 6272
61	Pozzo della ditta Barigazzi Cesare	Scandiano irriguo	Id.	Bosco, mappale 6213
62	Pozzo della ditta Bartoli Arturo	Reggio Emilia irriguo	Id.	Villa Bagno, mappale 255
63	Pozzo della ditta Bartoli Ottorino	Cadelbosco Sopra irriguo	Id.	Mappale 3534
64	Pozzo della ditta Bartoli Solindo (ora gli eredi)	Bibbiano irriguo	Id.	Casale, località La Vedosa, mappale 1548
65	Pozzo della ditta Basini Domenico (ora gli eredi)	Scandiano irriguo	Id.	Chiozza, località Casino, mappale 2833
66	Pozzo della ditta Bedini comm. Armando (ora gli eredi)	Quattro Castella irriguo	Id.	Mangalana, mappale 5662-*a*
67	Pozzo della ditta Bedini Giuseppe, Luigi e Secondo	Montecchio irriguo	Id.	Località Casalina, mappale 2066
68	Pozzo della ditta Bedini Paolino ed altri	Bibbiano irriguo	Id.	Barco, località S. Giovanni, mappale 622-*b*
69	Pozzo della ditta Beghetti Ultimio	Reggio Emilia irriguo	Id.	San Bartolomeo, località Ghiardello, mappale 10701
70	Pozzo della ditta Beghetti Ultimio, Giancarlo, Domenico e Umberto	Reggio Emilia irriguo	Id.	S. Bartolomeo, mappale 10664/10665
71	Pozzo della ditta Beggi Guerrino	S. Polo d'Enza irriguo	Id.	Cornacchia, mappale 495
72	Pozzo della ditta Bellocchi Luigi e F.lli	Bibbiano irriguo	Id.	Ghiarda, mappale 3134
73	Pozzo della ditta Belloni Paolo e Vincenzo	Cavriago irriguo	Id.	Pratonera, mappale 1575
74	Pozzo della ditta Bellorini Cristina	Gattatico irriguo	Id.	Località Valle, mappale 1303
75	Pozzo della ditta Beneficio parrocchiale di S. Silvestro di Villa Cella	Reggio Emilia irriguo	Id.	Villa Cella, località Bassetta, mappale 8045
76	Pozzo della ditta Benelli Aristide (ora gli eredi)	S. Polo d'Enza irriguo	Id.	Fontaneto, località Agrara, mappale 6289
77	Pozzo della ditta Benevelli Guido e rag. Giorgio	Albinea irriguo	Id.	Borzano, località Casa Bianca, mappale 524
78	Pozzo della ditta Beneventi Gino, Fontanili Prospero e Casoli Adolfo	Reggio Emilia irriguo	Id.	S. Bartolomeo, località Campaccio, mapp. 9856-*B*
79	Pozzo della ditta Benizzi Gastinelli c.ssa Elena	Reggio Emilia irriguo	Id.	Villa Coviolo, mapp. 9531
80	Pozzo della ditta Bergomi Carlo, Cesira ed Angelo	Reggio Emilia irriguo	Id.	S. Maurizio, località Gattalupa, mappale 6235
81	Pozzo della ditta Bergomi Odilia ved. Colla	Reggio Emilia irriguo	Id.	Villa Canali, località Molinelle, mappale 11459

Numero d'ordine	DENOMINAZIONE (da valle verso monte)	COMUNI toccati od attraversati	LIMITI entro i quali si ritiene pubblico il corso d'acqua	UBICAZIONE
1	2	3	4	5
82	Pozzo della ditta Bergomi Raffaele e Giulio	Cavriago irriguo	Per la quantità totale di acqua portata in superficie	Prati Vecchi, mappale 1935
83	Pozzo della ditta Bertani Ernesto e Francesco	Reggio Emilia irriguo	Id.	Villa Canali, via Ruggero, mappale 11383
84	Pozzo della ditta Bertani dott. Franco	Reggio Emilia irriguo	Id.	Villa Ospizio, località Bazzarola, mappale 12949
85	Pozzo della ditta Bertani Margherita in Adorni	Reggio Emilia irriguo	Id.	Villa Cella, località Cortazza, mappale 7801
86	Pozzo della ditta Bertani dott. Michele	Bibbiano irriguo	Id.	Molinella, mappale 2620
87	Pozzo della ditta Bertani Sofia in Scolari	Reggio Emilia irriguo	Id.	Villa Sabbione, mappale 18641
88	Pozzo della ditta Bertini Giuseppe	Reggio Emilia irriguo	Id.	S. Bartolomeo, località Casinazzo, mappale 13053
89	Pozzo della ditta Bertini Luca ed altri	Reggio Emilia irriguo	Id.	S. Bartolomeo, località Casello Riva, mappale 10499
90	Pozzo della ditta Bertoldi ing. Pellegrino (ora gli eredi)	Bibbiano irriguo	Id.	Corniano, mappale 2550
91	Pozzo della ditta Bertoldi Pietro	Quattro Castella irriguo	Id.	Roncolo, località Fossetta, mappale 536
92	Pozzo della ditta Bertolini Aldo	Montecchio irriguo	Id.	Località G.A.P., mappale 2274
93	Pozzo della ditta Bertolini Giulio	S. Polo d'Enza irriguo	Id.	Casale, località Tugurio, mappale 631
94	Pozzo della ditta Bertolini Paride, Alma, Ada, Vanda e Amari Francesco e Secondo	Reggio Emilia irriguo	Id.	S. Bartolomeo, mappale 10536
95	Pozzo della ditta Bertolini Leopoldo e sorelle	Bibbiano irriguo	Id.	Barco, mappale 310
96	Pozzo della ditta Bertolini Pietro e Ildebrando	Bibbiano irriguo	Id.	Corniano, mappale 3728
97	Pozzo della ditta Bertozzi dott. Gian Marco e ing Mario	Reggio Emilia irriguo	Id.	S. Pellegrino, località Baragalla, mappale 10186
98	Pozzo della ditta Bettini Clara in Motti	Reggio Emilia irriguo	Id.	Villa Canali, mappale 15651
99	Pozzo della ditta Bezzi Giovanni e Bedogni Lucia	Montecchio irriguo	Id.	Strada Bassa, mapp. 1278
100	Pozzo della ditta Bigi Adelmo	Albinea irriguo	Id.	Montericco Roncosano, mappale 3598-*a*
101	Pozzo della ditta Bigliardi Francesco	Reggio Emilia irriguo	Id.	Villa Cella, mappale 8665
102	Pozzo della ditta Bocconi Rina ed altri	Montecchio irriguo	Id.	Via Maggione, mapp. 3890
103	Pozzo della ditta Bolognesi comm. Richetto	Montecchio irriguo	Id.	Località Pozzoferrato, mappale 1966
104	Pozzo della ditta Bolondi Innocente	S. Polo d'Enza irriguo	Id.	Pieve Valcavi, mappale 1378
105	Pozzo della ditta Bolondi Pierino, Prospero, Luciano e Taddeo	S. Polo d'Enza irriguo	Id.	Villa delle Ville-Valcavi, mappale 7120
106	Pozzo della ditta Bolondi Virginio e Giacomo	S. Polo d'Enza irriguo	Id.	Cornacchia, mappale 265
107	Pozzo della ditta Bonacini Lepido	Scandiano irriguo	Id.	Cacciola, mappale 101
108	Pozzo della ditta Bonacini Paolo	Reggio Emilia irriguo	Id.	Villa Rivalta, Vasca Corbelli, mappale 18174
109	Pozzo della ditta Bonazzi Alberto	Bibbiano irriguo	Id.	Barco, località Gianeto, mappale 122

Numero d'ordine	DENOMINAZIONE (da valle verso monte)	COMUNI toccati od attraversati	LIMITI entro i quali si ritiene pubblico il corso d'acqua	UBICAZIONE
1	2	3	4	5
110	Pozzo della ditta Bondavalli Ettore	Montecchio irriguo	Per la quantità totale di acqua portata in superficie	Aiola, mappale 133
111	Pozzo della ditta Bondi Pietro	Reggio Emilia irriguo	Id.	Villa Rivalta, località Laghetto, mappale 10861
112	Pozzo della ditta Boniburini Giovanni	Bibbiano irriguo	Id.	Barco, località Paverazzi, mappale 4241
113	Pozzo della ditta Boni Antonio	Montecchio irriguo	Id.	Località Strada Bassa, mappale 1225
114	Pozzo della ditta Boni Castagnetti Angelo	Bibbiano irriguo	Id.	Razza, strada Manara, mappale 2982
115	Pozzo della ditta Boni Mario e figli (cantina di S. Croce)	Reggio Emilia industriale	Id.	S. Croce, via Forriani, mappale 21841
116	Pozzo della ditta Bonini Agenore e figli	Reggiolo irriguo	Id.	Bruneto, mappale 2301
117	Pozzo della ditta Bonini Arrigo e Giulio	Reggiolo irriguo	Id.	Villanova, località Cavrianella, mappale 713
118	Pozzo della ditta Bonini geom. Vincenzo	Bibbiano irriguo	Id.	Località Casale, mappale 2592
119	Pozzo della ditta Borelli Bruno	Bibbiano irriguo	Id.	Corniano, mappale 3266
120	Pozzo della ditta Borettini Eleuterio	Brescello irriguo	Id.	Ghiarolo, località Bando mappale 387
121	Pozzo della ditta Borettini Ugo	Guastalla irriguo	Id.	S. Girolamo, mappale 5998
122	Pozzo della ditta Borzacchi Lucia	Reggio Emilia irriguo	Id.	Villa Coviolo, località Roncina, mappale 18119
123	Pozzo della ditta Borzacchi Rosa	S. Polo d'Enza irriguo	Id.	Casale, località Barcaccia, mappale 175
124	Pozzo della ditta Braglia Enzo	Reggio Emilia irriguo	Id.	Villa Bagno, mapp. 28761
125	Pozzo della ditta Brescia prof. Celso	Reggio Emilia irriguo	Id.	Codemondo, località Inferno, mappale 8862
126	Pozzo della ditta Brevini Guerrino e Gino Renato	Bibbiano irriguo	Id.	Palazza, località Casale, mappale 2701
127	Pozzo della ditta Brevini Guerrino e figli	Bibbiano irriguo	Id.	Località Palazza, mappale 2700
128	Pozzo della ditta Brevini Pio e Valentina	Scandiano irriguo	Id.	Pratissolo, località B. Fracassa, mappale 970
129	Pozzo della ditta Brevini F.lli	Reggio Emilia irriguo	Id.	Villa Bagno, località Madonna, mappale 2207
130	Pozzo della ditta Brighenti Francesco	S. Polo d'Enza irriguo	Id.	Località Molino, mappale 5868
131	Pozzo della ditta Brindani Antonio	Bibbiano irriguo	Id.	Località Tre Torri, mappale 1703
132	Pozzo della ditta Brindani Ernesto	Bibbiano irriguo	Id.	Barco, località Linari, mappale 1172
133	Pozzo della ditta Brindani Ernesto e Luigi	Reggio Emilia irriguo	Id.	S. Bartolomeo, località Campazzo, mappale 10483
134	Pozzo della ditta Brugnoli Carlo	Reggio Emilia irriguo	Id.	Villa Ospizio, mappale 37467
135	Pozzo della ditta Burani Alfredo	Bibbiano irriguo	Id.	Località Fossa, mappale 408
136	Pozzo della ditta Burani Ernesto e fratelli	Reggio Emilia irriguo	Id.	Villa Cella, mappale 2045
137	Pozzo della ditta Cacciani Odo	Gualtieri irriguo	Id.	Località Golena, mappale 5565-*a*

Numero d'ordine	DENOMINAZIONE (da valle verso monte)	COMUNI toccati od attraversati	LIMITI entro i quali si ritiene pubblico il corso d'acqua	UBICAZIONE
1	2	3	4	5
138	Pozzo della ditta Cagossi Cesare, Enzo e Vittorio	Reggio Emilia irriguo	Per la quantità totale di acqua portata in superficie	Codemondo, mapp. 9848-*a*
139	Pozzo della ditta Caiti Attilio	Reggio Emilia irriguo	Id.	Roncocesi, località Cella all'Oldo, mappale 7961
140	Pozzo della ditta Caleffi Amos	Gattatico irriguo	Id.	Milanello, mappale 1860
141	Pozzo della ditta Calvi ing. Giuseppe (ora gli eredi)	Albinea irriguo	Id.	Località Botteghe, mappale 3702
142	Pozzo della ditta Campani (già Cavalli Florinda ved. Manfredi)	Reggio Emilia irriguo	Id.	Codemondo, mapp. 18134
143	Pozzo della ditta Campanini Giovanni, Cesare e Mario	Bibbiano irriguo	Id.	Località Malamasato, mappale 2660-*b*
144	Pozzo della ditta Canova Domenico	Reggiolo irriguo	Id.	Località Cortenuova, mappale 2128
145	Pozzo della ditta Cantagalli Pietro e Luisa	Reggio Emilia irriguo	Id.	Villa Rivalta, località Castelbaldo, mappale 9929
146	Pozzo della ditta Cantarelli Aldo	Reggio Emilia irriguo	Id.	Villa Cadè, località Canale, mappale 1501
147	Pozzo della ditta Cantarelli Leonardo ed Irmo	Reggio Emilia irriguo	Id.	Villa Gaida, mappale 15504
148	Pozzo della ditta Cantarelli Luigi, Graziella e Castellari Zaira	Gattatico irriguo	Id.	Pantaro, mappale 1052-*b*
149	Pozzo della ditta Cantarelli dott. Massimiliano	Gattatico irriguo	Id.	Località Puglia, mapp. 1215
150	Pozzo della ditta Cantina Caseificio Sociale « Centro » di Massenzatico	Reggio Emilia industriale	Id.	Massenzatico, mapp. 1143-a
151	Pozzo della ditta Cantina sociale coop. di Villa Cavazzoli, Roncocesi e Pieve Modolena	Reggio Emilia industriale	Id.	Villa Cavazzoli, località Valle S. Giulio, mappale 22544
152	Pozzo della ditta Cantina sociale di Correggio	Correggio industriale	Id.	S. Martino, località via Mandrio, mappale 8974
153	Pozzo della ditta Cantina sociale di Villa Coviolo	Reggio Emilia industriale	Id.	Villa Coviolo, località Biasola, mappale 9628
154	Pozzo della ditta Cantina sociale « La Grande »	Reggio Emilia industriale	Id.	Massenzatico, località Centro, mappale 20107
155	Pozzo della ditta Cantù Alberto	Bibbiano irriguo	Id.	Barco, località Pioppa, mappale 452
156	Pozzo della ditta Capucci Maria Carolina	Reggio Emilia irriguo	Id.	Fogliano, mappale 16332
157	Pozzo della ditta Caraffa Alda in Scolari	Albinea irriguo	Id.	Botteghe, mappale 163
158	Pozzo della ditta Caraffi Celestina in Valcavi	Cavriago irriguo	Id.	Località Pianella, mappale 2692
159	Pozzo della ditta Caroli Lidia in Gauci	Scandiano irriguo	Id.	Cà de' Caroli, località Cà Bellani, mappale 2505
160	Pozzo della ditta Carpi Italo	S. Polo d'Enza irriguo	Id.	Località Bergonze, mappale 153
161	Pozzo della ditta Carpi Remo e Maurizio	Gattatico irriguo	Id.	Mappale 2126
162	Pozzo della ditta Carpi Rinaldo	Bibbiano irriguo	Id.	Corniano, località Casale, mappale 4158
163	Pozzo della ditta Carpi Rinaldo	Bibbiano irriguo	Id.	Corniano, mappale 2944
164	Pozzo della ditta Casa delle suore del Buon Pastore	Reggio Emilia irriguo	Id.	S. Pellegrino, via Zanti, 33, mappale 6767
165	Pozzo della ditta Caseificio sociale cooperativa latteria Centro di Zurco	Cadelbosco Sopra industriale	Id.	Zurco, mappale 5374

Numero d'ordine	DENOMINAZIONE (da valle verso monte)	COMUNI toccati od attraversati	LIMITI entro i quali si ritiene pubblico il corso d'acqua	UBICAZIONE
1	2	3	4	5
166	Pozzo della ditta Caseificio sociale Gentile	Reggiolo industriale	Per la quantità totale di acqua portata in superficie	Villanova, località Gentile, mappale 1822-b
167	Pozzo della ditta Casotti Ferrante	Reggio Emilia irriguo	Id.	Rivalta, località Rivaltella, mappale 16300
168	Pozzo della ditta Casotti dott. Vittorio	Albinea irriguo	Id.	Località Botteghe, mappale 2470
169	Pozzo della ditta Cassa di Risparmio di Reggio Emilia	Reggio Emilia irriguo	Id.	Roncocesi, mappale 7436
170	Pozzo della ditta Cassa di Risparmio di Reggio Emilia	Scandiano irriguo	Id.	Fellegara, mappale 575
171	Pozzo della ditta Cassa di Risparmio di Reggio Emilia	Bibbiano irriguo	Id.	Barco, mappale 673
172	Pozzo della ditta Castagnetti Edgardo e fratelli	Reggio Emilia irriguo	Id.	Villa Rivalta, mapp. 10522
173	Pozzo della ditta Castagnetti Ferdinando	S. Polo d'Enza irriguo	Id.	Pieve, mappale 686
174	Pozzo della ditta Castagnetti Lazzaro	Bibbiano irriguo	Id.	Casale, località Carniera, mappale 3247
175	Pozzo della ditta Catellani Giovanni	Reggio Emilia irriguo	Id.	S. Bartolomeo, località Ghiardello, mappale 1774
176	Pozzo della ditta Catellani Nello, Igino ed Enzo	Reggio Emilia irriguo	Id.	Roncocesi, località Felesino, mappale 7843
177	Pozzo della ditta Catellani Ubaldo, Abele e Guido	Reggio Emilia irriguo	Id.	S. Pellegrino, mapp. 29205
178	Pozzo della ditta Cattani Norina	Reggio Emilia irriguo	Id.	Villa Coviolo, mappale 32642
179	Pozzo della ditta Cavani Nella ved. Bertani	Scandiano irriguo	Id.	Arceto, località S. Gaetano, mappale 3424
180	Pozzo della ditta Cavani Nella ved. Bertani	Reggio Emilia irriguo	Id.	Bazzarola, località Ospizio, mappale 6368
181	Pozzo della ditta Cavatorti Gaetano	Campegine irriguo	Id.	Località Centro, mappale 884
182	Pozzo della ditta Cerlini Erio	Bibbiano irriguo	Id.	Località Molinella, mappale 5310
183	Pozzo della ditta Cerlini Erio	Bibbiano irriguo	Id.	Località La Fossa, mappale 5094
184	Pozzo della ditta Cervi Vivaldo e Orlando	Albinea irriguo	Id.	Fola, mappale 355
185	Pozzo della ditta Chierici Francesco	Bibbiano irriguo	Id.	Corniano, mappale 3271
186	Pozzo della ditta Cirlini Francesco, Nello e Lino	Montecchio irriguo	Id.	Località via del Cacciatore, mappale 1046
187	Pozzo della ditta Climelli Renzo	Gattatico irriguo	Id.	Praticello, mappale 1758
188	Pozzo della ditta Cobianchi Antonio	Bibbiano irriguo	Id.	Località via Monti, mappale 5189
189	Pozzo della ditta Cocconcelli Dionello	Bibbiano irriguo	Id.	Barco, località Favorita, mappale 3593
190	Pozzo della ditta Cocconi dott. Carlo	Reggio Emilia irriguo	Id.	Villa Roncocesi, località Valle, mappale 7452
191	Pozzo della ditta Cocconi dott. Carlo ed altri	Reggio Emilia irriguo	Id.	Roncocesi, mappale 7591
192	Pozzo della ditta Codeluppi Marcella e sorelle	Bibbiano irriguo	Id.	Casale, mappale 1101
193	Pozzo della ditta Codeluppi Primo, Giuseppe e Ferdinando	Reggio Emilia irriguo	Id.	Cavazzoli, 13, mapp. 24268
194	Pozzo della ditta Codeluppi Umberto	Cavriago irriguo	Id.	Località Scarlattina, mappale 4653

Numero d'ordine	DENOMINAZIONE (da valle verso monte)	COMUNI toccati od attraversati	LIMITI entro i quali si ritiene pubblico il corso d'acqua	UBICAZIONE
1	2	3	4	5
195	Pozzo della ditta Conforti Callisto	Montecchio irriguo	Per la quantità totale di acqua portata in superficie	Località Strada Calerno, mappale 677-*b*
196	Pozzo della ditta Consorzio acquedotto della collina reggiana	Casalgrande alimentare	Id.	Salvaterra, località Secchia, mappale 560-*b*
197	Pozzo della ditta Consorzio acquedotto della collina reggiana	Casalgrande alimentare	Id.	Dinazzano, via Canale
198	Pozzo della ditta Consorzio acquedotto della collina reggiana	Castellarano alimentare	Id.	Secchia, mappale 4536
199	Pozzo della ditta Consorzio acquedotto della collina reggiana	Castellarano alimentare	Id.	Secchia, mappale 4141
200	Pozzo della ditta Consorzio acquedotto della collina reggiana	Castellarano alimentare	Id.	Secchia, mappale 4531
201	Pozzo della ditta Consorzio acquedotto della collina reggiana	Castellarano alimentare	Id.	Secchia, mappale 4531
202	Pozzo della ditta Consorzio acquedotto della collina reggiana	Scandiano alimentare	Id.	Fellegara Zavattina, mappale 736
203	Pozzo della ditta Consorzio acquedotto della collina reggiana	Scandiano alimentare	Id.	Fellegara Zavattina, mappale 4164
204	Pozzo della ditta Consorzio acquedotto della collina reggiana	Scandiano alimentare	Id.	Fellegara Zavattina, mappale 4164
205	Pozzo della ditta Consorzio acquedotto rurale di Villa S. Bartolomeo	Reggio Emilia alimentare	Id.	S. Bartolomeo Rubbianino, mappale 10796
206	Pozzo della ditta Consorzio agricolo allevatori polli	Quattro Castella industriale	Id.	Puianello, località Forche, mappale 1555
207	Pozzo della ditta Consorzio bonificazione parmigiana Moglia	Reggio Emilia alimentare	Id.	Castellazzo, mapp. 1266-*b*
208	Pozzo della ditta Consorzio bonificazione parmigiana Moglia	Reggio Emilia alimentare	Id.	Roncocesi, mappale 7672
209	Pozzo della ditta Consorzio bonificazione parmigiana Moglia	Reggio Emilia alimentare	Id.	Roncocesi, mappale 7672
210	Pozzo della ditta Consorzio bonificazione parmigiana Moglia	Reggio Emilia alimentare	Id.	Roncocesi, mappale 7672
211	Pozzo della ditta Consorzio bonificazione parmigiana Moglia	Reggio Emilia alimentare	Id.	Roncocesi, mappale 7677
212	Pozzo della ditta Consorzio bonificazione parmigiana Moglia	Reggio Emilia alimentare	Id.	Roncocesi, mappale 7832-*B*
213	Pozzo della ditta Consorzio bonificazione parmigiana Moglia	Boretto alimentare	Id.	S. Croce, mappale 1234-*B*
214	Pozzo della ditta Consorzio bonificazione parmigiana Moglia	Casalgrande alimentare	Id.	Secchia, mappale 47-*B*
215	Pozzo della ditta Consorzio bonificazione parmigiana Moglia	Casalgrande alimentare	Id.	Secchia, mappale 463-*B*
216	Pozzo della ditta Consorzio bonificazione parmigiana Moglia	Casalgrande alimentare	Id.	Secchia, mappale 463-*B*
217	Pozzo della ditta Consorzio bonificazione parmigiana Moglia	Rubiera alimentare	Id.	Passerella, mappale 1347-*B*
218	Pozzo della ditta Consorzio bonificazione parmigiana Moglia	Rubiera alimentare	Id.	Passerella, mappale 1347-*B*
219	Pozzo della ditta Consorzio bonificazione parmigiana Moglia	Scandiano alimentare	Id.	Arceto, mappale 2738-*b*
220	Pozzo della ditta Consorzio cooperative di consumo	Reggio Emilia industriale	Id.	P. Modolena, località Guazzatoio, mappale 7270-*c*
221	Pozzo della ditta Consorzio cooperative produzione e lavoro di Reggio Emilia	Reggio Emilia irriguo	Id.	S. Pellegrino, mappale 10105
222	Pozzo della ditta Consorzio della Canalina di Pozzoferrato e Piazza	S. Polo d'Enza irriguo	Id.	Casale, mappale 6939
223	Pozzo della ditta Consorzio di miglioramento fondiario del canale Vernazza	Montecchio irriguo	Id.	Località Cornocchio, mappale 109-*b*

Numero d'ordine	DENOMINAZIONE (da valle verso monte)	COMUNI toccati od attraversati	LIMITI entro i quali si ritiene pubblico il corso d'acqua	UBICAZIONE
1	2	3	4	5
224	Pozzo della ditta Consorzio di miglioramento fondiario del canale Vernazza	Montecchio irriguo	Per la quantità totale di acqua portata in superficie	Casoni; località Tre Buchi, mappale 187
225	Pozzo della ditta Consorzio di miglioramento fondiario del Rio	Cavriago irriguo	Id.	S. Terenziano, località Prativecchi; mappale 2571
226	Pozzo della ditta Consorzio di miglioramento fondiario di Villa Marmirolo	Reggio Emilia irriguo	Id.	Marmirolo, mappale 12801
227	Pozzo della ditta Consorzio di miglioramento fondiario « Il Quarto »	Cavriago irriguo	Id.	Località Tornara, mappale 3821
228	Pozzo della ditta Consorzio irriguo « Belvedere »	Quattro Castella irriguo	Id.	Località Rubbianino, mappale 804-*a*
229	Pozzo della ditta Consorzio irriguo « Bombaccina Pulita »	Quattro Castella irriguo	Id.	Rubbianino, mappale 786
230	Pozzo della ditta Consorzio irriguo « Bombaccina Pulita »	Reggio Emilia irriguo	Id.	S. Bartolomeo, mappale 27474
231	Pozzo della ditta Consorzio irriguo « Canaletto »	Montecchio irriguo	Id.	Località Colombarone, mappale 3732
232	Pozzo della ditta Consorzio irriguo « Canaletto »	Montecchio irriguo	Id.	Colombarone, mapp. 4333
233	Pozzo della ditta Consorzio irriguo « Case Bigi »	Reggio Emilia irriguo	Id.	S. Bartolomeo, mappale 9817-*b*
234	Pozzo della ditta Consorzio irriguo Crocetta	Cavriago irriguo	Id.	Crocetta, mappale 2087
235	Pozzo della ditta Consorzio irriguo del Castello	Cavriago irriguo	Id.	Località Quercioli, mappale 2
236	Pozzo della ditta Consorzio irriguo del Ghiardo	Cavriago alimentare	Id.	Pianella, mappale 2195-*b*
237	Pozzo della ditta Consorzio irriguo del Ghiardo	Cavriago irriguo	Id.	Pianella, mappale 1693-*b*
238	Pozzo della ditta Consorzio irriguo del Quaresimo sezione Nord	Reggio Emilia irriguo	Id.	Codemondo, mapp. 8796-*b*
239	Pozzo della ditta Consorzio irriguo della Mirandola	Reggio Emilia irriguo	Id.	Villa Coviolo, mappale 9325
240	Pozzo della ditta Consorzio irriguo di miglioramento fondiario della « Bassetta »	Cavriago irriguo	Id.	Località Bassetta, mappale 368-*b*
241	Pozzo della ditta Consorzio irriguo di Roteglia	Castellarano irriguo	Id.	Roteglia, località Tre Ponti, mappale 4472
242	Pozzo della ditta Consorzio irriguo di Roteglia	Castellarano irriguo	Id.	Roteglia, località Braglie, mappale 6864
243	Pozzo della ditta Consorzio irriguo di S. Antonio	Cavriago irriguo	Id.	Località via Guardanavona, mappale 200-*b*
244	Pozzo della ditta Consorzio irriguo di S. Geminiano	Montecchio irriguo	Id.	Villa Aiola, località Molino, mappale 3444
245	Pozzo della ditta Consorzio irriguo di S. Giulio	Reggio Emilia irriguo	Id.	Località S. Giulio, mappale 7089-*b*
246	Pozzo della ditta Consorzio irriguo « Garapina »	Scandiano irriguo	Id.	Chiozza località Garapina, mappale 3019
247	Pozzo della ditta Consorzio irriguo Pozzo Chiaro	Quattro Castella irriguo	Id.	Montecavolo, località Tempio, mappale 4346-*B* e 4347-*B*
248	Pozzo della ditta Consorzio irriguo Pozzo Chiaro	Quattro Castella irriguo	Id.	Montecavolo, località Moreda, mappale 4350-*c*
249	Pozzo della ditta Consorzio irriguo Pozzo Pioppini	S. Ilario d'E. irriguo	Id.	Gazzaro, mappale 2394
250	Pozzo della ditta Consorzio irriguo Prati di Bibbiano	Bibbiano irriguo	Id.	Località via San G. Bosco, mappale 3109
251	Pozzo della ditta Consorzio irriguo « Fola »	Quattro Castella irriguo	Id.	Montecavolo, località Fola, mappale 837-*b*

Numero d'ordine	DENOMINAZIONE (da valle verso monte)	COMUNI toccati od attraversati	LIMITI entro i quali si ritiene pubblico il corso d'acqua	UBICAZIONE
1	2	3	4	5
252	Pozzo della ditta Consorzio irriguo « Fossa Marcia »	Reggio Emilia irriguo	Per la quantità totale di acqua portata in superficie	Villa Rivalta, località Bocedi, 259, mappale 17968-*a*
253	Pozzo della ditta Consorzio irriguo « Fossa Marcia »	Reggio Emilia irriguo	Id.	Rivalta, S. Rigo, mappale 17968-*b*
254	Pozzo della ditta Consorzio irriguo « Ghiarda »	Reggio Emilia irriguo	Id.	Villa Rivalta, località Ghiarda, mapp. 10394-*b*
255	Pozzo della ditta Consorzio irriguo « L. Reverberi »	Casalgrande irriguo	Id.	Salvaterra, località Secchia, mappale 552
256	Pozzo della ditta Consorzio irriguo miglioramento del « Quarto »	Cavriago irriguo	Id.	Località Tornara, mappale 692-*b*
257	Pozzo della ditta Consorzio irriguo Pozzo Ceppo	Bibbiano irriguo	Id.	Barco, località Ceppo, mappale 3757
258	Pozzo della ditta Consorzio irriguo Pozzo Pioppini	S. Ilario d'E. irriguo	Id.	Località Pioppini, mappale 620
259	Pozzo della ditta Consorzio irriguo Pozzo Roncorosso	Quattro Castella irriguo	Id.	Montecavolo, località Valestra, mappale 1177
260	Pozzo della ditta Consorzio irriguo « Querciolo »	Casalgrande irriguo	Id.	Boglioni, località S. Rizza, mappale 1055
261	Pozzo della ditta Consorzio irriguo « Raffaello »	Casalgrande irriguo	Id.	Boglioni, località Carrale, mappale 2554-*c*
262	Pozzo della ditta Consorzio irriguo San Giovanni	Cavriago irriguo	Id.	Località Pratonera, mappale 1774
263	Pozzo della ditta Consorzio irriguo « S. Rigo »	Reggio Emilia irriguo	Id.	Villa Rivalta, località S. Rigo, mappale 25694
264	Pozzo della ditta Consorzio irriguo « S. Rigo »	Reggio Emilia irriguo	Id.	Villa Rivalta, località S. Rigo, mappale 10929
265	Pozzo della ditta Consorzio irriguo Spallanzani	Bibbiano irriguo	Id.	Barco, mappale 136-*b*
266	Pozzo della ditta Consorzio irriguo « Tempie »	Quattro Castella irriguo	Id.	Montecavolo, località Tempie, mappale 925
267	Pozzo della ditta Consorzio irriguo « Tempie »	Quattro Castella irriguo	Id.	Montecavolo, località Tempie, mappale 923-*c*
268	Pozzo della ditta Consorzio miglioramento canale della Vernazza	Montecchio irriguo	Id.	Località Cornocchio, mappale 109-*B*
269	Pozzo della ditta Consorzio Pozzo Costa Bassa	Montecchio irriguo	Id.	Località Lazzaretto, mappale 1083-*b*
270	Pozzo della ditta Consorzio Pozzo irriguo Boglioni	Casalgrande irriguo	Id.	Località Boglioni, mappale 1019-*b*
271	Pozzo della ditta Consorzio Pozzo irriguo di S. Maria della Mercede	Quattro Castella irriguo	Id.	Rubbianino, mappale 4377
272	Pozzo della ditta Consorzio Pozzo irriguo « Madonna della Mercede »	Reggio Emilia irriguo	Id.	S. Bartolomeo, località Rubbianino, mappale 35489-*b*
273	Pozzo della ditta Consorzio Pozzo irriguo « Saldazzo »	Casalgrande irriguo	Id.	Località Canale, mappale 4930
274	Pozzo della ditta Consorzio Pozzo Prati del Castello	Bibbiano irriguo	Id.	Località Becca, mappale 2
275	Pozzo della ditta Cooperativa allevatori produttori agricoli	Correggio industriale	Id.	Prato, mappale 8965
276	Pozzo della ditta Cooperativa Birocciai di Reggio Emilia	Montecchio industriale	Id.	Località Cà Cartinazzi, mappale 731-*b*
277	Pozzo della ditta Cooperativa braccianti di Rubiera	Rubiera irriguo	Id.	Località Borghi, mappale 1255
278	Pozzo della ditta Cooperative di consumo unificate di Reggio Emilia	Reggio Emilia industriale	Id.	Località Corso Garibaldi, mappale 1411
279	Pozzo della ditta Cooperativa stalla sociale di Massenzatico	Reggio Emilia industriale	Id.	Massenzatico, mapp. 3350

Numero d'ordine	DENOMINAZIONE (da valle verso monte)	COMUNI toccati od attraversati	LIMITI entro i quali si ritiene pubblico il corso d'acqua	UBICAZIONE
1	2	3	4	5
280	Pozzo della ditta Cremerie Zatti Chiesi & C.	S. Ilario d'E. industriale	Per la quantità totale di acqua portata in superficie	Mappale 22-*b*
281	Pozzo della ditta Cretti Adolfo, Alfredo, Ernesto	Cavriago irriguo	Id.	Località Corte Legge, mappale 4394
282	Pozzo della ditta Cretti Francesco	Reggio Emilia industriale	Id.	Villa Masone, mappale 15042
283	Pozzo della ditta Curatolo Aldo e Baldi Gilda in Curatolo	Reggio Emilia irriguo	Id.	Villa Celia, località Costioni, mappale 16713
284	Pozzo della ditta Dallaglio Desiderio e Lucia	S. Ilario d'E. irriguo	Id.	Bettolino, mappale 2256
285	Pozzo della ditta Dallari Roberto	Bagnolo in P. industriale	Id.	Centro, mappale 2009
286	Pozzo della ditta Dalloli Alcide ed Adelco	Scandiano irriguo	Id.	Chiozza, località via Conco, mappale 3032
287	Pozzo della ditta Dalloli Mario	Scandiano irriguo	Id.	Arceto, mappale 3453
288	Pozzo della ditta Davito Nori Adriana in Gallinari	Reggio Emilia irriguo	Id.	Villa Canali, località M. Rampino, mappale 13072
289	Pozzo della ditta Davoli Adelmo	Rubiera irriguo	Id.	Fontana, mappale 568
290	Pozzo della ditta Davoli Luciano	Reggio Emilia irriguo	Id.	S. Maurizio, mappale 6175
291	Pozzo della ditta Debbia Roberto e Romolo	Scandiano irriguo	Id.	Pratissolo, mappale 673
292	Pozzo della ditta Degani Augusto	Reggio Emilia irriguo	Id.	Villa Rivalta, località Casale, mappale 10223
293	Pozzo della ditta Degola & Ferretti	Reggio Emilia industriale	Id.	S. Maurizio, località via Pasteur, mappale 5201
294	Pozzo della ditta Degola Mario e Giorgio	Reggio Emilia irriguo	Id.	Villa Coviolo, mappale 9921
295	Pozzo della ditta Degola ing. Giorgio e Mario	Albinea irriguo	Id.	Corticella, mappale 2267
296	Pozzo della ditta Degola Mario e Giorgio	Albinea irriguo	Id.	Località Casa Pelliccelli, mappale 227
297	Pozzo della ditta Della Salda Benedetto	Bibbiano irriguo	Id.	Fossa, località Gavasseto, mappale 1535
298	Pozzo della ditta Della Salda Mario	Bibbiano irriguo	Id.	Località Borgo, mapp. 2861
299	Pozzo della ditta De Medici Elvira vedova Manfredi	Montecchio irriguo	Id.	Località Borgo Enza, mappale 1034
300	Pozzo della ditta De Medici Giuseppe	Montecchio irriguo	Id.	Enza, località Barilla, mappale 3500
301	Pozzo della ditta Denti Gentile e Bocedi Prospero	Reggio Emilia irriguo	Id.	Villa Coviolo, mappale 16179
302	Pozzo della ditta De Pietri Antonio	Reggio Emilia irriguo	Id.	Villa Coviolo, mappale 15768
303	Pozzo della ditta De Pietri Antonio e Tondelli Delfina	Reggio Emilia irriguo	Id.	Sabbione, mappale 12779
304	Pozzo della ditta De Pietri Ferrante	Reggio Emilia irriguo	Id.	Villa Coviolo, mapp. 9550
305	Pozzo della ditta Derchi Elsa vedova Chiesi	S. Ilario d'E. irriguo	Id.	Località S. Lucia, mappale 26/25
306	Pozzo della ditta Domenichini Giuseppe	S. Polo d'Enza irriguo	Id.	Tugurio, mappale 182
307	Pozzo della ditta Donelli Olindo e Cesarino	Reggio Emilia irriguo	Id.	S. Pellegrino, mappale 33316
308	Pozzo della ditta Dorotea Giulio e Carlo	Reggio Emilia irriguo	Id.	Villa Canali, mappale 11409

Numero d'ordine	DENOMINAZIONE (da valle verso monte)	COMUNI toccati od attraversati	LIMITI entro i quali si ritiene pubblico il corso d'acqua	UBICAZIONE
1	2	3	4	5
309	Pozzo della ditta Dorotea Giulio e Giuseppe Carlo	Reggio Emilia irriguo	Per la quantità totale di acqua portata in superficie	Villa Cadè, località via S. Giacomo, mappale 1459
310	Pozzo della ditta Elefanti Andrea e Mori Giuseppina	Montecchio irriguo	Id.	Quarticello, località Curticelle, mappale 2613
311	Pozzo della ditta Enocianina Fornaciari	Reggio Emilia industriale	Id.	Viale 4 Novembre, mappale 22008
312	Pozzo della ditta Ente comunale assistenza casa di riposo	Reggio Emilia alimentare	Id.	Villa Ospizio, c.n. 97, mappale 6477
313	Pozzo della ditta « Euroavicola » di Aglietti Lorenzo	S. Ilario d'Enza industriale	Id.	Cà Bianca, mappale 786
314	Pozzo della ditta FA-BA - Fabbrica barattoli	S. Ilario d'Enza industriale	Id.	Mappale 2441
315	Pozzo della ditta Fabbriche Riunite Ossigeno	Reggio Emilia industriale	Id.	Località Tondo, mappale 2041
316	Pozzo della ditta Fagandini Romilda in Giroldini	Albinea irriguo	Id.	Botteghe, località Casa Mori, mappale 1995
317	Pozzo della ditta Fantesini Gaetano, Paolo, Viappiani Evelina in Fantesini	Bibbiano irriguo	Id.	Malamasato, località S. Filippo, mappale 4109
318	Pozzo della ditta Fanticini Pietro (ora gli eredi)	Scandiano irriguo	Id.	Fellegara, mappale 580
319	Pozzo della ditta Fanticini Pietro e Giovanni (ora gli eredi)	Reggio Emilia irriguo	Id.	Villa Sabbione, mappale 12479
320	Pozzo della ditta Farinelli Maria ved. Poli	Quattro Castella irriguo	Id.	Montecavolo, località Buca, mappale 5237
321	Pozzo della ditta Farini Fratelli	Bibbiano irriguo	Id.	Località via Manara, mappale 4937-*b*
322	Pozzo della ditta Farmacie comunali riunite	Reggio Emilia industriale	Id.	Località viale Isonzo, mappale 14626
323	Pozzo della ditta Farri Alfredo ed Ario	S. Polo d'Enza irriguo	Id.	Casale, località Cornacchia mappale 664-*b*
324	Pozzo della ditta Favero Margherita vedova Del Rio	Bibbiano irriguo	Id.	Località Malamasato, mappale 2660-*b*
325	Pozzo della ditta Feltri Giuseppe	Cadelbosco Sopra irriguo	Id.	Barisella, località Barchessa, mappale 5346
326	Pozzo della ditta Ferraboschi Adelmo	Rubiera irriguo	Id.	S. Faustino, mappale 304
327	Pozzo della ditta Ferraboschi Enrico	Rubiera irriguo	Id.	S. Faustino, mappale 523
328	Pozzo della ditta Ferrari Alda e dottor Naborra	Quattro Castella irriguo	Id.	Montecavolo, località Scampato, mappale 6217
329	Pozzo della ditta Ferrari Antonio e fratelli	Reggio Emilia irriguo	Id.	Marmirolo, località via Fossa, mappale 6234
330	Pozzo della ditta Ferrari ing. Ascanio e fratelli	Quattro Castella irriguo	Id.	Montecavolo, località Scampato, mappale 6217
331	Pozzo della ditta Ferrari Federico	Luzzara irriguo	Id.	Villarotta, mappale 3307
332	Pozzo della ditta Ferrari ing. Ottavio e figlia	Reggio Emilia irriguo	Id.	Villa Canali, mappale 11671
333	Pozzo della ditta Ferrarini Delfina ved. Santi	Quattro Castella irriguo	Id.	Roncolo, località Fossetta, mappale 4459
334	Pozzo della ditta Ferrarini Lauro	Reggio Emilia irriguo	Id.	Villa Rivalta, località Rivaltella, mappale 24720
335	Pozzo della ditta Ferri Mario e Vito	Scandiano irriguo	Id.	Chiozza, mappale 2852
336	Pozzo della ditta Fiaccadori Pompeo e Socrate	Guastalla irriguo	Id.	S. Giacomo, mappale 3551

Numero d'ordine	DENOMINAZIONE (da valle verso monte)	COMUNI toccati od attraversati	LIMITI entro i quali si ritiene pubblico il corso d'acqua	UBICAZIONE
1	2	3	4	5
337	Pozzo della ditta Filippini Clemente	Reggio Emilia irriguo	Per la quantità totale di acqua portata in superficie	S. Maurizio, località Gattalupa, mappale 6199
338	Pozzo della ditta Filippini Natale	Reggio Emilia irriguo	Id.	S. Maurizio, località Gattalupa, mappale 6195
339	Pozzo della ditta Fondazione ente Veneri	Reggio Emilia irriguo	Id.	Villa Fogliano località Torchio, mappale 11849
340	Pozzo della ditta Fondazione ente Veneri	Reggio Emilia irriguo	Id.	Fogliano, mappale 11704
341	Pozzo della ditta Fondazione ente Veneri	Reggio Emilia irriguo	Id.	Fogliano Bersana, mappale 1916
342	Pozzo della ditta Fontana Cesare	Montecchio irriguo	Id.	Quarticello, mappale 1214
343	Pozzo della ditta Fontana Dario e Gino	Casalgrande irriguo	Id.	Villalunga, mappale 1856
344	Pozzo della ditta Fontana Ferdinando	S. Polo d'Enza irriguo	Id.	Casale, località Tugurio, mappale 233
345	Pozzo della ditta Fontanesi Antonio e fratelli	Albinea irriguo	Id.	Romesini, mappale 38
346	Pozzo della ditta Fontanesi Giacomo	Reggio Emilia irriguo	Id.	Roncocesi, mappale 7630-*a*
347	Pozzo della ditta Fontanili Pellegrino e Baroni Annunciata	S. Polo d'Enza irriguo	Id.	Cornacchia, località Givelli, mappale 80
348	Pozzo della ditta Fornaciari commendator Dante	Reggio Emilia industriale	Id.	Via L. Chiesi, mappale 14662/2
349	Pozzo della ditta Franceschi Lina ed Ave	Bibbiano irriguo	Id.	Località Villetta, mappale 3764/4219
350	Pozzo della ditta Franceschi Scaruffi dott. Antonio	S. Polo d'Enza irriguo	Id.	Casale, località Barcaccia, mappale 62
351	Pozzo della ditta Franchi Angelo	Albinea irriguo	Id.	Borzano, località Noce, mappale 979-*a*
352	Pozzo della ditta Franzoni Attilio	Scandiano irriguo	Id.	Ventoso, località Fondo Taroni, mappale 1967
353	Pozzo della ditta Franzoni Michele	Bibbiano irriguo	Id.	Barco, mappale 1078
354	Pozzo della ditta Fratelli Fornaciari	Reggio Emilia industriale	Id.	Località Viale IV Novembre, mappale 13330
355	Pozzo della ditta « Frigoralp » dei fratelli Rabitti	Rubiera industriale	Id.	Località viale Stazione, mappale 716
356	Pozzo della ditta « Frigoralp » dei fratelli Rabitti	Rubiera industriale	Id.	Viale Stazione, mappale 2748
357	Pozzo della ditta « Frigoralp » dei fratelli Rabitti	Rubiera industriale	Id.	Viale Stazione, mappale 2748
358	Pozzo della ditta Frizzi dott. Giuseppe	Reggiolo irriguo	Id.	Brugneto, località Bruschino, mappale 1275
359	Pozzo della ditta Gabba Luigi	Gattatico irriguo	Id.	Taneto, località Chiesa, mappale 1891
360	Pozzo della ditta Gabbi Adolfo, Dino e Mario	Montecchio irriguo	Id.	Piazza, località Piazza Alta, mappale 1240
361	Pozzo della ditta Gabbi Adolfo, Dino e Mario	Montecchio irriguo	Id.	Località Strada Barco, mappale 1240
362	Pozzo della ditta Gabbi Attilio	Reggio Emilia irriguo	Id.	Villa Sabbione, mappale 12756
363	Pozzo della ditta Gallingani Odoardo, Remo e Licia	Bibbiano irriguo	Id.	Località S. Filippo, mappale 1859
364	Pozzo della ditta Gambetti Cesare	Reggio Emilia irriguo	Id.	Villa Cella Torretta, mappale 7781
365	Pozzo della ditta Gambetti Eugenio	Reggio Emilia irriguo	Id.	Villa Cella, mappale 7885

Numero d'ordine	DENOMINAZIONE (da valle verso monte)	COMUNI toccati od attraversati	LIMITI entro i quali si ritiene pubblico il corso d'acqua	UBICAZIONE
1	2	3	4	5
366	Pozzo della ditta Garavaldi Emma	Cadelbosco Sopra irriguo	Per la quantità totale di acqua portata in superficie	Località Quattro Case, mappale 1772
367	Pozzo della ditta Garimberti Franco e Clodoveo	Reggio Emilia irriguo	Id.	Roncocesi, località Cantone, mappale 1371-*a*
368	Pozzo della ditta Gazzani Pietro	S. Ilario d'Enza irriguo	Id.	Calerno, mappale 1205
369	Pozzo della ditta Germini Vincenzina ved. Giovagnoni	Cavriago irriguo	Id.	Ghiardo, località Pianella, mappale 2693
370	Pozzo della ditta Gherardi Domenico	Reggio Emilia irriguo	Id.	S. Pellegrino Due Maestà, mappale 16397
371	Pozzo della ditta Gherpelli Edgardo	Reggio-Emilia irriguo	Id.	Roncocesi, mapp 17626-*b*
372	Pozzo della ditta Ghiacci Pietro	Scandiano irriguo	Id.	Fellegara, località Brugnolo, mappale 700
373	Pozzo della ditta Ghirardi Carlo e Garsi Emma	Quattro Castella irriguo	Id.	Salvarola, località Garfagnana, mappale 3229
374	Pozzo della ditta Giacobazzi dott. Gildo fratelli	Casalgrande irriguo	Id.	S. Donnino Cà Secchia
375	Pozzo della ditta Giacobazzi Giovanni e fratelli	Reggio Emilia irriguo	Id.	Villa Bagno, mappale 19247-*b*
376	Pozzo della ditta Giacomuzzi Filomena	Bibbiano irriguo	Id.	Ghiardo, mappale 1637
377	Pozzo della ditta Gianferrari Adelmo ed altri	Reggio Emilia irriguo	Id.	Pieve Modolena, mappale 8947
378	Pozzo della ditta Gianferrari Franco e Zanzanelli Diomira	Reggio Emilia irriguo	Id.	Pieve Modolena, località Ballan le Oche, mappale 7285-*b*
379	Pozzo della ditta Gianferrari Pasquino	Castellarano irriguo	Id.	Località Ardita, mappale 3152
380	Pozzo della ditta Gianferrari Umberto	Reggio Emilia irriguo	Id.	Fogliano, località Due Maestà, mappale 11942
381	Pozzo della ditta Gianferrari Virginio, Scarabelli, Giudici e Simonelli	Reggio Emilia irriguo	Id.	Villa Rivalta, località Ghiarda, mapp. 10383-*a*
382	Pozzo della ditta Gianotti Nerino e Turci Devia	Cavriago industriale	Id.	Località via Gramsci, mappale 1347-*a*
383	Pozzo della ditta Giansoldati Giulio	Albinea irriguo	Id.	Montericco, località Roncosano, mappale 465
384	Pozzo della ditta Giaroli Giovanni	Cavriago irriguo	Id.	Località Cantonazzo, mappale 519
385	Pozzo della ditta Giaroli avv. Giuseppe	Vezzano sul C. irriguo	Id.	Montalto, mappale 4138
386	Pozzo della ditta Gilioli Catullo	Bibbiano irriguo	Id.	Mahara, località S. G. Bosco, mappale 4453
387	Pozzo della ditta Gilioli Enzo e Codeluppi Antonia	Reggio Emilia irriguo	Id.	Villa Fogliano, mappale 11339
388	Pozzo della ditta Gilli Faliero e Rosa	Gattatico irriguo	Id.	Località Mirandola, mappale 1036
389	Pozzo della ditta Gilli Mario, Ennio, Renzo, Paglia Guerrino e Aleardo, Pattacini Enrico	Montecchio irriguo	Id.	Pozzoferrato, località Guerrino, mappale 3491
390	Pozzo della ditta Gilli Pietro	Gattatico irriguo	Id.	Località via Imperiale, mappale 1370
391	Pozzo della ditta Giovagnoni Walter	Reggio Emilia irriguo	Id.	Villa Canali, mapp 14298
392	Pozzo della ditta Giovannini Arturo, Battista e Maria	Bibbiano irriguo	Id.	Casale, mappale 2693
393	Pozzo della ditta Giuffredi Renè	Campegine irriguo	Id.	Caprara, località Lago mappale 1412

Numero d'ordine	DENOMINAZIONE (da valle verso monte)	COMUNI toccati od attraversati	LIMITI entro i quali si ritiene pubblico il corso d'acqua	UBICAZIONE
1	2	3	4	5
394	Pozzo della ditta Giunzioni Armido	Reggio Emilia irriguo	Per la quantità totale di acqua portata in superficie	Villa Rivalta, mappale 16238
395	Pozzo della ditta Gorini Zelinda	Montecchio irriguo	Id.	Località Felce, località strada Calerno, mappale 243
396	Pozzo della ditta Gorreri Alberto	Gattatico irriguo	Id.	Praticello, mappale 2248
397	Pozzo della ditta Grassi Donnino	Reggio Emilia irriguo	Id.	P. Modolena, mappale 7173
398	Pozzo della ditta Grassi Vivaldo e Renato	Reggio Emilia irriguo	Id.	Rivalta, mappale 25695
399	Pozzo della ditta Grisendi Alberto, Vincenzo e Carmela	Quattro Castella	Id.	Roncolo, località Fossetta, mappale 566
400	Pozzo della ditta Gualandri Giuseppe	Reggio Emilia irriguo	Id.	Villa Fogliano, mappale 28038
401	Pozzo della ditta Gualerzi Paolo	S. Polo d'Enza irriguo	Id.	Località Chiappone, mappale 6331
402	Pozzo della ditta Guareschi M. Luisa ved. Torsiglieri	Quattro Castella irriguo	Id.	Rubbianino, mappale 738
403	Pozzo della ditta Guazzetti (già Arduini Angelo)	Reggio Emilia irriguo	Id.	S. Bartolomeo, località Casinazzo, mappale 10621
404	Pozzo della ditta Guerra Giuseppe Industria gomma	Reggio Emilia industriale	Id.	Betonica, mappale 6917
405	Pozzo della ditta Guidetti Egidio e Angelo	Reggio Emilia irriguo	Id.	Gavasseto, mappale 12205
406	Pozzo della ditta Guidetti Francesco	Scandiano irriguo	Id.	Capoluogo, località Ubersetto, mappale 2565
407	Pozzo della ditta Guidobaldi Renato	Quattro Castella irriguo	Id.	Roncolo, mappale 5400
408	Pozzo della ditta Guidotti Fiorita	Reggio Emilia irriguo	Id.	P. Modolena, località Ballan le Oche, mappale 7316
409	Pozzo della ditta Guidotti Maria	Quattro Castella irriguo	Id.	Puianello, mappale 1411
410	Pozzo della ditta Hussy Sala Ida	Reggio Emilia irriguo	Id.	Gavasseto, mappale 6076
411	Pozzo della ditta Ibatici Alfeo	Reggio Emilia irriguo	Id.	Gavasseto, località Gattalupa, mappale 26807-*a*
412	Pozzo della ditta Iemmi Angelo	Bibbiano irriguo	Id.	Barco, località Colombarone, mappale 3547
413	Pozzo della ditta Iemmi Virginio e Bruno	Reggio Emilia irriguo	Id.	Villa Cella, mappale 8665
414	Pozzo della ditta Incubatoio Olimpico	S. Ilario d'Enza industriale	Id.	Gazzaro, mappale 679
415	Pozzo della ditta Iotti Alcide	Reggio Emilia irriguo	Id.	V. Roncocesi, località Punta, mappale 15489
416	Pozzo della ditta Iotti Artemio	Reggio Emilia irriguo	Id.	V. Roncocesi, località Chiaviche V., mappale 7568
417	Pozzo della ditta Iotti Placido (ora gli eredi)	Cavriago irriguo	Id.	Località Guasti, mappale 1591-*b*
418	Pozzo della ditta Istituto Figlie della Provvidenza Sordomute di Modena	Reggio Emilia irriguo	Id.	Roncocesi, Le Basse, mappale 1398
419	Pozzo della ditta Istituto Neuropsichiatrico di S. Lazzaro	Reggio Emilia alimentare	Id.	Località via Amendola, mappale 5165
420	Pozzo della ditta Istituto Regionale pei Ciechi « G. Garibaldi »	Reggio Emilia irriguo	Id.	Villa Rivalta, località Locanda, mappale 10282
421	Pozzo della ditta Istituto Zootecnico Consorziale di Reggio Emilia	Reggio Emilia irriguo	Id.	Villa Cella, località Strada Prati V. mappale 8741
422	Pozzo della ditta Landini Cristina e sorelle	Gattatico irriguo	Id.	Taneto, mappale 1883

Numero d'ordine	DENOMINAZIONE (da valle verso monte)	COMUNI toccati od attraversati	LIMITI entro i quali si ritiene pubblico il corso d'acqua	UBICAZIONE
1	2	3	4	5
423	Pozzo della ditta Lanza Paolo	Reggio Emilia irriguo	Per la quantità totale di acqua portata in superficie	Rivalta, località S. Rigo, mappale 10896
424	Pozzo della ditta Lanzani Bonini Laura	Bibbiano irriguo	Id.	Casale, mappale 2739
425	Pozzo della ditta Lari comm. Luigi	Reggio Emilia industriale	Id.	Villa Ospizio, mappale 30982
426	Pozzo della ditta Lasagni Eros	Reggio Emilia irriguo	Id.	S. Maurizio, mappale 6048
427	Pozzo della ditta Latterie cooperative riunite	Reggio Emilia industriale	Id.	Località via F.lli Cervi, mappale 1315
428	Pozzo della ditta Latteria sociale « Centro »	Reggio Emilia industriale	Id.	Villa Rivalta, località Cantone, mappale 11001
429	Pozzo della ditta Latteria sociale cooperativa « G. Tirelli » di S. Rocco	Guastalla industriale	Id.	S. Rocco, località via Pelosa, mappale 4268
430	Pozzo della ditta Latteria sociale « La Veronese »	Bibbiano industriale	Id.	Località Fossa, mappale 4275-*b*
431	Pozzo della ditta Latteria sociale « Madonna dell'Olmo »	Montecchio industriale	Id.	Località Strada Barco, mappale 1249
432	Pozzo della ditta Latteria sociale nuova Bibbiano	Bibbiano industriale	Id.	Fornace, mappale 3892-*b*
433	Pozzo della ditta Leonardi Azzo	Reggio Emilia irriguo	Id.	Villa Rivalta, località Cantone, mappale 10970
434	Pozzo della ditta Leonardi Azzo	Reggio Emilia irriguo	Id.	Villa Rivalta, località Cantone, mappale 11023
435	Pozzo della ditta Leonardi Rosina in Chiesa	Reggio Emilia irriguo	Id.	Villa Rivalta, mappale 10956
436	Pozzo della ditta Leoni Pietro	Bibbiano irriguo	Id.	Località Ghiardo, mappale 2282
437	Pozzo della ditta Levrini Benedetto	Castellarano irriguo	Id.	Trezzano, località Caffarello, mappale 4414
438	Pozzo della ditta Lomastro Paola in Benassi	Reggio Emilia irriguo	Id.	Codemondo, località v. Gorizia, mappale 9702
439	Pozzo della ditta Lombardini Pietro	Reggio Emilia irriguo	Id.	P. Modolena, mappale 17957
440	Pozzo della ditta Lombardini cav. Rainiero	Albinea irriguo	Id.	Botteghe, località Villa degli Olmi, mappale 2016
441	Pozzo della ditta Lonelli Umberto e fratelli	Reggio Emilia irriguo	Id.	Roncocesi, località Centro, mappale 1412-*a*
442	Pozzo della ditta Longhi cav. Angelo (ora gli eredi)	Cavriago irriguo	Id.	Località Quercioli, mappale 2404
443	Pozzo della ditta Lorenzani Stefano	S. Polo d'Enza irriguo	Id.	Cantone, località Bianche, mappale 448
444	Pozzo della ditta Lorenzi Adelino e Lerino	Reggio Emilia irriguo	Id.	Villa Cella Casaloffia, mappale 1476
445	Pozzo della ditta Losi Sergio	Correggio industriale	Id.	Località viale Saltini, 4, mappale 4904
446	Pozzo della ditta Lusenti Carlo	Quattro Castella irriguo	Id.	Località Scadino, mappale 549
447	Pozzo della ditta Maccari fratelli e Pampari dott. Nino e prof. Dino	Montecchio irriguo	Id.	Pozzoferrato, local. Quarticello, mappale 852-*b*
448	Pozzo della ditta Maccari Guerrino e Cilloni Rina	Reggio Emilia irriguo	Id.	P. Modolena, località Ballan le Oche, mappale 7222
449	Pozzo della ditta Magawly Cerati conte Patrizio	Reggio Emilia irriguo	Id.	Villa Coviolo, località Nebbiara, mappale 10048
450	Pozzo della ditta Magnani comm. Giuseppe	Montecchio irriguo	Id.	Aiola, località Campo di oro, mappale 772
451	Pozzo della ditta Mainini Emilio	Reggio Emilia irriguo	Id.	Pieve Modolena, località via Zoboli, mappale 16157

Numero d'ordine	DENOMINAZIONE (da valle verso monte)	COMUNI toccati od attraversati	LIMITI entro i quali si ritiene pubblico il corso d'acqua	UBICAZIONE
1	2	3	4	5
452	Pozzo della ditta Maldini Mario	Bibbiano irriguo	Per la quantità totale di acqua portata in superficie	Piazzola, mappale 4136
453	Pozzo della ditta Manenti Calpurnia	Quattro Castella irriguo	Id.	Puianello, località Braglie, mappale 4372
454	Pozzo della ditta Manfredi Giuseppe	S. Ilario d'Enza irriguo	Id.	Mappale 336
455	Pozzo della ditta Manfredini Carlo, Ferretti Dolores e condomini	Reggio Emilia irriguo	Id.	Villa Bagno, mappale 573
456	Pozzo della ditta Manni Umberto (ora gli eredi)	Bibbiano irriguo	Id.	Ghiardo, mappale 4096-*a*
457	Pozzo della-ditta Maramotti avv. Silvio	Albinea irriguo	Id.	Località via Chiesa, mappale 116
458	Pozzo della ditta Maramotti avv. Silvio ed Emilia	Albinea irriguo	Id.	Località Chiesa, mappale 117
459	Pozzo della ditta Marconi Aldo e Renzo	Reggio Emilia irriguo	Id.	P. Modolena, mappale 9247
460	Pozzo della ditta Marconi Antonia	Gattatico irriguo	Id.	Praticello, località via Pieve, mappale 3052
461	Pozzo della ditta Marconi Lea, Arduini Savino e Giuseppina, Donelli Eva	Quattro Castella irriguo	Id.	Località Enzola, mappale 256
462	Pozzo della ditta Margini Gherbes, Amelio e fratelli	Quattro Castella irriguo	Id.	Montecavolo, località Fola Nuova, mappale 4780
463	Pozzo della ditta Masetti Costante	S. Polo d'Enza irriguo	Id.	Cantone, mappale 330
464	Pozzo della ditta Masoni Enzo	Reggio Emilia irriguo	Id.	Roncocesi, mappale 14825
465	Pozzo della ditta Mastrobuono Nicola	Reggio Emilia irriguo	Id.	S. Pellegrino, località B. Signore, mappale 11323
466	Pozzo della ditta Mattioli Francesco e Carolina, Cecchieri Cesarina	Scandiano irriguo	Id.	Arceto, mappale 5543
467	Pozzo della ditta Mazzali Giovanni	Bibbiano irriguo	Id.	Barco, località Bancalo, mappale 1394
468	Pozzo della ditta Mazzieri Zita in Ligabue	Reggio Emilia irriguo	Id.	Roncocesi, mappale 7509
469	Pozzo della ditta Mazzoni Domenica e Giovannini Maria	Bibbiano irriguo	Id.	Tugurio, mappale 3169
470	Pozzo della ditta Meglioli Domenico e Debbi Artenice	Reggio Emilia irriguo	Id.	Coviolo Palazzina, mappale 9974
471	Pozzo della ditta Melegari Massimiliano e Icilio	Reggio Emilia irriguo	Id.	Villa Canali, mappale 11547
472	Pozzo della ditta Melioli Virginia Gina e Marconi Benedetta	Montecchio irriguo	Id.	Canapullo, mappale 665
473	Pozzo della ditta Melli Giuseppe e fratelli	Campegine irriguo	Id.	Località Lago, mappale 1409
474	Pozzo della ditta Melli Lino e Montanari Giulio e Brenno	Reggio Emilia irriguo	Id.	Villa Cavazzoli, mappale 7230-*b*
475	Pozzo della ditta Menozzi Enzo	Montecchio irriguo	Id.	Canapullo, località Bedosi, mappale 575
476	Pozzo della ditta Messori Prospero, Bondi Egidio, Valli dott. Luigi, Franceschetti Giovanni, Messeri Erminia, eredi Ferretti Roberto, Ferretti Enrico	Scandiano irriguo	Id.	Arceto, località S. Bartolomeo, mappale 5805-*b*
477	Pozzo della ditta Montanari Alfredo e Antonio	Reggio Emilia irriguo	Id.	P. Modolena, mappale 7301-*b*
478	Pozzo della ditta Montanari Artemio e Aldebrando	Reggio Emilia irriguo	Id.	Guazzatoio, mapp. 24294-*b*
479	Pozzo della ditta Montanari Emore e Ivano	Bibbiano irriguo	Id.	Località Fornace, mappale 3064

Numero d'ordine	DENOMINAZIONE (da valle verso monte)	COMUNI toccati od attraversati	LIMITI entro i quali si ritiene pubblico il corso d'acqua	UBICAZIONE
1	2	3	4	5
480	Pozzo della ditta Montanari Emore, Ivano e Panciroli Ione	Quattro Castella irriguo	Per la quantità totale di acqua portata in superficie	Roncolo, località Strada Scadino, mappale 433
481	Pozzo della ditta Montanari Emore e Ivano	Bibbiano irriguo	Id.	Località Mangalana, mappale 2317
482	Pozzo della ditta Montanari Emore e Ivano	Bibbiano irriguo	Id.	Località Manara, mappale 3030
483	Pozzo della ditta Montanari fratelli	Reggio Emilia irriguo	Id.	Rivalta, mappale 25690
484	Pozzo della ditta Montanari Giuseppe	Reggio Emilia irriguo	Id.	Gavasseto, località Giarola, mappale 12290
485	Pozzo della ditta Montanari rag. Massimo ed altri	Albinea irriguo	Id.	Borzano, località Noce, mappale 787
486	Pozzo della ditta Montcrivi Adelmo, Antonio, Giovanni e Giuseppe	Reggio Emilia irriguo	Id.	S. Bartolomeo, mappale 32821
487	Pozzo della ditta Montessori Aldo	Reggio Emilia irriguo	Id.	Villa Sabbione, mappale 19977-*a*
488	Pozzo della ditta Morelli Domenico	Reggio Emilia irriguo	Id.	Villa Rivalta, località La Tibia, mappale 10943
489	Pozzo della ditta Morini Palmiro e figli	Reggio Emilia industriale	Id.	Pieve Modolena, località Castello, mappale 9211
490	Pozzo della ditta Morlini Ferdinando	Reggio Emilia irriguo	Id.	V. Roncocesi, mappale 33413
491	Pozzo della ditta Motti Armellini Carolina e Barchi Guido	Reggio Emilia irriguo	Id.	S. Pellegrino, località Canalina, mappale 23988
492	Pozzo della ditta Motti Eros, Zuliani Franca e Zavan Maria	Albinea irriguo	Id.	Montericco, località Cà Rossa, mappale 322
493	Pozzo della ditta Motti Sofia	Reggio Emilia irriguo	Id.	Villa Coviolo, mappale 10022
494	Pozzo della ditta municipio di Cadelbosco Sopra	Cadelbosco Sopra alimentare	Id.	Località Cantone, mappale 2218
495	Pozzo della ditta municipio di Campagnola	Campagnola industriale	Id.	Macello pubblico, mappale 1588
496	Pozzo della ditta municipio di Campegine	Campegine alimentare	Id.	Caprara, località Oratorio, mappale 2207
497	Pozzo della ditta municipio di Casalgrande	Casalgrande alimentare	Id.	Dinazzano, località via Canale, mappale 1445
498	Pozzo della ditta municipio di Cavriago	Bibbiano industriale	Id.	Località Ghiardo, mappale 1616
499	Pozzo della ditta municipio di Correggio	Correggio alimentare	Id.	Budrio, località Scuola, mappale 2890-*b*
500	Pozzo della ditta municipio di Correggio	Correggio alimentare	Id.	Prato, località Scuole, mappale 3661
501	Pozzo della ditta comune di Correggio	Correggio alimentare	Id.	S. Martino, località Scuole, mappale 5608
502	Pozzo della ditta municipio di Correggio	Correggio alimentare	Id.	S. Prospero Case Nuove, mappale 4666
503	Pozzo della ditta municipio di Correggio	Correggio alimentare	Id.	Scuole Lemizzone, mappale 4747
504	Pozzo della ditta municipio di Correggio	Correggio alimentare	Id.	Fazzano cooperativa, mappale 2708
505	Pozzo della ditta municipio di Correggio	Correggio alimentare	Id.	Scuole Fosdondo, mappale 4911
506	Pozzo della ditta municipio di Gattatico	Gattatico alimentare	Id.	Nocetolo, località Cantone, mappale 353
507	Pozzo della ditta municipio di Guastalla	Guastalla alimentare	Id.	S. Rocco, località Carrabbio
508	Pozzo della ditta municipio di Guastalla	Guastalla alimentare	Id.	Località Piazza 1° Maggio, mappale 6571

Numero d'ordine	DENOMINAZIONE (da valle verso monte)	COMUNI toccati od attraversati	LIMITI entro i quali si ritiene pubblico il corso d'acqua	UBICAZIONE
1	2	3	4	5
509	Pozzo della ditta municipio di Luzzara	Luzzara alimentare	Per la quantità totale di acqua portata in superficie	Località Capoluogo
510	Pozzo della ditta municipio di Luzzara	Luzzara industriale	Id.	Località Capoluogo
511	Pozzo della ditta municipio di Montecchio	Montecchio irriguo	Id.	Madonna dell'Olmo, mappale 1306
512	Pozzo della ditta municipio di Montecchio	Montecchio alimentare	Id.	Aiola, mappale 3616
513	Pozzo della ditta municipio di Novellara	Novellara alimentare	Id.	S. Giovanni, località Coop. Cons., mappale 3818
514	Pozzo della ditta municipio di Quattro Castella	Quattro Castella alimentare	Id.	Montecavolo, località Fola, mappale 792
515	Pozzo della ditta municipio di Reggio Emilia	Reggio Emilia alimentare	Id.	Massenzatico, mapp. 13680
516	Pozzo della ditta municipio di Reggio Emilia	Reggio Emilia alimentare	Id.	Località Roncina, mappale 18838
517	Pozzo della ditta municipio di Reggio Emilia	Reggio Emilia alimentare	Id.	Cavazzoli, località Centro, mappale 7057
518	Pozzo della ditta municipio di Reggio Emilia	Reggio Emilia alimentare	Id.	Località Gardenia, mappale 15247
519	Pozzo della ditta municipio di Reggio Emilia	Reggio Emilia alimentare	Id.	Località Gardenia, mappale 2034
520	Pozzo della ditta municipio di Reggio Emilia	Reggio Emilia alimentare	Id.	Cavazzoli, mappale 6917
521	Pozzo della ditta municipio di Reggio Emilia	Reggio Emilia alimentare	Id.	P. Modolena, località Chiesa, mappale 1558
522	Pozzo della ditta municipio di Reggio Emilia	Reggio Emilia alimentare	Id.	V. Codemondo, mappale 9760
523	Pozzo della ditta municipio di Reggio Emilia	Reggio Emilia alimentare	Id.	Località Tondo, mappale 2040
524	Pozzo della ditta municipio di Reggio Emilia	Reggio Emilia alimentare	Id.	P. Modolena, località Case Vecchie, mappale 9245-*b*
525	Pozzo della ditta municipio di Reggio Emilia	Cavriago alimentare	Id.	Località Prati Vecchi, mappale 425
526	Pozzo della ditta municipio di Reggio Emilia	Reggio Emilia alimentare	Id.	Codemondo, mapp. 6812-*b*
527	Pozzo della ditta municipio di Reggio Emilia	Reggio Emilia alimentare	Id.	Località Roncina, mappale 9935
528	Pozzo della ditta municipio di Reggio Emilia	Reggio Emilia alimentare	Id.	Località Roncina, mappale 9429
529	Pozzo della ditta municipio di Reggio Emilia	Reggio Emilia alimentare	Id.	Località via Melato, mappale 6515
530	Pozzo della ditta municipio di Reggio Emilia	Reggio Emilia alimentare	Id.	Località viale Isonzo, mappale 19750
531	Pozzo della ditta municipio di Reggio Emilia	Cavriago alimentare	Id.	Località C. Corti, mappale 2080
532	Pozzo della ditta municipio di Reggio Emilia	Reggio Emilia alimentare	Id.	Bazzarola Bassa, mappale 38000
533	Pozzo della ditta municipio di Scandiano	Scandiano industriale	Id.	Località P. Campobono, mappale 3908
534	Pozzo della ditta municipio di S. Ilario d'Enza	S. Ilario d'Enza alimentare	Id.	Calerno, località Bella Rosa, mappale 209
535	Pozzo della ditta Musetti Antonio	Reggio Emilia irriguo	Id.	Roncocesi, mappale 7424
536	Pozzo della ditta Musi Pietro	Luzzara irriguo	Id.	Casoni, mappale 2464
537	Pozzo della ditta Musiari dott. Ernesto e Giuseppina	Gattatico irriguo	Id.	Località Lagretto, mappale 1187

Numero d'ordine 1	DENOMINAZIONE (da valle verso monte) 2	COMUNI toccati od attraversati 3	LIMITI entro i quali si ritiene pubblico il corso d'acqua 4	UBICAZIONE 5
538	Pozzo della ditta Muzzi Marco Brenno	Bibbiano irriguo	Per la quantità totale di acqua portata in superficie	Barco, località Stazione, mappale 519
539	Pozzo della ditta Negri Francesco	Reggio Emilia irriguo	Id.	V. Roncocesi, mapp. 7443
540	Pozzo della ditta Neri Enrico	Gattatico irriguo	Id.	Taneto, località Ponte Enza, mappale 1501
541	Pozzo della ditta Neri Enrico ed altri	Reggio Emilia irriguo	Id.	Sabbione, località Mulino, mappale 12310-*B*
542	Pozzo della ditta Notari Anna in Zanichelli	Reggio Emilia irriguo	Id.	Roncocesi, località Zeldina, mappale 7919
543	Pozzo della ditta Opera Pia Calzolai	Reggio Emilia irriguo	Id.	Codemondo, località Inferno, mappale 1552
544	Pozzo della ditta Opera Pia Orfanatrofi	Montecchio irriguo	Id.	Villa Aiola, mappale 469
545	Pozzo della ditta Opera Pia Sartori di S. Polo d'Enza	S. Polo d'Enza irriguo	Id.	Località Ponténovo, mappale 1232
546	Pozzo della ditta Opera Piccole figlie di S. Francesco - Cenacolo Francescano di Reggio Emilia	Reggio Emilia irriguo	Id.	Canali Villa Borellini, mappale 36147
547	Pozzo della ditta ospedale « Opera Pia Sartori » ed E.C.A. di S. Polo d'Enza	S. Polo d'Enza irriguo	Id.	Casale, località Dossi, mappale 252/286
548	Pozzo della ditta Opera Piccole Figlie di S Francesco (Cenacolo Francescano)	Reggio Emilia irriguo	Id.	Villa Canali, località Malagoli, mappale 11744
549	Pozzo della ditta Oppici Tullo	Gattatico irriguo	Id.	Mappale 1041
550	Pozzo della ditta Ortalli cav. Andrea	Gattatico irriguo	Id.	Località Pantaro, mappale 1053-*c*
551	Pozzo della ditta Ortalli cav. Andrea	Gattatico irriguo	Id.	Località Pantaro, mappale 3097
552	Pozzo della ditta ospedale B. V. della Misericordia	Castelnuovo Sotto alimentare	Id.	Mappale 1817
553	Pozzo della ditta ospedale « Carlo Sartori »	Montecchio irriguo	Id.	Piazza, mappale 1819
554	Pozzo della ditta Ovi Lucia ved. Gramoli	Viano irriguo	Id.	Cà de' Grassi, località Frana, mappale 3116
555	Pozzo della ditta Ovi Lucia ved. Gramoli	Viano irriguo	Id.	Cà de' Grassi, località Frana, mappale 3117
556	Pozzo della ditta Paderni Battista	Scandiano irriguo	Id.	Pratissolo, località Marchesato, mappale 1079
557	Pozzo della ditta Paderni Battista	Scandiano irriguo	Id.	Pratissolo Marchesato, mappale 1079
558	Pozzo della ditta Panciroli Amleto Gino	Bibbiano irriguo	Id.	Barco, località Centro, mappale 5245
559	Pozzo della ditta Panciroli Dilva ved. Poppi	Reggio Emilia irriguo	Id.	S. Bartolomeo, località Casinazzo, mappale 10626
560	Pozzo della ditta Panciroli Pietro	Reggio Emilia irriguo	Id.	S. Bartolomeo, località Rubbianino, mapp. 10836
561	Pozzo della ditta Panciroli Pietro	Reggio Emilia irriguo	Id.	S. Bartolomeo, mappale 10839
562	Pozzo della ditta Parmeggiani Guglielmo	Reggio Emilia irriguo	Id.	Villa Bagno, mappale 25748
563	Pozzo della ditta Pasini Ambrogio-Enzo	Reggio Emilia irriguo	Id.	Rivalta, mappale 15642
564	Pozzo della ditta Paterlini Pompeo	Campegine industriale	Id.	Località Casinetto, mappale 891
565	Pozzo della ditta Paterlini comm. Pompeo	Campegine irriguo	Id.	Centro, località Massa, mappale 974
566	Pozzo della ditta Paterlini Pompeo	Campegine irriguo	Id.	Località Massa, mappale 864

Numero d'ordine	DENOMINAZIONE (da valle verso monte)	COMUNI toccati od attraversati	LIMITI entro i quali si ritiene pubblico il corso d'acqua	UBICAZIONE
1	2	3	4	5
567	Pozzo della ditta Pattacini Alfredo ed altri	Montecchio irriguo	Per la quantità totale di acqua portata in superficie	Località Strada Calerno, mappale 3462
568	Pozzo della ditta Pattacini Ariosto	Montecchio irriguo	Id.	Località Pozzoferrato, mappale 1638
569	Pozzo della ditta Pedocchi Bartolomeo	Scandiano irriguo	Id.	Arceto, località Pattieri, mappale 431
570	Pozzo della ditta Pedrelli Edmondo	Montecchio irriguo	Id.	Casoni, località Rampata, mappale 156-*b*
571	Pozzo della ditta Pe' Francesco	Albinea irriguo	Id.	Borzano, località Noce, mappale 814
572	Pozzo della ditta Pellicciari, Ferri e Cagni	Bibbiano irriguo	Id.	Ghiardo, mappale 3847-*b*
573	Pozzo della ditta Peterlini Olinto	Reggio Emilia irriguo	Id.	Località Bazzarola, mappale 6286-*b*
574	Pozzo della ditta Piazza Beniamino, Omero e Severino	Reggio Emilia irriguo	Id.	Ghiarda, località Bassetta, mappale 10434
575	Pozzo della ditta Pioli Angelo	Bibbiano irriguo	Id.	Barco, località Favorita, mappale 389
576	Pozzo della ditta Pioli Vincenzo	Bibbiano irriguo	Id.	Barco, località Ceppo, mappale 974
577	Pozzo della ditta Pinetti Ermete e Ghizzoni Adolfina	Reggio Emilia irriguo	Id.	V. Roncocesi, località via Corte, mappale 17852
578	Pozzo della ditta Ploia Narciso	Luzzara irriguo	Id.	Casoni, località Menocche, mappale 1143
579	Pozzo della ditta Poldi Ildebrando e Manfredi Aldo	Reggio Emilia irriguo	Id.	S. Bartolomeo, località Ripa, mappale 10842
580	Pozzo della ditta Poli Pietro	Reggio Emilia industriale	Id.	Villa Cadè, località Stazione, mappale 8233-*h*
581	Pozzo della ditta Poli Possidio	Bibbiano irriguo	Id.	Barco, località Berverde, mappale 227
582	Pozzo della ditta Poli dott. Umberto	Albinea irriguo	Id.	Capriolo, mappale 308
583	Pozzo della ditta Politi Carlo	Casalgrande irriguo	Id.	Boglioni, località Strada Canaletto, mappale 891
584	Pozzo della ditta Ponti Dante	Scandiano irriguo	Id.	Arceto, località Casolette, mappale 5686
585	Pozzo della ditta Ponticelli Martino	Reggio Emilia irriguo	Id.	Roncocesi, mappale 7120
586	Pozzo della ditta Prandi Giovanni	Bibbiano irriguo	Id.	Ghiardo, mappale 4920
587	Pozzo della ditta Prandi Giuseppe e Benedetto	Bibbiano irriguo	Id.	Barco, località Fossa, mappale 1464-*a*
588	Pozzo della ditta Prati (già Ferrari Alessandro)	Scandiano irriguo	Id.	Arceto, mappale 238
589	Pozzo della ditta Prati Guido e fratelli	Scandiano irriguo	Id.	Località Casinazzo, mappale 3624
590	Pozzo della ditta Prati Guido e fratelli	Albinea irriguo	Id.	Borzano, località Noce, mappale 1005
591	Pozzo della ditta Prati Pierino e Nando	Reggio Emilia irriguo	Id.	Villa Rivalta, mappale 10426
592	Pozzo della ditta Prebenda parrocchiale di Bibbiano	Bibbiano irriguo	Id.	Casale, mappale 2662
593	Pozzo della ditta Prebenda parrocchiale di Casale di S. Polo d'Enza	Bibbiano irriguo	Id.	Capoluogo, località Borgo, mappale 2148
594	Pozzo della ditta Prebenda parrocchiale S. Ambrogio di Villa Rivalta	Reggio Emilia irriguo	Id.	Villa Rivalta, località Serraglio, mappale 10293
595	Pozzo della ditta Prebenda parrocchiale di S. Pietro di Reggio Emilia	Reggio Emilia irriguo	Id.	Coviolo, località Palazzina, mappale 9926

Numero d'ordine	DENOMINAZIONE (da valle verso monte)	COMUNI toccati od attraversati	LIMITI entro i quali si ritiene pubblico il corso d'acqua	UBICAZIONE
1	2	3	4	5
596	Pozzo della ditta Prodi Ferdinando e Natale	Scandiano irriguo	Per la quantità totale di acqua portata in superficie	Chiozza, località Isola, mappale 2984-*b*
597	Pozzo della ditta Punghellini Vasco	Campegine irriguo	Id.	Caprara, località Milanello, mappale 1046
598	Pozzo della ditta Rabitti Alfredo ed Adelmo	Reggio Emilia irriguo	Id.	Gavasseto, località Giarola, mappale 12185-*a*
599	Pozzo della ditta Rangone Bianca in Palazzi Trivelli	Scandiano irriguo	Id.	Fellegara, località Molino, mappale 1881
600	Pozzo della ditta Rasori Prospero ed Olivio	S. Polo d'Enza irriguo	Id.	Barcaccia, mappale 46
601	Pozzo della ditta Ravacchia Renato e Gino	Reggio Emilia irriguo	Id.	V. Roncocesi, mapp. 1396
602	Pozzo della ditta Reggi dott. Walter e Pierina Rosina	Montecchio irriguo	Id.	Pozzoferrato, mappale 1003
603	Pozzo della ditta Reggiani Bruno	Bibbiano irriguo	Id.	Malamasato, località Diolo, mappale 5216
604	Pozzo della ditta Reggiani Dismo e fratelli	Bibbiano irriguo	Id.	Località La Fossa, mappale 991
605	Pozzo della ditta Regnani Giuseppe	Scandiano irriguo	Id.	Fellegara, mappale 818
606	Pozzo della ditta Regnani dott. Nando	Scandiano irriguo	Id.	Arceto, località Fosse, mappale 8737
607	Pozzo della ditta Regnani dott. Nando	Reggio Emilia irriguo	Id.	Villa Cella Torretta, mappale 7781
608	Pozzo della ditta Reverberi Giovanni e Anceschi Romeo	Bibbiano irriguo	Id.	Favorita, mappale 3633
609	Pozzo della ditta Riccò Giuseppe	Bibbiano irriguo	Id.	Casale, località Camera, mappale 3125
610	Pozzo della ditta Riccò Giuseppe	Bibbiano irriguo	Id.	Casale, località Tabarrina, mappale 3151
611	Pozzo della ditta Riccò Virginio	Bibbiano irriguo	Id.	Valle, località Croce, mappale 4488
612	Pozzo della ditta Righi Pietro	Campegine irriguo	Id.	Caprara, località Dazio, mappale 1203
613	Pozzo della ditta Rinaldi Silvio e fratelli	Scandiano irriguo	Id.	Arceto, località Cimitero, mappale 300
614	Pozzo della ditta Riva Bruno e fratelli	Scandiano irriguo	Id.	Pratissolo, località Cà Corrieri, mappale 1063
615	Pozzo della ditta Riva Pietro e Giancarlo	Quattro Castella irriguo	Id.	Forche, località Mucciatella, mappale 1251
616	Pozzo della ditta Rivi Tonino e Nardo	Bibbiano irriguo	Id.	Casale, mappale 3119
617	Pozzo della ditta Rocca dott. Luigi, dottor Giovanni; Pizzarotti Paolo, Anna Pia, Gabriella; Bosi Anna; Gibertini Diva in Bonoretti	S. Ilario d'Enza irriguo	Id.	Località Corte Inzani, mappale 240
618	Pozzo della ditta Rodino Alberto	Reggio Emilia irriguo	Id.	Villa Cadè, località Canonicato, mappale 8085
619	Pozzo della ditta Rollo Adele e Giovanni	Albinea irriguo	Id.	Fola, località Geminello, mappale 269
620	Pozzo della ditta Rossi Ermete	Reggio Emilia irriguo	Id.	S. Bartolomeo, mappale 10504
621	Pozzo della ditta Rossi Giovanni e Palladini Liberata	Albinea irriguo	Id.	Località Fornace di Sotto, mappale 175
622	Pozzo della ditta Rota Benso e Cagliari Fausta	Gattatico irriguo	Id.	Taneto, località Casino, mappale 1879
623	Pozzo della ditta Rota Benso e Cagliari Fausta	S. Ilario d'Enza irriguo	Id.	S. Eulalia, mappale 57

Numero d'ordine	DENOMINAZIONE (da valle verso monte)	COMUNI toccati od attraversati	LIMITI entro i quali si ritiene pubblico il corso d'acqua	UBICAZIONE
1	2	3	4	5
624	Pozzo della ditta Rovatti Emilio e Giovanni	Rubiera irriguo	Per la quantità totale di acqua portata in superficie	Località Contea, mappale 1144
625	Pozzo della ditta Ruffini Vittoria in Tucci	Reggio Emilia irriguo	Id.	S. Pellegrino, località Bazzarola Alta, mapp. 15691
626	Pozzo della ditta Ruini Massimiliano	Castellarano irriguo	Id.	Capoluogo, località Tressano, mappale 3578
627	Pozzo della ditta Saccani Anny in Lari	Reggio Emilia irriguo	Id.	S. Maurizio, mappale 5217
628	Pozzo della ditta Salati Desolino, Franco e Romano	Campegine irriguo	Id.	Caprara, località Dazio, mappale 1112
629	Pozzo della ditta Salsi Primo	Reggio Emilia irriguo	Id.	Pieve Modolena, località Buda, mappale 24234/24235
630	Pozzo della ditta Santi Artemisio	Reggio Emilia irriguo	Id.	Villa Rivalta, località S. Rigo, mappale 18149
631	Pozzo della ditta Santi Domenico	Quattro Castella irriguo	Id.	Roncolo, località Fossetta, mappale 690
632	Pozzo della ditta Saracchi Elena in Barilli	Quattro Castella irriguo	Id.	Fornace, località Sedinelli, mappale 202
633	Pozzo della ditta S.A.R.C.I.A. commissionaria della Fiat	Reggio Emilia industriale	Id.	Località Betonica, mappale 6892
634	Pozzo della ditta Sartori Arturo e Marco	S. Polo d'Enza irriguo	Id.	Casale, località Barcaccia, mappale 23
635	Pozzo della ditta Sartori Guglielmo	Montecchio irriguo	Id.	Calestano, località Strada Bassa, mappale 3401
636	Pozzo della ditta Sartori Guglielmo e cugini	Montecchio irriguo	Id.	Barco, località Piazza V. mappale 1236
637	Pozzo della ditta Sassatelli Battista e Bertolai Dante	Scandiano irriguo	Id.	Bosco, mappale 1016
638	Pozzo della ditta Scalabrini Cesare e fratelli	Scandiano irriguo	Id.	Chiozza, località Salde, mappale 3062
639	Pozzo della ditta Scalabrini Clotilde in Lari	Cavriago irriguo	Id.	Ghiardo, località Groppo, mappale 1812
640	Pozzo della ditta Scalabrini Ugo	Bibbiano irriguo	Id.	Ghiardo, mappale 1587
641	Pozzo della ditta Scarabelli Elio	Reggio Emilia irriguo	Id.	Villa Rivalta, località Ghiarda, mappale 10387
642	Pozzo della ditta Sforza Maria Luisa, Carina ved. Balsamo e Balsamo dottor Carlo	Reggio Emilia irriguo	Id.	Roncadella, mappale 12677
643	Pozzo della ditta Sidoli dott. Ugo	Vezzano sul C. irriguo	Id.	Località Braglie, mappale 415
644	Pozzo della ditta Siliprandi Valente Maria	Luzzara irriguo	Id.	Maso, località Buca Bertone, mappale 3382-*b*
645	Pozzo della ditta Siliprandi Valente Maria	Luzzara irriguo	Id.	Maso, località Bezzecche, mappale 3103-*b*
646	Pozzo della ditta Siliprandi Valente Maria	Luzzara irriguo	Id.	Maso, località Gervasone, mappale 3090
647	Pozzo della ditta Silvi Mario	Bibbiano irriguo	Id.	Casale, località Palazza, mappale 5171
648	Pozzo della ditta Simonazzi Antonio	S. Ilario d'Enza irriguo	Id.	Falconara, mappale 781
649	Pozzo della ditta Simonazzi Giacomo e Melli Argentina	Montecchio irriguo	Id.	Quarticello, mapp. 1982-*b*
650	Pozzo della ditta Simonazzi Mario	Gualtieri irriguo	Id.	Località Livello, mapp. 763
651	Pozzo della ditta Simonelli Francesca	Scandiano irriguo	Id.	Ubersetto, mappale 2565

Numero d'ordine	DENOMINAZIONE (da valle verso monte)	COMUNI toccati od attraversati	LIMITI entro i quali si ritiene pubblico il corso d'acqua	UBICAZIONE
1	2	3	4	5
652	Pozzo della ditta Sirocchi Fernando	Montecchio irriguo	Per la quantità totale di acqua portata in superficie	Pozzoferrato, località Casanova, mappale 2306
653	Pozzo della ditta Sirocchi Fernando	Montecchio irriguo	Id.	Pozzoferrato, località Casanova, mappale 2720
654	Pozzo della ditta Smalterie Metallurgiche Emiliane	Guastalla industriale	Id.	Località via Cappuccini, mappale 4734
655	Pozzo della ditta Società agraria Costa Casoni	Montecchio irriguo	Id.	Casoni, località Chiavicone, mappale 2489
656	Pozzo della ditta Società agraria Costa Casoni	Montecchio irriguo	Id.	Casoni, località Orologio, mappale 2061
657	Pozzo della ditta Società agraria di Reggio Emilia	Reggio Emilia irriguo	Id.	Cavazzoli, mappale 6917
658	Pozzo della ditta Società agraria di Reggio Emilia	Reggio Emilia irriguo	Id.	Codemondo, mappale 9078
659	Pozzo della ditta Società Bisamar	Scandiano irriguo	Id.	Località Palazzina, mappale 2730
660	Pozzo della ditta Società Bisamar	Reggio Emilia irriguo	Id.	Fogliano, mappale 16358
661	Pozzo della ditta Società cooperativa cementori	Reggio Emilia industriale	Id.	Villa Rivalta, località Biroccio, mappale 9879
662	Pozzo della ditta Società cooperativa « Nuova Aurora »	Poviglio industriale	Id.	Molinara, mappale 4648-*B*
663	Pozzo della ditta Società immobiliare « San Salvatore »	Quattro Castella irriguo	Id.	Puianello, località Vasca, mappale 1585
664	Pozzo della ditta Società immobiliare « Stirone »	S Ilario d'Enza irriguo	Id.	Calerno, località Podere Liberata, mappale 1018
665	Pozzo della ditta Società « Impexport »	Bibbiano industriale	Id.	Corniano, mappale 3842
666	Pozzo della ditta S.I.P. - T.I.M.O.	Reggio Emilia industriale	Id.	Località via Toschi, mappale 1343
667	Pozzo della ditta S.n.c. Guerra Giuseppe e Arto	Reggio Emilia irriguo	Id.	Rivalta, mappale 11032
668	Pozzo della ditta Soc. n.c. « Selene »	Cavriago industriale	Id.	Via Repubblica, mappale 4863
669	Pozzo della ditta S.p.A. Calza Blok	Reggio Emilia industriale	Id.	Località Gardenia, mappale 20668
670	Pozzo della ditta S.p.A. « C.A.P.O.L.O. »	Montecchio industriale	Id.	Centro, località via C. Prampa, mappale 2480
671	Pozzo della ditta S.p.A. Distillerie Reggiane	Reggio Emilia industriale	Id.	Località via G. Fogliani, mappale 4685
672	Pozzo della ditta Società p.a. Distillerie Reggiane	Reggio Emilia industriale	Id.	San Prospero Laghetto, mappale 4489
673	Pozzo della ditta S.p.A. Edilizia Moderna Sesta	Montecchio irriguo	Id.	Villa Aiola, mappale 1247-b
674	Pozzo della ditta Società p.a. Edilizia Moderna Sesta	Montecchio irriguo	Id.	Villa Aiola, mappale 516
675	Pozzo della ditta S.p.A. « E.L.S.A. »	Rubiera industriale	Id.	Borgo Sole, mappale 653-*a*
676	Pozzo della ditta S.p.A. Fratelli Folonari	Reggio Emilia industriale	Id.	Località via Emilia Ospizio, mappale 15387
677	Pozzo della ditta S.p.A. Gallinari	Reggio Emilia industriale	Id.	Località via Talami, mappale 4770
678	Pozzo della ditta S.p.A. La Suprema	Campegine industriale	Id.	Caprara, località via Roma, mappale 571
679	Pozzo della ditta S.p.A. Lombardini	Reggio Emilia industriale	Id.	Località via Nobili n. 4, mappale 34
680	Pozzo della ditta S.p.A. Lombardini Motori	Reggio Emilia industriale	Id.	P. Modolena, mappale 7269

Numero d'ordine	DENOMINAZIONE (da valle verso monte)	COMUNI toccati od attraversati	LIMITI entro i quali si ritiene pubblico il corso d'acqua	UBICAZIONE
1	2	3	4	5
681	Pozzo della ditta S.p.A. « Met-Al »	Albinea industriale	Per la quantità totale di acqua portata in superficie	Fola, mappale 409-*b*
682	Pozzo della ditta S.p.A. « Nuovo Calzificio Emiliano »	Reggio Emilia industriale	Id.	Località via IV Novembre, mappale 17223
683	Pozzo della ditta S.p.A. Panza Alessandro e figli	Reggio Emilia industriale	Id.	Località via G. Vecchi, 6, mappale 4082
684	Pozzo della ditta S.p.A. Reggiane O.M.I.	Reggio Emilia industriale	Id.	S. Croce, località Ripar. Veicoli, mappale 4866
685	Pozzo della ditta S.p.A. Reggiane O.M.I.	Reggio Emilia industriale	Id.	S. Croce, località Parco Recuperi, mappale 4866
686	Pozzo della ditta S.p.A. « Sportiva Reggiana »	Reggio Emilia industriale	Id.	Villa Canali, mappale 11414
687	Pozzo della ditta S.p.A. Tintoria « Venus »	Bibbiano industriale	Id.	Località Cà Bianca, mappale 2009
688	Pozzo della ditta Società « Pibiplast »	Correggio industriale	Id.	Località via per Reggio, mappale 5609
689	Pozzo della ditta Società r.l. « Elmar » Escavazione Lavorazione Materiali aridi	S. Polo d'Enza irriguo e industriale	Id.	Barcaccia Berleté, mappale 5-*a*
690	Pozzo della ditta Società r.l. « Elmar »	S. Polo d'Enza irriguo e industriale	Id.	Barcaccia Berleté, mappale frontista ai 5-*a*
691	Pozzo della ditta Società r.l. « Metanauto »	Reggio Emilia industriale	Id.	Pieve Modolena, mappale 26703
692	Pozzo della ditta Società S.I.C.I.	Reggio Emilia industriale	Id.	Località via Emilia all'Angelo, mappale 1578
693	Pozzo della ditta Soncini Giovanni ed Enzo	Reggio Emilia irriguo	Id.	P. Modolena, località via Zobola, mappale 9253
694	Pozzo della ditta Spaggiari fratelli	S. Ilario d'Enza irriguo	Id.	Mappale 109
695	Pozzo della ditta Spaggiari Palmira ved. Strozzi, Strozzi Cleonice, Genoveffa e Giampaolo	Reggio Emilia irriguo	Id.	Villa Rivalta, località S. Rigo V. mappale 10350
696	Pozzo della ditta Spaggiari Romolo	Reggio Emilia irriguo	Id.	Villa Gavassa, mappale 5340
697	Pozzo della ditta Spagni Anna ved. Ferrarini	Reggio Emilia irriguo	Id.	Fogliano, località Due Maestà, mappale 11975
698	Pozzo della ditta Spagni Anna ved. Ferrarini	Casalgrande irriguo	Id.	Dinazzano, località via Statutaria, mappale 1463
699	Pozzo della ditta Spagni Lauro	Scandiano irriguo	Id.	Ventose, località Le Fontane, mappale 2479
700	Pozzo della ditta Spallanzani prof. Angiolino	Bibbiano irriguo	Id.	Barco, mappale 269
701	Pozzo della ditta Spallanzani prof. Angiolino	Reggio Emilia irriguo	Id.	Gavassa, mappale 3906
702	Pozzo della ditta Sternieri Vittorio	Scandiano irriguo	Id.	Pratissolo, località Quattrostrade, mappale 6905
703	Pozzo della ditta Sturloni Mora Luigi	Reggio Emilia irriguo	Id.	P. Modolena, mappale 7417
704	Pozzo della ditta Tagliavini Bruno, Abelardo e Camillo	Bibbiano irriguo	Id.	Località Malamasato, mappale 1863
705	Pozzo della ditta Tamagnini Enzo	Bibbiano irriguo	Id.	Mangalana, località Razza, mappale 5127
706	Pozzo della ditta Terrachini Laura in Ferri Ricchi	Reggio Emilia irriguo	Id.	Roncina, mappale 9326
707	Pozzo della ditta Tesauri Camillo	Bibbiano irriguo	Id.	Corniano, località Ghiarda, mappale 3303
708	Pozzo della ditta Tetrapak Carta	Rubiera industriale	Id.	Località Montecatini, mappale 992

Numero d'ordine	DENOMINAZIONE (da valle verso monte)	COMUNI toccati od attraversati	LIMITI entro i quali si ritiene pubblico il corso d'acqua	UBICAZIONE
1	2	3	4	5
709	Pozzo della ditta Tondelli Claudia	Reggio Emilia irriguo	Per la quantità totale di acqua portata in superficie	Villa Gavasseto mappale 14348
710	Pozzo della ditta Tondelli Luigi	Reggio Emilia irriguo	Id.	Villa Coviolo, mappale 10025
711	Pozzo della ditta Torreggiani Alfredo	Campegine irriguo	Id.	Località Razza, mappale 1738
712	Pozzo della ditta Torreggiani Mario	Campegine irriguo	Id.	Località Razza, mappale 2898
713	Pozzo della ditta Ugolotti Pietro	S. Polo d'Enza irriguo	Id.	Cornacchia, località Colombarone, mappale 571
714	Pozzo della ditta Ugolotti Primo	Bibbiano irriguo	Id.	Casale, località Tabarrina, mappale 2682
715	Pozzo della ditta Ugolotti Primo	Bibbiano irriguo	Id.	Casale, mappale 3350
716	Pozzo della ditta Ufficio tecnico erariale di Parma	Gattatico irriguo	Id.	Taneto, località Ponte Enza, mappale 1419
717	Pozzo della ditta Ufficio tecnico erariale di Parma	Gattatico irriguo	Id.	Taneto, località Corte Ortalli, mappale 1735
718	Pozzo della ditta Ufficio tecnico erariale di Parma	Gattatico irriguo	Id.	Taneto, località Taneto, mappale 1821
719	Pozzo della ditta Ufficio tecnico erariale di Parma	Gattatico irriguo	Id.	S. Rocco, località Borrasca, mappale 1218-*a*
720	Pozzo della ditta Ufficio tecnico erariale di Reggio Emilia	Cavriago irriguo	Id.	Località Nizzola, mappale 1199
721	Pozzo della ditta Ufficio tecnico erariale di Reggio Emilia	Reggio Emilia irriguo	Id.	Codemondo, località Quaresimo, mappale 8825
722	Pozzo della ditta Ufficio tecnico erariale di Reggio Emilia	Reggio Emilia irriguo	Id.	Codemondo, località Quaresimo, mappale 9844
723	Pozzo della ditta Uguzzoli Bruno	S. Polo d'Enza irriguo	Id.	Casale, località Cornacchia, mappale 627
724	Pozzo della ditta Vacondio Learco ed Eber	Reggio Emilia irriguo	Id.	Cavazzoli, località S. Giulio, mappale 7103
725	Pozzo della ditta Valente Paralupi ingegner Giuseppe	Luzzara irriguo	Id.	Maso, mappale 2741-*a*
726	Pozzo della ditta Valente Paralupi ingegner Giuseppe	Luzzara irriguo	Id.	Maso, mappale 2741-*a*
727	Pozzo della ditta Valente Paralupi ingegner Giuseppe	Luzzara irriguo	Id.	Maso, mappale 2741-*b*
728	Pozzo della ditta Valente Paralupi ingegner Giuseppe	Luzzara irriguo	Id.	Maso, mappale 2741-*b*
729	Pozzo della ditta Valente Paralupi ingegner Giuseppe	Luzzara irriguo	Id.	Maso, mappale 3103-*a*
730	Pozzo della ditta Valente Paralupi ingegner Giuseppe	Luzzara irriguo	Id.	Maso, mappale 3574
731	Pozzo della ditta Valente Paralupi ingegner Giuseppe	Luzzara irriguo	Id.	Maso, mappale 3382-*a*
732	Pozzo della ditta Valentini Mario	Scandiano irriguo	Id.	S. Ruffino, località Brolo Alto, mappale 2283
733	Pozzo della ditta Vasirani Domenica ed altri	Reggio Emilia irriguo	Id.	Rivalta, mappale 25690
734	Pozzo della ditta Vecchi Bice	Scandiano irriguo	Id.	S. Ruffino, mappale 2958
735	Pozzo della ditta Vercalli Giaiele in Predieri, Predieri Celso e Luisa	Reggio Emilia irriguo	Id.	Villa Rivalta, località Casale, mappale 10266
736	Pozzo della ditta Vercalli Lodovico (ora gli eredi)	Bibbiano irriguo	Id.	Casale, mappale 4156
737	Pozzo della ditta Veroni Fiorentino	Quattro Castella irriguo	Id.	Montecavolo, località Tempie, mappale 941

Numero d'ordine	DENOMINAZIONE (da valle verso monte)	COMUNI toccati od attraversati	LIMITI entro i quali si ritiene pubblico il corso d'acqua	UBICAZIONE
1	2	3	4	5
738	Pozzo della ditta Viappiani Franco e soci	Bibbiano irriguo	Per la quantità totale di acqua portata in superficie	Barco, località Filo, mappale 1476
739	Pozzo della ditta Viappiani Pietro e Fantesini Rina	Bibbiano irriguo	Id.	Barco, località Ceppo, mappale 1002
740	Pozzo della ditta Viappiani Vincenzo e soci	Cavriago irriguo	Id.	S. Giovanni, località Prello, mappale 1828-c
741	Pozzo della ditta Villani Jaures, Tosi dott. Remo, Gallusi fratelli	S. Ilario d'Enza industriale	Id.	Località via Emilia, mappale 20-c
742	Pozzo della ditta Zanichelli Attilio e Aurelio	Scandiano irriguo	Id.	Fellegara, mappale 4927
743	Pozzo della ditta Zanichelli Lorenzo	Scandiano irriguo	Id.	Pratissolo, località Cà Fantuzzi, mappale 868
744	Pozzo della ditta Zanni Florindo e Sergio	Reggio Emilia irriguo	Id.	Villa Rivalta, mappale 1905
745	Pozzo della ditta Zannoni Ermenegildo	S. Polo d'Enza irriguo	Id.	Stradella, località Fosse, mappale 6133
746	Pozzo della ditta Zannoni Pietro	Bibbiano irriguo	Id.	Casale, località Palazza, mappale 3191
747	Pozzo della ditta Zannoni Prospero	Bibbiano irriguo	Id.	Tugurio, località via Tabarina, mappale 3158
748	Pozzo della ditta Zavaroni Anselmo	Campegine irriguo	Id.	Caprara, località Milanello, mappale 1047
749	Pozzo della ditta Zoboli Giuseppe Reno	Reggio Emilia irriguo	Id.	Villa Canali, mappale 11624
750	Pozzo della ditta Zoboli geom. Reno	Reggio Emilia irriguo	Id.	Villa Canali, località Razza, mappale 11631
751	Pozzo della ditta Zucca Francesco e Asti Angela	Rio Saliceto industriale	Id.	Cà de' Frati, località Gigliola Vecchia, mappale 108
752	Pozzo della ditta Zuccoli Adriana in Pompoli	Cavriago irriguo	Id.	Quercioli, mappale 63
753	Pozzo della ditta Zuccoli Franca in Nonis	Scandiano irriguo	Id.	Pratissolo, località Villa Sandra, mappale 908
754	Pozzo della ditta Zuccoli Ugo e Cesare	Scandiano irriguo	Id.	Pratissolo, mappale 2647

Roma, addì 8 settembre 1971

Il Ministro: LAURICELLA

(8386)

DECRETO MINISTERIALE 6 ottobre 1971.

Sostituzione del rappresentante del Ministero del bilancio e della programmazione economica in seno al consiglio di amministrazione dell'Ente nazionale per l'artigianato e le piccole industrie.

IL MINISTRO PER L'INDUSTRIA, IL COMMERCIO E L'ARTIGIANATO

Visto il decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 3 settembre 1946, n. 371, con il quale sono state stabilite le norme per la composizione del consiglio di amministrazione dell'Ente nazionale per l'artigianato e le piccole industrie (ENAPI), con sede in Roma;

Visto lo statuto dell'Ente predetto approvato con decreto del Presidente della Repubblica 22 ottobre 1963, n. 2179;

Visto l'art. 1 del decreto del Presidente della Repubblica 2 agosto 1967, n. 775, concernente la integrazione dei consigli di amministrazione di taluni enti, ivi compreso l'ENAPI, con un rappresentante del Ministero del bilancio e della programmazione economica;

Visto il decreto ministeriale 12 maggio 1970, concernente la ricostituzione del consiglio di amministrazione dell'Ente nazionale per l'artigianato e le piccole industrie per un biennio a decorrere dalla data di pubblicazione del decreto stesso nella *Gazzetta Ufficiale*;

Vista la lettera n. 1/6413, in data 30 settembre c.a., con la quale il Ministero del bilancio, nel portare a conoscenza che il dott. Benedetto Bruzzese, proprio rappresentante in seno al consiglio di amministrazione dell'ENAPI ha chiesto di essere sollevato dall'incarico per ragioni personali, ha designato in sua sostituzione il direttore di divisione dott. Cataldo Liguori;

Ritenuta la opportunità di provvedere alla sostituzione richiesta dal Ministero del bilancio e della programmazione economica;

Decreta:

Art. 1.

A decorrere dalla data del presente decreto sono accettate le dimissioni rassegnate dal dott. Benedetto Bruzzese dall'incarico di rappresentante del Ministero del bilancio e della programmazione economica in seno al consiglio di amministrazione dell'Ente nazionale per l'artigianato e le piccole industrie.

Art. 2.

A decorrere dalla stessa data il dott. Cataldo Liguori è chiamato a far parte del consiglio di amministrazione dell'Ente nazionale per l'artigianato e le piccole industrie, in rappresentanza del Ministero del bilancio e della programmazione economica, in sostituzione del dott. Benedetto Bruzzese.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, addì 6 ottobre 1971

Il Ministro: GAVA

(9272)

DECRETO MINISTERIALE 15 ottobre 1971.
Sostituzione di un sindaco effettivo del Consorzio di credito per le opere pubbliche.

IL MINISTRO PER IL TESORO

Visto il regio decreto-legge 2 settembre 1919, n. 1627, convertito nella legge 14 aprile 1921, n. 488, e successive modificazioni, riguardante la costituzione del Consorzio di credito per le opere pubbliche, con sede in Roma;

Visto il regio decreto-legge 12 marzo 1936, n. 375, recante disposizioni per la difesa del risparmio e la disciplina della funzione creditizia e successive modificazioni ed integrazioni;

Visto l'art. 37 del vigente statuto del Consorzio di credito per le opere pubbliche, ente di diritto pubblico con sede in Roma, riguardante la composizione e le modalità di nomina del collegio sindacale del consorzio medesimo;

Visto il proprio decreto in data 11 aprile 1969, con cui furono nominati i membri del collegio sindacale del suddetto istituto per il quadriennio 1969-1972, tra cui il dott. Pasquale Carbone, quale sindaco effettivo;

Considerato che il predetto dott. Carbone è deceduto ed occorre, pertanto, provvedere alla sua sostituzione nell'incarico in questione;

Decreta:

Il dott. Renato Simoncini è nominato sindaco effettivo del Consorzio di credito per le opere pubbliche, in sostituzione del dott. Pasquale Carbone, deceduto.

Il predetto dott. Simoncini, in caso di assenza o di impedimento del presidente del collegio sindacale, è incaricato del riscontro delle obbligazioni consorziali.

Il dott. Simoncini durerà in carica per il restante periodo del quadriennio 1969-1972.

Il presente decreto sara pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, addì 15 ottobre 1971

Il Ministro: FERRARI-AGGRADI

(9509)

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA

Trasferimento di notai

Con decreto ministeriale 5 ottobre 1971:

Giuliano Michele, notaio residente nel comune di Napoli, è trasferito nel comune di Genzano di Roma, distretto notarile di Roma.

Papi Vincenzo, notaio residente nel comune di Valmontone, distretto notarile di Roma, è trasferito nel comune di Roma.

Fanti Mario, notaio residente nel comune di Porto Recanati, distretto notarile di Macerata, è trasferito nel comune di Roma.

Antonelli Vincenzo, notaio residente nel comune di Bevagna, distretto notarile di Perugia, è trasferito nel comune di Civitavecchia, distretto notarile di Roma.

Macrì Antonio, notaio residente nel comune di Spoleto, distretto notarile di Terni, e trasferito nel comune di Segni, distretto notarile di Roma.

(9343)

MINISTERO DELLA PUBBLICA ISTRUZIONE

Vacanza della cattedra di filosofia del diritto presso la facoltà di scienze politiche dell'Università di Milano

Ai sensi e per gli effetti di cui all'art. 3 del decreto legislativo luogotenenziale 5 aprile 1945, n. 238, si comunica che, presso la facoltà di scienze politiche dell'Università di Milano, è vacante la cattedra di filosofia del diritto, alla cui copertura la facoltà interessata intende provvedere mediante trasferimento.

Gli aspiranti al trasferimento alla cattedra anzidetta dovranno presentare le proprie domande direttamente al preside della facoltà, entro trenta giorni dalla pubblicazione del presente avviso nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

(9606)

Esito di ricorso

Con decreto del Presidente della Repubblica in data 18 dicembre 1970, registrato alla Corte dei conti il 30 marzo 1971, registro n. 24 Pubblica istruzione, foglio n. 270, è stato respinto il ricorso al Governo della Repubblica prodotto dalla signora Cordelia Flaiani, avverso il decreto ministeriale 27 luglio 1968, con cui è stato imposto il vincolo di notevole interesse pubblico, ai sensi della legge 29 giugno 1939, n. 1497, sulla zona della collina del Sacro Cuore, sita nel comune di Ascoli Piceno.

(9276)

MINISTERO DELL'AGRICOLTURA E DELLE FORESTE

Passaggio dal demanio al patrimonio dello Stato di terreno in comune di Sabaudia

Con decreto del Ministro per l'agricoltura e le foreste di concerto con il Ministro per le finanze 9 agosto 1971, n. 1898, è stato disposto il passaggio dal demanio pubblico al patrimonio dello Stato, di un tratto di terreno di mq. 1900 sito in comune di Sabaudia riportato al catasto del comune di Sabaudia al foglio n. 112, partita speciale acque pubbliche.

(9281)

Avviso di rettifica

Il titolo del decreto ministeriale 4 settembre 1971, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 235 del 17 settembre 1971, è sostituito, sia nel sommario che alla pag. 5806, dal seguente:

« Denuncia di produzione e di giacenza delle uve e dei prodotti vinicoli della campagna 1971 *e di quelle successive* ».

(9284)

CONCORSI ED ESAMI

MINISTERO DELLA DIFESA

Modifiche al bando di concorso per esami a venti (ora diciassette) posti di chimico, fisico e biologo coadiutore in prova nel ruolo del personale della carriera direttiva tecnica dei chimici, fisici e biologi dell'Esercito.

IL MINISTRO PER LA DIFESA

Vista la legge 18 marzo 1968, n. 249;

Vista la legge 28 ottobre 1970, n. 775;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 28 dicembre 1970, n. 1077;

Visto il decreto ministeriale 7 novembre 1970, registrato alla Corte dei conti il 15 dicembre 1970, registro n. 66 Difesa, foglio n. 286 e pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 14 del 19 gennaio 1971, con il quale è stato indetto un concorso per esami a venti posti di chimico, fisico e biologo coadiutore di 2ª classe in prova nel ruolo del personale della carriera direttiva tecnica dei chimici, fisici e biologi dell'Esercito, riservato a laureati in fisica ed a laureati in scienze biologiche;

Rilevata la necessità di adeguare il bando di concorso sopra citato in contrasto con le nuove norme contenute nel suddetto decreto del Presidente della Repubblica n. 1077/1970;

Accertato che la tabella di strutturazione della nuova pianta organica del sopracitato ruolo prevede un organico complessivo di sessanta unità, di cui quaranta posti sono riservati a laureati in chimica e in ingegneria chimica e venti posti a laureati in fisica e in scienze biologiche;

Considerato che ai sensi dell'art. 150, terzo comma, del ripetuto decreto del Presidente della Repubblica 28 dicembre 1970, n. 1077, occorre riservare sul numero dei posti disponibili dal 1° luglio al 31 dicembre 1970 un sesto dei posti stessi per il concorso di passaggio di carriera previsto dall'art. 16 del decreto del Presidente della Repubblica medesimo;

Considerato che al 31 dicembre 1970 nel suddetto ruolo non erano presenti impiegati laureati in fisica e in scienze biologiche e che quindi alla stessa data del 31 dicembre 1970 erano disponibili tutti e venti i posti riservati ai suddetti laureati;

Considerato che in relazione alle suddette vacanze il sesto dei posti disponibili al 31 dicembre 1970 per i laureati in fisica e in scienze biologiche, da riservare al concorso di passaggio di carriera previsto dall'art. 16 del citato decreto del Presidente della Repubblica n. 1077/1970, è di tre unità;

Considerato, infine, che detratto dal numero (venti) dei posti disponibili alla data del 31 dicembre 1970 il sesto dei posti stessi, corrispondente a tre (da riservare al concorso previsto dall'art. 16 del menzionato decreto del Presidente della Repubblica n. 1077/1970), sono diciassette i posti da conferire attraverso pubblico concorso e che, quindi, in tal senso deve essere modificato il decreto ministeriale 7 novembre 1970;

Decreta:

Art. 1.

L'art. 1 del decreto ministeriale 7 novembre 1970 indicato nelle premesse, è sostituito dal seguente:

« E' indetto un concorso per esami a diciassette posti di chimico, fisico e biologo coadiutore in prova nel ruolo del personale della carriera direttiva tecnica dei chimici, fisici e biologi dell'Esercito.

Dei suddetti diciassette posti, dodici sono riservati ai laureati in fisica e cinque ai laureati in scienze biologiche ».

Art. 2.

Sono riaperti per trenta giorni, a decorrere dal giorno successivo a quello della pubblicazione del presente decreto nella *Gazzetta Ufficiale*, i termini per la presentazione delle domande di ammissione al concorso per esami a venti posti (ridotti a diciassette giusta art. 1 del presente decreto) di chimico, fisico o biologo coadiutore in prova nel ruolo del personale della carriera direttiva tecnica dei chimici, fisici e biologi dell'Esercito, indetto con decreto ministeriale 7 novembre 1970 e pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 14 del 19 gennaio 1971.

Le domande di ammissione al concorso si considerano prodotte in tempo utile anche se spedite a mezzo raccomandata con avviso di ricevimento entro il termine indicato. A tal fine fa fede il timbro a data dell'ufficio postale accettante.

Il termine per la presentazione delle domande, ove scada in giorno festivo, sarà prorogato di diritto al giorno seguente non festivo. Le domande di partecipazione al concorso, già pervenute nei termini indicati dall'art. 3 del bando, si considerano valide.

Art. 3.

L'ultimo capoverso dell'art. 5 del decreto ministeriale 7 novembre 1970, indicato nelle premesse, è sostituito dal seguente:

« Inoltre l'aspirante dovrà specificare nella domanda di partecipazione al concorso, qualora intenda sostenere il colloquio facoltativo, la lingua e le due lingue relative a tale colloquio da scegliersi fra inglese, francese e tedesco (cfr. programma di cui all'allegato 1 al presente decreto).

Ove l'aspirante non formuli alcuna dichiarazione circa il colloquio facoltativo si riterrà che egli non intende sostenere tale colloquio ».

Art. 4.

L'art. 9 del decreto ministeriale 7 novembre 1970 e l'allegato n. 3 al decreto medesimo, sono rispettivamente sostituiti dal seguente articolo e dall'allegato 1 al presente decreto:

« Con successivo decreto ministeriale saranno nominate le relative commissioni esaminatrici da comporre ai sensi dello art. 3 del decreto del Presidente della Repubblica 3 maggio 1957, n. 686.

Le prove scritte d'esame e le prove pratiche indicate nello allegato 1 al presente decreto si svolgeranno secondo il seguente diario, nella sede a fianco di ciascuna prova indicata:

PROVE PER I LAUREATI IN FISICA

Prova scritta: 20 gennaio 1972, ore 8, presso la Scuola unica inter FF.AA. Difesa A.B.C., Cecchignola (Roma).

Prova pratica: 14 febbraio 1972, ore 8, presso la cattedra di fisica nucleare dell'Istituto di fisica della facoltà di ingegneria, via Tiburtina n. 205, Roma.

In dipendenza del numero dei concorrenti, la prova pratica potrà aver luogo eventualmente per turni, nel suddetto giorno e nei successivi 16 e 18 febbraio 1972.

La suddivisione dei candidati nei vari turni verrà precisata in occasione della prova scritta.

PROVE PER I LAUREATI IN SCIENZE BIOLOGICHE

Prova scritta: 18 gennaio 1972, ore 8, presso la Scuola unica inter FF.AA. Difesa A.B.C., Cecchignola (Roma).

Prova pratica: 7 febbraio 1972, ore 8, presso l'istituto di igiene « G. Sanarelli » dell'Università di Roma.

In dipendenza del numero dei concorrenti, la prova pratica potrà aver luogo eventualmente per turni, nel suddetto giorno e nei successivi 9 ed 11 febbraio 1972.

La suddivisione dei candidati nei vari turni verrà precisata in occasione della prova scritta.

I candidati che inoltreranno domanda di ammissione al concorso, a seguito della riapertura dei termini, dovranno presentarsi, per sostenere le prove d'esame, nei giorni indicati nel presente decreto senza alcun preavviso da parte di questo Ministero.

Al colloquio obbligatorio saranno ammessi i candidati che avranno riportato una media di almeno sette decimi nella prova scritta ed in quella pratica e non meno di sei decimi in ciascuna di esse.

Ai candidati che avranno conseguito l'ammissione al colloquio obbligatorio sarà data la relativa comunicazione con la indicazione del voto riportato nella prova scritta ed in quella pratica.

L'avviso per la presentazione al colloquio obbligatorio sarà dato ai singoli candidati almeno venti giorni prima di quello in cui essi debbono sostenerlo.

Il colloquio obbligatorio non si intende superato se il candidato non ottenga almeno la votazione di sei decimi.

Saranno ammessi al colloquio facoltativo (lingua e lingue estere) i soli candidati che avranno superato il colloquio obbligatorio. Il colloquio facoltativo sarà valutato in centesimi di punto — fino ad un massimo di 0,30 punti — per ogni lingua rispetto alla quale il colloquio stesso sia stato superato in

base al normale livello di sufficienza ed oltre, ed il voto così assegnato verrà aggiunto a quello riportato nel colloquio obbligatorio.

Il voto risultante costituirà quello definitivamente ottenuto dall'aspirante nel colloquio (obbligatorio e facoltativo).

La votazione complessiva di merito sarà stabilita dalla somma della media del voto riportato nella prova scritta, del voto riportato nella prova pratica e del voto complessivo ottenuto nel colloquio (obbligatorio e facoltativo).

Per essere ammessi a sostenere la prova scritta, la prova pratica ed il colloquio, i candidati dovranno presentarsi muniti di idoneo ed aggiornato documento di identificazione».

Art. 5.

L'art. 10 del decreto ministeriale 7 novembre 1970, è sostituito dal seguente:

«I concorrenti che avranno superato il colloquio e che si trovino nelle condizioni per essere considerati ex combattenti (o comunque a questi assimilati od equiparati) e per essere considerati, agli effetti della legge 2 aprile 1968, n. 482, invalidi del lavoro, invalidi di guerra, invalidi per servizio, invalidi civili di guerra, invalidi civili, sordomuti, orfani e vedove di guerra, orfani e vedove dei caduti per causa di servizio, orfani e vedove di caduti sul lavoro, figli e mogli di coloro che siano divenuti permanentemente inabili a qualsiasi lavoro per fatto di guerra o per servizio o del lavoro e profughi disoccupati (intendendosi per «profughi» oltre quelli di cui agli articoli 1 e 2 della legge 4 marzo 1951, n. 137 e dell'art. 1 della legge 27 febbraio 1958, n. 130, anche i connazionali rimpatriati dai territori africani di cui alle leggi 25 ottobre 1960, n. 1306; 25 febbraio 1963, n. 319; ed alla legge 19 ottobre 1970, n. 744) saranno tenuti, qualora intendano far valere il titolo alla riserva di posti prevista dallo art. 20 del regio decreto 8 maggio 1924, n. 843, e successive estensioni (cfr. art. 1 del regio decreto-legge 8 luglio 1941, n. 868) ed all'art. 12, ultimo comma, della predetta legge n. 482, ad esibire i documenti indicati nell'allegato 4 del bando di concorso.

Parimenti i concorrenti che avranno superato il colloquio ed abbiano ed intendano far valere titoli di preferenza a parità di merito in quanto appartengono ad una od a più di una delle categorie previste dall'art. 5, quarto comma, del decreto del Presidente della Repubblica 10 gennaio 1957, n. 3 (quale risulta integrato dall'art. 11 della legge 5 ottobre 1962, n. 1539, dallo art. 2 della legge 14 ottobre 1966, n. 851 e dalla legge 2 aprile 1968, n. 482) saranno tenuti ad esibire, per loro diretta iniziativa, i documenti indicati nello stesso allegato 4 al bando di concorso.

Il termine per la presentazione dei suddetti documenti è di venti giorni dalla data in cui i singoli concorrenti avranno sostenuto l'ultima prova del concorso.

I documenti si considereranno prodotti in tempo utile anche se spediti a mezzo raccomandata con avviso di ricevimento entro il termine suindicato.

A tal fine farà fede il timbro a data dell'ufficio postale accettante.

Il termine per la presentazione dei documenti, ove scada in giorno festivo, sarà prorogato di diritto al giorno seguente non festivo.

I documenti dovranno essere inviati al Ministero della difesa - Direzione generale per gli impiegati civili - Divisione XI - Palazzo dell'Esercito - 00100 Roma.

Ai fini del riconoscimento dei titoli validi sia per la riserva dei posti che per la preferenza a parità di merito è sufficiente che i rispettivi documenti siano presentati in unico esemplare».

Art. 6.

L'art. 12 del decreto ministeriale 7 novembre 1970, è sostituito dal seguente:

«I concorrenti dichiarati vincitori del concorso riceveranno di ciò apposita comunicazione ministeriale.

Ai fini dell'accertamento, nei loro confronti, dei requisiti per l'ammissione all'impiego, essi saranno, con la stessa comunicazione, invitati a presentare i documenti indicati nell'allegato 5 al bando di concorso.

Il termine per la presentazione dei documenti è di 30 giorni dalla data di ricezione, da parte del concorrente, della comunicazione di cui sopra (a pena di decadenza dal diritto ad essere mantenuto nella graduatoria dei vincitori, con conseguente preclusione dal diritto alla nomina).

I documenti si considereranno prodotti in tempo utile anche se spediti a mezzo raccomandata con avviso di ricevimento entro il termine suindicato.

A tal fine farà fede il timbro a data dell'ufficio postale accettante.

Il termine per la presentazione dei documenti, ove scada in giorno festivo, sarà prorogato di diritto al giorno seguente non festivo.

I documenti dovranno essere inviati al Ministero della difesa - Direzione generale per gli impiegati civili - Divisione XI Palazzo dell'Esercito - 00100 Roma».

Il presente decreto sarà trasmesso alla Corte dei conti per la registrazione.

Roma, addì 1° settembre 1971

Il Ministro: TANASSI

Registrato alla Corte dei conti, addì 12 ottobre 1971
Registro n. 49, foglio n. 40

ALLEGATO 1
(cfr. art. 4 del decreto)

PROGRAMMA D'ESAME PER I LAUREATI IN FISICA

PROVA SCRITTA

1) Svolgimento di un tema su un argomento di meccanica, od ottica, od elettrologia, o acustica, o elettronica o fisica nucleare, o termodinamica tra quelli sotto indicati:

Misure fondamentali; misure di pressione; manometri.

Proprietà termiche della materia, termometria, pirometria.

Stati della materia, cambiamenti di stato. Tensione di saturazione, liquefazione dei gas. Igrometria.

Calorimetri, calori specifici, conducibilità termica, principi della termodinamica.

Elasticità.

Velocità del suono, intensità sonora, proprietà acustiche dei materiali e degli ambienti, ultrasuoni.

Tensione superficiale. Viscosità. Pressione osmotica; fenomeni di assorbimento.

Sorgenti di luce, fotometria, misura degli indici di rifrazione; interferometri e loro applicazioni.

Strumenti ottici, descrizione, requisiti, verifiche, rettificazioni.

Analisi spettrale qualitativa e quantitativa, colorimetria.

Polarizzazione. Doppia rifrazione. Saccarimetria.

Proprietà magnetiche dei materiali.

Galvanometri: loro requisiti nei diversi impieghi; galvanometro balistico: oscillazioni, smorzamenti, sensibilità.

Elettrometri, misura statica dei potenziali, delle cariche, delle resistenze.

Pile e accumulatori, vari tipi, loro impiego, manutenzione.

Forze elettromotrici, loro impiego nella chimica delle soluzioni.

Correnti alternate, raddrizzatori.

Valvole termoioniche, loro vari impieghi, circuiti elettronici.

Semiconduttori (diodi, transistor, ecc.), caratteristiche e loro impiego.

Microfoni, telefoni, altoparlanti.

Onde elettromagnetiche.

Raggi X, produzione, dosaggio, spettro, effetti fisici e fisiologici.

Microscopio elettronico, celle fotoelettriche; vari tipi ed impieghi.

Costituzione dell'atomo, isotopi, le particelle elementari; radioattività e sua misura.

Disintegrazioni atomiche.

Proprietà corpuscolari delle radiazioni. Fotoni. Origine delle radiazioni.

Cenni di meteorologia.

N.B. — Alla commissione esaminatrice è lasciata ogni determinazione circa la durata della prova ed i testi che i concorrenti potranno consultare.

PROVA PRATICA

Misura di carattere sperimentale nel campo dell'elettronica, o dell'ottica, o della radioattività, con relazione scritta ed esame critico dei risultati ottenuti.

COLLOQUIO OBBLIGATORIO

1) Discussione sugli argomenti trattati nello svolgimento della prova scritta e sui risultati della prova pratica.

2) Impostazione, per la risoluzione numerica, di un problema di meccanica, o di elettrologia, o di termodinamica.

3) Colloquio su:

argomenti facenti parte del programma analitico previsto per la prova scritta;

apparecchiature di laboratorio ed industriali di più corrente e moderno impiego;

legislazione relativa all'impiego, maneggio, trasporto e conservazione dei prodotti esplosivi, dei prodotti tossici e dei materiali radioattivi. Nozioni;

legislazione relativa alla prevenzione degli infortuni sul lavoro. Nozioni;

diritto amministrativo. Nozioni limitate all'organizzazione amministrativa dello Stato ed allo stato giuridico degli impiegati e degli operai;

ordinamento degli Stati maggiori e degli organi centrali del Ministero della difesa.

COLLOQUIO FACOLTATIVO

Lingua straniera: lettura e versione in italiano di una o due lingue straniere, a scelta del candidato, di brani di letteratura tecnica. La lingua, o le lingue straniere prescelte dovranno essere precisate dal candidato nella domanda di ammissione al concorso.

PROGRAMMA D'ESAME PER I LAUREATI IN SCIENZE BIOLOGICHE

PROVA SCRITTA

1) Svolgimento di un tema su uno degli argomenti di biologia generale o di anatomia, o botanica, o zoologia, o di fisiologia generale o di igiene, o di microbiologia, o di parassitologia qui sotto indicati:

Composizione chimica della materia vivente. Sua struttura.

La cellula: forma, funzione, differenti tipi di cellule. Costituenti cellulari e loro funzioni. Moltiplicazione cellulare.

La teoria dell'evoluzione. Stato attuale del problema evolutivo.

Classificazione dei viventi. Specie e razze. I principali tipi dell'organizzazione animale.

Sistema osseo; sistema muscolare; sistema nervoso; vasi e cuore.

Il sangue. Organi ed apparati. Comparazione dei sistemi umani con quelli delle principali specie biologiche.

Segmentazione dell'uovo. Gastrulazione e differenziamento dei foglietti embrionali. Sviluppo determinativo e processi morfologici.

Sviluppo embrionale degli anfibi, dei pesci, dei rettili, uccelli, mammiferi.

Variabilità. Leggi di Mendel sull'ereditarietà.

Teoria cromosomica dell'eredità. Geni e mutazioni. Genetica umana.

Corneo e tallo. Piante superiori ed inferiori. Cenni sulla riproduzione delle piante.

Elementi di fisiologia vegetale. Classificazione dei vegetali.

Classificazione del mondo animale. Protozoi. Metazoi. Plasmodromi. Ciliati. Poriferi. Celenterati. Platelminti. Nematelminti. Artropodi. Molluschi. Echinodermi. Precordati. Cordati. Tunicati. Cefalocordati. Vertebrati.

Sistemi enzimatici, vitamine, ormoni.

Il fabbisogno alimentare ed il metabolismo. Fisiologia del corpo umano.

Le proteine (complesse e semplici); gli aminoadici.

Gli idrati di carbonio; i lipidi.

Classificazione dei microorganismi. Riproduzione dei microrganismi.

Microrganismi utili e dannosi. L'immunità.

L'igiene delle abitazioni, degli abitati, dell'ambiente. Epidemiologia.

Vettori e veicoli di malattie. Profilassi (vaccini e sieri).

Criteri di potabilità di un'acqua. Il latte.

Endo ed ectoparassiti. Platelminti parassiti. Nematelminti parassiti.

Insetti utili e dannosi. Anopluri, emitteri, ditteri, afaniteri.

Condizioni ambientali. Ambienti biologici. Rapporti fra viventi. Equilibri biologici.

N.B. — Alla commissione esaminatrice è lasciata ogni determinazione circa la durata della prova ed i testi che i concorrenti potranno consultare.

PROVA PRATICA

Approntamento ed esame microscopico di un preparato microbiologico o istologico, con caratterizzazione rispettivamente di microrganismi e di tessuti animali, oppure apprezzamento della conta leucocitaria e di globuli rossi, con relazione scritta.

COLLOQUIO OBBLIGATORIO

1) Discussione sugli argomenti trattati nello svolgimento della prova scritta e sui risultati della prova pratica.

2) Colloquio su:

argomenti facenti parte del programma analitico previsto per la prova scritta;

apparecchiatura di laboratorio ed industriali di più corrente e moderno impiego;

legislazione relativa all'impiego, maneggio, trasporto e conservazione dei prodotti esplosivi, dei prodotti tossici e dei materiali radioattivi. Nozioni;

legislazione relativa alla prevenzione degli infortuni sul lavoro. Nozioni;

diritto amministrativo. Nozioni limitate alla organizzazione amministrativa dello Stato ed allo stato giuridico degli impiegati e degli operai;

ordinamento degli Stati maggiori e degli organi centrali del Ministero della difesa.

COLLOQUIO FACOLTATIVO

Lingua straniera: lettura e versione in italiano di una o due lingue straniere, a scelta del candidato, di brani di letteratura tecnica. La lingua, o le lingue straniere prescelte dovranno essere precisate dal candidato nella domanda di ammissione al concorso.

Il Ministro: TANASSI

(9414)

Avviso relativo alla pubblicazione del decreto di nomina ad operaio dello Stato dei vincitori del concorso a seicento posti, nella categoria degli operai comuni per la qualifica di mestiere di «manovale specializzato».

Nel Giornale ufficiale del Ministero della difesa, dispensa 32ª del 7 agosto 1971, è stato pubblicato il decreto ministeriale datato 12 maggio 1971, registrato alla Corte dei conti il 5 giugno 1971, registro n. 30 Difesa, foglio n. 204, concernente la nomina ad operaio dello Stato di ventuno dei vincitori del concorso a seicento posti di operaio comune, per la qualifica di mestiere di «manovale specializzato» (posti centottantadue).

(9454)

MINISTERO DELL'AGRICOLTURA E DELLE FORESTE

Avviso relativo alla pubblicazione dei risultati del concorso ad un posto di operaio di 2ª categoria con qualifica di fabbro fucinatore nel ruolo degli operai permanenti.

In data 8 ottobre 1971 sono stati pubblicati nel supplemento al Bollettino ufficiale n. 10 del Ministero dell'agricoltura e delle foreste i risultati del concorso, indetto con decreto ministeriale 9 dicembre 1969, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 242 del 24 settembre 1970, ad un posto di operaio di 2ª categoria con qualifica di fabbro fucinatore nel ruolo degli operai permanenti.

(9488)

MINISTERO DEL TESORO

Nomina di un membro aggiunto alla commissione esaminatrice del concorso per esami a centoventi posti di consigliere di 3ª classe in prova (ora consigliere) nel ruolo della carriera direttiva dei servizi centrali della Ragioneria generale dello Stato.

IL MINISTRO PER IL TESORO

Visto il testo unico approvato con decreto del Presidente della Repubblica 10 gennaio 1957, n. 3;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 3 maggio 1957, n. 686;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 11 gennaio 1956, n. 5;

Visto il proprio decreto 6 aprile 1970, registrato alla Corte dei conti il 4 maggio stesso anno, registro n. 14, foglio n. 381, con il quale venne bandito un concorso per esami a centoventi posti di consigliere di 3ª classe in prova (ora consigliere) nel ruolo della carriera direttiva dei servizi centrali della Ragioneria generale dello Stato;

Visti i propri decreti 3 dicembre 1970, 25 gennaio e 9 febbraio 1971, con i quali venne disposta la nomina della commissione esaminatrice del suddetto concorso;

Ravvisata la necessità di integrare la commissione predetta con un membro aggiunto per l'espletamento delle prove di lingue estere;

Decreta:

Il prof. Stefano Giacopino, titolare ordinario per l'insegnamento delle lingue estere presso l'istituto tecnico commerciale « Leonardo da Vinci » in Roma, è nominato membro aggiunto della commissione esaminatrice del concorso citato nelle premesse per l'espletamento delle prove di lingue estere.

Al sopraindicato membro aggiunto della commissione esaminatrice compete il compenso previsto dal decreto del Presidente della Repubblica 11 gennaio 1956, n. 5.

Il presente decreto sarà trasmesso alla Corte dei conti per la registrazione.

Roma, addì 3 agosto 1971

Il Ministro: FERRARI-AGGRADI

Registrato alla Corte dei conti, addì 9 settembre 1971
Registro n. 29 Tesoro, foglio n. 76

(9452)

MINISTERO DELLA PUBBLICA ISTRUZIONE

Avviso relativo alla pubblicazione della graduatoria del concorso per titoli, integrato da un colloquio, per la nomina a due posti di ispettore centrale di 2ª classe per l'istruzione secondaria di primo grado, classica, scientifica e magistrale, tecnica e professionale, con speciale riferimento alle esigenze relative all'insegnamento della tecnologia meccanica, laboratorio e disegno professionale, negli istituti professionali.

Nel Bollettino ufficiale n. 16-17 del 22-29 aprile 1971 - parte II, del Ministero della pubblica istruzione, è stato pubblicato il decreto ministeriale 15 gennaio 1971, relativo all'approvazione della graduatoria generale di merito e dichiarazione del vincitore del concorso per titoli, integrato da un colloquio, per la nomina a due posti di ispettore centrale di 2ª classe (coeff. 580) per l'istruzione secondaria di 1° grado, classica, scientifica e magistrale, tecnica e professionale, con speciale riferimento alle esigenze relative all'insegnamento della tecnologia meccanica, laboratorio e disegno professionale, negli istituti professionali.

(9330)

UFFICIO VETERINARIO PROVINCIALE DI FIRENZE

Commissione giudicatrice del concorso a posti di veterinario condotto vacanti nella provincia di Firenze

IL VETERINARIO PROVINCIALE

Visto il proprio decreto n. 263 del 22 gennaio 1971, con il quale è stato bandito un concorso per titoli ed esami per il conferimento di posti di veterinario condotto vacanti in provincia di Firenze al 30 novembre 1970;

Atteso che la scadenza per la presentazione delle domande era stata fissata fissata alle ore 12 del 30 aprile 1971;

Atteso che risultano pervenute n. 44 domande di partecipazione;

Ritenuto di dover provvedere alla nomina della commissione giudicatrice;

Visto il decreto del medico provinciale di Firenze n. 3538 del 24 settembre 1971, con il quale il prof. Panichi Giovanni è stato nominato componente della costituenda commissione, a norme dell'articolo unico della legge 8 marzo 1968, n. 220;

Viste le designazioni del Ministero della sanità, della prefettura di Firenze e dell'ordine dei veterinari;

Visto l'art. 10 del decreto del Presidente della Repubblica 23 ottobre 1963, n. 2211, che ha modificato l'art. 47 del regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Decreta:

La commissione giudicatrice del concorso a posti di veterinario condotto vacanti in provincia di Firenze al 30 novembre 1970, è così costituita:

Presidente:

Carlucci dott. Marcello, ispettore generale del Ministero della sanità.

Componenti:

Lattarulo dott. Antonio, vice prefetto ispettore in servizio presso la prefettura di Firenze;

Taddei dott. Giordano, ispettore generale veterinario del Ministero della sanità;

Paltrinieri prof. Sebastiano, direttore dell'istituto di clinica medica veterinaria dell'Università di Pisa;

Romboli prof. Bruno, direttore dell'istituto di anatomia patologica veterinaria dell'Università di Pisa;

Panichi prof. Giovanni, veterinario condotto del comune di Castelfiorentino.

Segretario:

Narducci dott. Stefano, consigliere del Ministero della sanità.

La commissione avrà sede presso l'ufficio del veterinario provinciale di Firenze, via Cavour, 82.

Le prove di esame avranno luogo non prima di un mese dall'avvenuta pubblicazione del presente decreto nella *Gazzetta Ufficiale*.

Il presente decreto verrà inserito nel Foglio annunzi legali della provincia e, per otto giorni consecutivi, agli albi pretori di questo ufficio, della prefettura di Firenze e dei comuni interessati.

Firenze, addì 16 ottobre 1971

Il veterinario provinciale: TASSELLI

(9580)

ANTONIO SESSA, *direttore* ACHILLE DE ROGATIS, *redattore*

Roma - Istituto Poligrafico dello Stato - G. C.